

CitizenDev

Recherche-action participative dans le cadre du programme 2016-CO-CREATE

- Rapport de recherche final -
Septembre 2020



Table des matières

Introduction	3
I. La recherche-action participative : sa démarche et ses questions de recherche	5
I.A. Un parti-pris pour l'induction	5
I.B. Les questions de recherche	6
I.C. Des méthodes	7
1. Le temps 1/ABCD : un travail communautaire à partir des compétences et savoir-faire	8
2. Le temps 2/l'analyse en groupe : faire collectif au sein des metalabs et construire un savoir croisé	10
3. Le temps 3/l'interpellation : la journée d'études du 27 novembre 2019	11
4. Le temps 4/les visites de terrain : le temps de la diffusion de l'expérience CiTiZenDev	13
II. Les enseignements principaux de la recherche-action participative (RAP)	14
II.A. Le processus de construction des collectifs	15
1. Les publics	15
2. Les activités	25
3. Les adjuvants à la construction de collectifs	27
II. B. Les conditions de transférabilité de CitizenDev et de pérennisation des initiatives citoyennes : quelques pistes	36
1. Rétribuer les citoyens engagés	36
2. D'autres leviers pour pérenniser les initiatives citoyennes	42
II. C. Retour sur les « contraintes » : qu'est-ce que la RAP a révélé à leur sujet ?	46
1. Démantèlement structurel du salariat	46
2. La question urbaine : précarisation, désaffiliation et dualité socio-spatiale	48
3. Déni de reconnaissance culturelle	49
4. Rapport au politique	50
II.D. Retour sur le cadre Co-create	53
1. La résilience	53
2. L'innovation sociale	54
3. La recherche-action-participative : ses épreuves	56
(Se) donner des nouvelles	62

Introduction

Ce rapport scientifique final clôt les trois années du projet CitizenDev mené dans le cadre du programme Co-create d'Innoviris. Ce projet avait pour objectif de participer, à son échelle, à la résilience du système socio-politique urbain bruxellois. Pour l'atteindre, il entendait expérimenter une forme de développement urbain basée sur les capacités citoyennes et faisant des habitants, y compris et surtout ceux et celles confronté.e.s à des conditions d'existence précaires, des acteurs de la société urbaine contemporaine. Plus concrètement, en s'appuyant sur différentes méthodologies articulées les unes aux autres, il visait l'émergence et le renforcement d'initiatives locales portées par des citoyens issus de milieux populaires, leur mise en réseau et leur articulation avec d'autres échelles et acteurs urbains pour tester ses conditions de transférabilité en d'autres lieux que ceux investis par CitizenDev et pour interpeller les acteurs collectifs, institutionnels et associatifs susceptibles de continuer à soutenir les initiatives.

Cette approche est basée notamment sur le concept de centralité populaire, entendue comme un ensemble de ressources autonomisantes parmi les habitants des quartiers populaires, qui leur permettent de développer des pratiques quotidiennes économiques, sociales, culturelles « alternatives » au modèle dominant¹. Elle repose aussi sur l'actualisation du travail communautaire qui vise à favoriser les interactions entre les personnes et les groupes, à augmenter leur capital social, à renforcer les solidarités horizontales et à impulser ou solidifier des communautés urbaines dans leur capacité à construire des pratiques qui démontrent leur capacité d'autonomie dans un contexte de contraintes socio-économiques fortes.

Ainsi le projet se proposait de travailler le croisement de deux types de résilience, socio-économique et communautaire, en articulant des initiatives visant le renforcement de la communauté et, in fine, la résilience urbaine. Sans nier les divergences, au point de s'appuyer parfois sur elles comme c'est le cas avec l'analyse en groupe, il s'est agi de (re)donner une place légitime aux individus et groupes précarisés dans la société, de rechercher de nouveaux modes de coopération, et de promouvoir une solidarité 'peer to peer » qui ne renonce cependant pas aux principes de justice et de redistribution sociales.

Pour atteindre ces objectifs, le projet s'est basé sur des méthodes innovantes et participatives qui ont été testées, adaptées et validées in situ :

1. La méthode Asset-Based Community Development (ABCD) qui, à partir d'un inventaire des compétences citoyennes et d'autres atouts présents dans le système, facilite l'émergence d'initiatives collectives ;
2. L'analyse en groupe qui se base sur une analyse collective de récits d'expérience vécue et leur interprétation pour mettre au jour les convergences et divergences, les reconnaître – ce qui n'équivaut pas à construire un consensus² et co-construire des connaissances.
3. L'intervention sociologique, issue de la sociologie tourainienne³, qui a pour objectif quant à elle, à partir des expériences vécues par les citoyens et du travail d'analyse qui en a été

¹ Collectif Rosa Bonheur, 2019, *La ville vue d'en bas*, Paris, Editions Amsterdam.

² L. Van Campenhout et alii, 2005, *La méthode d'analyse en groupe*, Paris, Dunod.

³ A. Touraine, 1978, *La voix et le regard*, Paris, Les Éditions du Seuil.

fait lors de l'analyse en groupe, d'interpeller les acteurs collectifs, institutionnels et associatifs concernés.

Plus loin, dans le rapport, nous mêlerons dans notre rapport les deux dernières méthodologies tant elles sont liées.

L'innovation méthodologique a tenu dans l'articulation de ces 3 méthodes et des échelles d'intervention qu'elles ont suscitées, nous y reviendrons plus loin dans le rapport. Le but était de relier les institutions, régionales, communales ou privées, telles la Fondation Roi Baudouin, aux innovations sociales locales déployées au cœur de ces initiatives. Ce travail d'articulation visait, sans naïveté, à contribuer à la (ré) conciliation des « mondes vécus » et du « système »⁴.

Le projet s'est déroulé dans 3 sous-systèmes où ont été implantés des « living labs » : la communauté subsaharienne liée au quartier Matonge à Ixelles, les quartiers Brabant et Gaucheret à Schaerbeek, et la communauté des membres du CLTB, le Community Land Trust de la Région de Bruxelles-Capitale. Cette diversité de contexte devait permettre d'identifier les spécificités et/ou les récurrences sociologiques, socio-économiques, culturelles et spatiales qui impactent la mise en œuvre des méthodes et la nature des initiatives suscitées.

CitizenDev n'était pas seulement un projet d'intervention sociale, il était surtout une recherche-action participative (RAP) incluant l'ensemble des acteurs concernés dans la production non seulement du matériau de recherche mais aussi de l'analyse et de connaissances. Les citoyens impliqués dans le projet et les travailleurs sociaux n'y occupent donc pas une place d'objet de recherche mais de sujet de recherche au même titre que les chercheurs. Nous verrons ce que cette posture de co-chercheur a impliqué pour les un.e.s et les autres. Pour défendre la vie privée des citoyens, leurs noms ont été modifiés.

Le rapport final met en évidence d'abord les questions de recherche, la perspective épistémologique dans laquelle s'est inscrite la recherche-action participative, pour ensuite évoquer les enseignements de recherche principaux. Dans sa dernière partie il opère un retour sur les contraintes auxquelles, à sa mesure, le projet entendait répondre et questionne, à partir de l'expérience CitizenDev les trois référentiels du programme Co-create : la résilience, la Recherche-Action-Participative et l'innovation sociale.

A ses côtés d'autres productions écrites et visuelles du projet existent : elles sont présentes sur le site du projet : <https://www.citizendev.be/> et sur www.cocreate.be. Nous vous invitons à en prendre connaissance et vous en souhaitons bonne lecture ou bonne vision.

⁴ J. Habermas, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Paris, Fayard.

I. La recherche-action participative : sa démarche et ses questions de recherche

I.A. Un parti-pris pour l'induction

Le projet s'est résolument inscrit dans la démarche inductive qui est celle qui nous paraissait la plus appropriée dans le cadre d'une recherche-action participative laquelle engage l'ensemble des acteurs concernés par la recherche (travailleurs de terrain/citoyens/chercheur.e.s) dans une démarche de co-création, sous-tendant une horizontalisation des relations entre eux, tant dans le cadre de l'action produite, ici des initiatives valorisant la résilience communautaire, que pour la recherche qui a lieu à son propos. Parce qu'elle ne prétend pas détenir la vérité, y compris scientifique, a priori et en amont de sa mise en œuvre, la RAP semble s'inscrire presque naturellement dans la démarche inductive ; dans tous les cas, elle entre en congruence et développe des affinités électives, au sens webérien du terme, avec elle. En effet la démarche inductive vise le développement de « la compréhension des phénomènes au départ des données plutôt que le recueil de données pour évaluer un modèle théorique préconçu ou des hypothèses a priori »⁵. Ce faisant elle implique une approche compréhensive plus que causaliste et explicative. En privilégiant le terrain, la démarche inductive lui fait confiance et fait confiance aux individus et groupes sociaux qui le peuplent. C'est à partir de l'observation de leurs activités, c'est à partir de ce qu'ils en disent et du sens qu'ils y mettent que le-la chercheur-e peut dire quelque chose du monde social. C'est donc moins la quête de causalités d'un fait social sur un autre au nom de son antériorité qui importe que la recherche et la compréhension du sens des actions et des représentations humaines qui guide le-la chercheur-e. Une telle démarche impose que le rapport avec la théorie préexistante soit un rapport égalitaire comme le suggèrent de si belle manière Glaser et Strauss quand ils affirment qu'«il ne faut pas essayer de forcer des données rondes à entrer dans des catégories carrées »⁶. Ce rapport égalitaire est entretenu par le va-et-vient entre théorie et empirie ; l'une et l'autre venant à égalité questionner l'autre et éventuellement réviser chacune d'entre elles deux. La question ou les questions de recherche choisies au départ sont révisables, moins à partir de la constitution d'un état de l'art préalable à la recherche-action participative et de la phase exploratoire qu'au travers des premières observations⁷.

Ce choix éloigne le projet de la démarche hypothético-déductive basée quant à elle sur le cheminement inverse lequel suppose la construction préalable d'un cadre théorique et d'hypothèses qui en sont issues et qui doivent être falsifiées sur le terrain. Dans cette seconde perspective le terrain et les acteurs qui le peuplent sont réactifs. Dans la démarche inductive ils sont actifs et acteurs de la recherche. Concernant CitizenDev nous avons fait le

⁵ L. Mucchielli, 2009, *Dictionnaire des méthodologies en sciences sociales*, Paris, Armand Colin, P. 58

⁶ B. Glaser, 1992, *Basics of grounded theory analysis*, Mill Valley, Sociology Press.

⁷ Ceci ne nous a pas empêché de réaliser un état de l'art, non exhaustif, sur certaines thématiques propres à notre sujet dont certaines parties se trouvent soit dans le projet rentré, soit dans les rapports intermédiaires, soit, on le constatera, dans le rapport final. Nous avons, par exemple, travaillé les notions de reconnaissance culturelle, travail communautaire, engagement et participation citoyenne. Nous avons également documenté les quartiers dans lesquels se déroulaient nos actions. Cet état de l'art n'avait pas pour but de construire des hypothèses à tester, mais bien d'aider « à penser avec » le terrain.

choix de nous y inscrire et l'avons revendiqué dès l'entame du projet. Ce choix est sans doute plus risqué parce que l'absence d'hypothèses à vérifier sur le terrain, l'inconnue que cette absence pouvait représenter car nous ne savions pas a priori où le terrain allait nous guider rendait plus incertaine notre démarche et nous a parfois obligé à avoir recours à des compétences externes pour nous accompagner (en particulier, on y reviendra à propos de la question de la rétribution). Ainsi par exemple le fait que nous ayons laissé émerger du terrain le contenu tant des initiatives citoyennes que des thématiques ayant guidé l'analyse en groupe et l'interpellation politique faite aux acteur-rices institutionnel.le.s et associati.f.ve.s choisies en association avec les citoyens impliqués dans le projet a déporté les chercheuses de leurs axes de recherche privilégiés (l'architecture, la sociologie urbaine, la sociologie de l'architecture et la sociologie du travail social et de l'action publique urbaine) vers des champs moins connus comme celui de la sociologie du travail. **Ce faisant, ce décentrement a sans doute aidé à l'horizontalisation des compétences de tous les acteurs de la RAP, à la recherche, ensemble, de solutions émanant du terrain, de compétences externes prêtes à appuyer la démarche.**

Une telle démarche ne doit être confondue avec ce que certains appellent l'opérationnalisme. Elle ne s'est pas construite à l'aveugle mais a constamment reposé sur des connaissances théoriques (les travaux d'A. Honneth sur les dénis de reconnaissance, de R. Castel sur la question salariale, du collectif Rosa Bonheur sur la centralité populaire et la question urbaine, les travaux récents en sociologie politique et en sciences politiques qui concernent la participation citoyenne, l'engagement et l'action collective...) et méthodologiques (sur l'approche ethnographique, sur l'analyse en groupe, l'ABCD et l'intervention sociologique) qui nous ont aidés à construire le projet CitizenDev. Mais ces connaissances ont été pour la plupart mobilisées en situation de terrain et ont dialogué avec l'empirie.

C'est à l'aune de ces conditions épistémologiques, que la RAP peut, à nos yeux, produire à la fois des connaissances et du changement. Le rapport final rend compte de ce choix.

I.B. Les questions de recherche

Le projet initial introduit auprès d'Innoviris (p. 25) reprenait les questions de recherche suivantes : comment favoriser l'émergence d'initiatives collectives et le déploiement des compétences des citoyens à travers elles ? A quelles conditions les méthodes participatives utilisées y contribuent-elles ? Quelle est la pertinence pratique, théorique et critique des méthodes utilisées en termes de résilience communautaire et urbaine ? Selon quelles modalités la transférabilité à l'échelle urbaine (RBC) de ces initiatives porteuses de résilience communautaire est-elle assurée ?

Reformulées de manière plus synthétique elles interrogent les conditions méthodologiques, sociologiques et politiques de l'émergence dans des quartiers et/ou des groupes sociaux populaires d'initiatives collectives basées sur leurs compétences. Durant le projet, principalement lors de sa deuxième phase consacrée à l'analyse en groupe concernant les trois living Labs s'est imposé dans les débats l'enjeu de la pérennisation de ces collectifs citoyens.

Notre question de recherche a ainsi évolué pour faire place à cet enjeu.

A quelles conditions méthodologiques, sociologiques et politiques des initiatives collectives dans des quartiers et/ou des groupes sociaux populaires basées sur la reconnaissance des compétences citoyennes et de la centralité populaire peuvent-elles émerger, être pérennisées et être transférées en d'autres lieux ?

A côté de cette question centrale ce rapport interroge aussi ce que ce projet révèle de certains des enjeux auxquels est confrontée la Région de Bruxelles-Capitale, ce qu'il évoque des relations entre les acteurs embarqués dans des RAP, des difficultés auxquels ils sont confrontés et des ressources, parfois inattendues, sur lesquelles ils peuvent compter.

I.C. Des méthodes

La publication CitizenDev « *Faire collectif à Bruxelles. L'initiative citoyenne et l'expérience CitizenDev* » disponible en ligne sur le site www.citizendev.be détaille le chaînon méthodologique qui a structuré le projet (voir le schéma visuel de ce chaînon de briques méthodologiques, un extrait de la publication, à la page 9 de ce rapport) . Aucune des briques de ce « chaînon » n'est révolutionnaire. Elles existaient bien avant le projet et lui survivront. **L'innovation n'est pas là, elle repose bien plus dans leur association, dans leur articulation répondant à une temporalité, un phasage bien précis et dans l'actualisation, on le lira plus loin en détail, du travail communautaire de deux de ses trois axes : les axes communautaire et collectif.**

Le temps 1 : l'application de la méthode ABCD. Il est associé à un lieu ou à un collectif bien précis : celui de chacun des LL (Matonge, Brabant, les membres de l'AG du CLT). L'échelle d'intervention est locale.

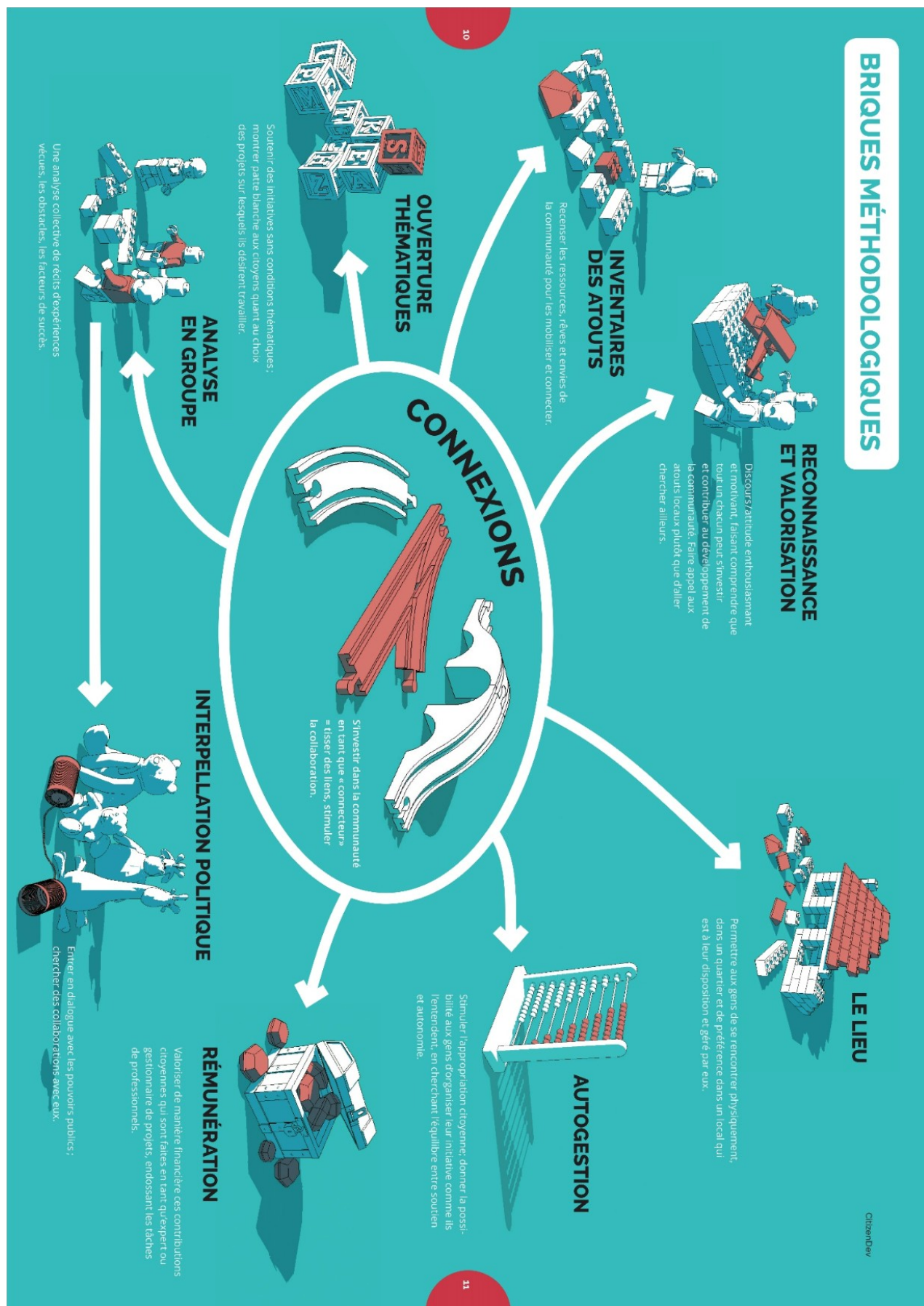
- *c'est un temps de construction des savoirs de la recherche-action participative.*

Le temps 2 : l'analyse en groupe qui a eu lieu à 3 moments différents. Elle s'est faite avec des membres des 3 LL (citoyens et travailleurs) ainsi qu'avec les chercheuses. L'échelle d'intervention est interLL et intra CitizenDev.

- *c'est un temps de construction des savoirs de la recherche-action participative.*

Le temps 3 : l'interpellation politique qui s'est tenue le 27 novembre 2020. Elle a rassemblé l'ensemble des acteurs du projet CitizenDev et des acteurs concernés, institutionnels et associatifs. L'échelle est régionale, interLL, intra et extra-CitizenDev.

- *c'est un temps à la fois de construction et de diffusion des savoirs de la recherche-action participative.*



Figur 1, schéma du chaînon 'briques méthodologiques' de CitizenDev, extrait de la publication « Faire collectif à Bruxelles. L'initiative citoyenne et l'expérience CitizenDev », 2020.

Le temps 4 : les visites de terrain. Elles n'étaient pas prévues telles quelles dans le projet de recherche mais se sont imposées dès lors qu'il nous paraissait important d'opérer un retour dans chacun des living labs après le temps de transversalisation des expériences y menées (temps 2) et de la montée en généralité (temps 3). Les visites de terrain ont eu lieu le 27 février 2020 et ont rassemblé plus de 70 participants. L'échelle est à nouveau régionale, interLL, intra et extra-CitizenDev.

- *c'est un temps à la fois d'interpellation politique et de diffusion des savoirs de la recherche-action participative.*

Avant de présenter ces étapes plus en détail, il est encore important de préciser que leur présentation linéaire pourrait donner l'impression d'un modèle « évolutionniste » passant d'une étape 1, 2 jusqu'à la dernière étape. Dans les faits, il est beaucoup plus itératif. Ainsi l'étape 1 n'a pas cessé durant le déroulement du processus et continue par-delà le projet.

1. Le temps 1/ABCD : un travail communautaire à partir des compétences et savoir-faire

Cette méthode a déjà fait l'objet d'un long développement lors du premier rapport scientifique de 2018 (pp. 18-23). Nous n'en rappelons ici que les idées phares. Plus loin dans le rapport nous porterons un regard critique et analytique sur sa mise en application dans le cadre du projet.

Après avoir brièvement défini la méthode nous insisterons essentiellement sur les raisons qui ont poussé CitizenDev à adopter cette méthode tout en l'articulant à d'autres.

L'approche ABCD a été formalisée par J. Mc Knight et J. Kretzmann en 1993 avec l'ouvrage *Building communities from the inside out. A path toward finding and mobilizing a community assets*⁸. Selon les auteurs, l'action publique ou l'action communautaire a trop souvent envisagé les quartiers sous l'angle de leurs manques, de leurs problèmes et de leurs déficits plutôt que sous l'angle de leurs atouts et de leurs ressources. Tantôt considérée comme une méthode à savoir des outils à appliquer, tantôt comme une approche décidant de principes larges qui guident l'action, la méthode ABCD fait partie de ce que certains nomment la « nébuleuse communautaire » américaine⁹. En effet, pouvant être défini comme « méthode d'intervention sociale visant à la mobilisation et la participation des citoyens afin de promouvoir l'autonomie et le développement de la communauté »¹⁰, le travail social communautaire trouve partiellement son origine aux USA. S. Alinsky, sociologue de l'Ecole de Chicago, école de sociologues qui axe son travail sur l'analyse des communautés locales dans les grandes villes de l'Amérique industrielle et qui, pour se faire, utilise des méthodes au plus proche de leur vie quotidienne. Alinsky qui est aussi un travailleur social, est considéré comme l'un des fondateurs du travail communautaire qu'il envisage comme soutien à « des mouvements militants de contre-pouvoir et élabore une vision radicale de l'action »¹¹ en particulier en la basant sur les revendications des membres de la

⁸ J. Mc Knight J. et J. Kretzmann, 2010, *Building communities from the inside out. A path toward finding and mobilizing a community assets*, New-York, Berrett-Koehler Publishers.

⁹ M.H. Bacqué, 2005, « Associations 'communautaires' et gestion de la pauvreté. Les Community Development Corporations à Boston », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5 (160), 2005, p. 46-65.

¹⁰ I. Poulet, 1997, Note interne, non diffusée, CBAI.

¹¹ M. Moïny et A. Van Belle, 2017, Travaux d'étudiants, cours « Atelier » B3 USL-B-2017-2018.

communauté, en s'alliant aux syndicats et en identifiant les adversaires contre lesquels les actions sont menées¹². A côté de cette approche radicale qui est de plus en plus revisitée et réhabilitée y compris en Europe, se sont développées plus tardivement des approches dites « post-alinskyennes » parmi lesquelles l'ABCD aux contours moins revendicatifs et plus consensuels et qui prône l'auto-organisation des citoyens et la gestion par ceux-ci de certains enjeux/problèmes publics. Leur discours est anti-consumériste et autogestionnaire et relativement méfiant à l'égard de l'Etat et de ses administrations.

La démarche ABCD repose sur l'idée qu'il faut renforcer les communautés locales en mettant au jour et en renforçant leurs savoir-faire et compétences. Grâce à son immersion dans leurs espaces de vie, le travailleur communautaire se met en recherche de ce qu'ABCD appelle les connecteurs, et que d'autres, issus du travail communautaire plus classique, nommeraient des leaders communautaires. Ceux-ci sont au cœur d'interactions locales nombreuses et variées. « Une fois » découverts, ils sont invités à former une « table des connecteurs » et à réaliser l'inventaire des atouts de la communauté. De l'inventaire de ces atouts réalisé par les connecteurs et de leur réunion autour d'une table des connecteurs devraient ensuite naître de nouveaux collectifs réunis sur base d'intérêts communs ou de complémentarité des savoir-faire. L'aboutissement de ce processus est à terme de rassembler ces collectifs au sein d'une association de collectifs.

La méthode ABCD repose aussi sur une lecture du monde social méfiante à l'égard des processus d'institutionnalisation lequel risque, le pensent ses instigateurs, d'instrumentaliser les communautés locales au profit du politique institutionnalisé et de ses administrations. Si cette lecture emprunte à la vision néo-libérale de la société se méfiant de l'Etat social qui ferait des citoyens des assistés (critique de droite adressée à l'Etat social), elle emprunte aussi à sa critique de gauche, entre autres Habermassienne, insistant sur le fait que celui-ci, moins dans ses objectifs que dans ses effets, finit par désencastrer les individus de leur monde vécu et par faire perdre de leur substance les réseaux de sociabilité et de solidarités informels et locaux. En retour il est reproché à cette critique de gauche sa lecture du monde qui fait fi des rapports de force entre acteurs et des effets structurels entretenant la domination des groupes sociaux les plus précaires¹³.

Si CitizenDev choisit d'adopter cette méthode c'est pour plusieurs raisons, partiellement différentes selon le secteur d'activité de ses membres, mais toujours complémentaires :

- Concernant les associations, et plus précisément le BRAL, il s'est agi en quelque sorte d'une volonté de retourner aux sources des mouvements de lutte urbaine. Issue de cette mouvance, particulièrement dynamique à Bruxelles et revendiquant une plus grande participation des citoyens à la production et à la gestion de leur ville, l'association s'est progressivement investie dans les dispositifs participatifs institutionnalisés dès lors que les acteurs publics, la Région, les communes, se sont progressivement emparés de la participation comme important référentiel de l'action publique¹⁴. De cette expérience parfois

¹² J. Talpin, 2016, *Community Organizing : de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*. Raisons d'agir. Collection « Cours et travaux », Paris.

¹³ J. Habermas, 1987, *op.cit.*

¹⁴ A. Bilande, C. Dal, L. Damay, F. Delmotte, J. Neuwels, C. Schaut, A-L. Wibrin, 2016, «Tivoli, quartier durable : une nouvelle manière de faire la ville à Bruxelles ?», *Brussels Studies*, n°100, 2016. En Ligne : <http://www.brusselsstudies.be/medias/publications/BruS100FR.pdf>

tendue avec les pouvoirs publics, le BRAL décide de s'en détourner, de soutenir et de développer des formes de participation citoyenne plus spontanées, dites « **bottom-up** ». La démarche ABCD semble, à ses yeux, s'inscrire dans cette démarche et être une méthodologie apte à soutenir une nouvelle forme de développement urbain, favorisant une ville de proximité et socialement plus résiliente. Elle engage ainsi un rapport plus distancié au politique institutionnalisé.

Quant à l'association CLTB, elle voit dans la méthode ABCD une manière de donner corps à la communauté de ses membres. Quant à EVA, déjà bien intégrée dans le quartier Nord et au cœur des connexions citoyennes tissées dans le projet Bilobahuis (voir rapport 1), l'ABCD s'inscrit dans la continuité de l'action même si, on le verra plus tard, sa mise en application à la lettre dans le LL s'avérera plus difficile.

-Concernant les chercheuses, si aucune d'entre elles ne connaissait la méthode ABCD, l'approche communautaire ne leur était pas inconnue. Certaines l'avaient abordé dans une perspective plus théorique¹⁵, d'autres l'avaient appliqué dans leurs activités professionnelles et militantes. Par ailleurs s'intéressant à l'action publique et aux mobilisations urbaines en particulier en milieu populaire, elles trouvaient le projet et son approche « capacitante » en proximité avec leur champ de recherche et avec une démarche évitant tout misérabilisme à l'égard des classes populaires. Elles la trouvaient en congruence avec celle développée par le collectif Rosa Bonheur, déjà évoqué, et contenue dans la notion de **centralité populaire**.

L'application, plus ou moins rigoureuse dans chacun des LL, on y reviendra, a permis le développement d'initiatives citoyennes tels que l'ouverture, la maintenance, la gestion d'un local et son animation au travers d'activités comme le Repair café ou encore la bourse aux vêtements à Brabant, la création de la Green cantine animée par des femmes sans emploi et proposant un service traiteur « bio » au CLT, le développement d'un festival visant à faire connaître les jeux africains traditionnels à Matonge ou encore la création d'une radio communautaire « Publik ». L'analyse critique de l'application de cette méthode sera détaillée plus loin dans le rapport.

2. Le temps 2/l'analyse en groupe : faire collectif au sein des metalabs et construire un savoir croisé

Dès l'entame du projet, la méthode ABCD a été couplée à l'analyse en groupe qui s'inscrit clairement et depuis longtemps dans la recherche-action dans les sciences sociales. « Inventée » dans les années 70, elle est proche de l'intervention sociologique tourainienne déjà évoquée et signe, avec d'autres, la volonté de chercheur.e.s en sciences sociales de faire la science autrement en donnant place aux acteurs qu'elle avait souvent l'habitude d'observer dans une posture d'extériorité. Dans le cadre de l'intervention sociologique les acteurs, membres d'un mouvement social, d'un collectif citoyen..., sont, accompagnés de chercheurs, les co-élucidateurs de leur quotidien. Ils construisent ensemble un savoir à son propos. Dans **le cas de l'intervention sociologique tourainienne, il s'agit d'un quotidien de luttes et de contestations, pour l'analyse en groupe il peut s'agir d'un groupe qui n'est pas organisé à partir d'une revendication mais bien d'un commun qui les unit : travailler dans un même lieu, habiter le même quartier, porter les mêmes envies, avoir des compétences**

¹⁵ Au travers d'une recherche sur le travail de rue (1996), sur les dispositifs de l'aide à la jeunesse (1997,2000) ou encore lors d'enseignements.

communes (être amateur par exemple) ou complémentaires. C'est le cas des LL qui réunit des citoyens, animés par des attentes, des demandes qui peuvent être de nature différente mais qui convergent à un moment donné.

Cette élucidation se fait au travers de l'analyse par les membres du groupe du récit d'une expérience menée au sein du collectif et qui apparaît comme représentative de ce que les LL vivent. Le rôle du chercheur est à la fois celui d'un secrétaire (prendre note de ce qui est dit), d'un animateur (veiller à ce que la mise en œuvre de la méthode, aux consignes volontairement scolaires, soit respectée) et d'un accompagnateur (établir des liens entre les paroles des uns et des autres, suggérer des assemblages ou des oppositions d'idées, proposer, avec les autres membres du groupe, des clés d'interprétation). Ce type de recherche-action repose non sur une homogénéité des savoirs et des compétences des membres du groupe, y compris celles du chercheur, mais bien sur une égale reconnaissance de leur légitimité a priori. Elle vise à monter en généralité à partir des expériences vécues, à co-produire des connaissances sur les modalités des expériences, les conditions et les enjeux plus généraux qu'elles recèlent, les limites qu'elles ont suscitées et les manières éventuelles d'en sortir.

Outre les avantages de la méthode décrits ci-dessus elle a aussi permis la comparaison entre les 3 LL, sans qu'il eût été besoin de l'explicitier et d'en faire l'objet central de ces rencontres. Autre intérêt, cette comparaison s'est faite par l'ensemble du groupe et en situation.

Plus concrètement l'analyse en groupe s'est déroulée en 2 moments.

-1^{er} moment : la rencontre début 2019 des membres des 3 LL. Ce moment fut le temps de la prise de connaissance des 3 LL, de la présentation des premiers enseignements de la RAP et de la présentation de l'analyse en groupe.

- 2^{ème} moment : l'analyse en groupe proprement dite. Celle-ci s'est déroulée pendant deux demi-journées. Elle fut basée sur une analyse collective de deux récits basés sur l'expérience CitizenDev choisis par les participant.e.s parmi d'autres récits également proposés par ces dernie.è.r.e.s. Les deux récits furent celui de Jean « aménagement du local » et celui de Kinch « On est payé combien ? ». Y furent abordés la question des motivations à l'engagement et des outils pour le soutenir, l'importance d'un lieu à partir duquel peuvent se déployer les initiatives, les enjeux de la pérennisation parmi lesquels la rétribution des « engagés » constitue une modalité centrale.

C'est à partir d'elle que les thématiques du moment de l'interpellation (temps 3) furent choisies. Les enseignements scientifiques de l'analyse en groupe ont été intégrés dans le présent rapport.

3. Le temps 3/l'interpellation : la journée d'études du 27 novembre 2019

Dans l'intervention sociologique proposée par Alain Touraine le groupe s'ouvre à intervalles réguliers à des acteurs extérieurs qui lui paraissent jouer un rôle dans la problématique qu'il traite et à laquelle il est soumis (s'il s'agit par un exemple d'un groupe de militants syndicaux les acteurs extérieurs qui « comptent » peuvent être des représentants patronaux, de

l'entreprise, le ministère de l'emploi...). Les séances où ces acteurs sont présents sont des séances dites « ouvertes ». L'analyse en groupe ne les inclut pas dans sa démarche. Nous avons pour notre part décidé de les ajouter au dispositif de l'analyse en groupe car il nous paraissait important de prévoir un dispositif d'interpellation d'acteurs jusqu'alors absents de la démarche. En incluant cette interpellation à la suite de l'analyse en groupe, les participants se sentaient suffisamment forts et préparés, grâce au travail réflexif mené en commun¹⁶.

Son objectif reste le même que l'intervention sociologique tourainienne : il s'agissait d'interpeller des acteurs concernés et choisis par le groupe sur des problématiques qu'il juge centrales. Plus précisément il s'agissait d'ouvrir un débat sur la problématique avec des acteurs qui ont les leviers sur cette situation (et les leviers du changement), d'éclairer, grâce aux résultats de l'analyse en groupe, l'expérience des usagers pour les acteurs institutionnels, de croiser des expériences similaires, quand ces acteurs travaillent dans un autre secteur, réfléchir avec eux à propos des pistes d'innovation que CitizenDev propose. A côté de cet objectif, il fallait aussi d'étudier avec ces acteurs les conditions de transférabilité de l'expérience CitizenDev et de diffuser les résultats de la recherche-action participative.

Plus concrètement cette journée s'est articulée autour de deux problématiques : 1] Quelles sont les formes de valorisation et rétribution des initiatives citoyennes ? 2] Quelle pérennisation pour les initiatives citoyennes ? La première a été traitée l'avant-midi, l'autre l'après-midi. Chaque demi-journée thématique s'est déroulée en quatre temps :

- 1) Introduction à la thématique sur base de l'expérience CitizenDev par un trio représentatif des acteurs du projet (un citoyen, un travailleur associatif et une chercheuse) ;
- 2) Table ronde avec des acteurs extérieurs à CitizenDev, qui comptent et peuvent aider à avancer.
- 3) Echange avec la salle composée de citoyens participant au projet CitizenDev, des associations et centres de recherche partenaires et de quelques invités extérieurs concernés par la question.
- 4) Retour et synthèse par un expert externe : Philippe Defeyt (Institut pour un Développement Durable – IDD) le matin et Thomas Lemaigre (journaliste et chercheur indépendant, co-directeur de La Revue nouvelle) l'après-midi.

Les acteur/rice.s participant à la table-ronde de la matinée étaient :

- Khadija Senhadji (Actiris)
- André Denayer (ATD Quart Monde)
- Mathilde Henkinbrant (SPF Sécurité Sociale ; Conseil Supérieur des Volontaires – CSV)
- Paul Timmermans (Mission Régionale pour l'Emploi de Charleroi – Miresem)
- Elise François (Déclic en perspectivES)
- Fabrice Lesceu (Bruxelles Environnement – BE)
- Nicolas De Beer (urban.brussels / Direction de la Rénovation urbaine – DRU)

Les acteur/rice.s participant à la table-ronde de l'après-midi étaient :

¹⁶ N. Fraser, 2005, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.

- Ariane Estenne (Mouvement Ouvrier Chrétien – MOC)
- Joëlle Van Bambeke (Bruxelles Environnement – BE)
- Pierre Sabot (Commune d'Ixelles, coordinateur du CQD Athénée)
- Françoise Pissart (Fondation Roi Baudouin – FRB)
- Arnaud Bilande (Periferia asbl)
- Nicolas De Beer (urban.brussels / Direction de la Rénovation Urbaine – DRU)

Le compte-rendu de la journée d'étude est repris sur le site du projet. Ses principaux enseignements ont été intégrés au présent rapport.

4. Le temps 4/les visites de terrain : le temps de la diffusion de l'expérience CitizenDev

Ces visites de terrain dans les 3 LL n'étaient pas prévues dans le projet initial. Elles nous ont paru indispensables d'abord parce qu'elles constituaient une forme de reconnaissance des activités menées dans chacun des LL, parce qu'elles étaient un moment de diffusion des enseignements de la RAP et enfin parce qu'elles pouvaient inspirer les « visiteurs » pour leurs propres pratiques.

Près de 70 personnes se sont inscrites aux visites qui se sont déroulées, sous la pluie, le 27 février 2020. Hormis les membres de l'équipe CitizenDev (connecteurs, intervenants sociaux et chercheuses) elles émanaient du secteur associatif bruxellois (plus de vingt-cinq personnes), des administrations régionale et communale (Urban, Perspective, administrations communales dont des cellules contrat de quartier, CPAS, près de vingt-cinq personnes), deux représentants du cabinet de la recherche et deux chercheur.e.s. Cette diversité peut déjà être considérée comme un succès car elle marque l'intérêt de la démarche « par le bas » empruntée par CitizenDev et, en creux, **l'attente des professionnels de l'urbain à l'égard de manières renouvelées de penser le développement urbain et la participation citoyenne.**

La journée s'est construite en trois temps : une première visite au local du LL Brabant, une 2^{ème} au CLT avec un temps de buffet organisé par un des collectifs du LL CLT, la Green Cantine, le dernier à Matonge. A chaque étape et après la présentation des initiatives de chaque LL un débat concernant les enjeux pointés par les acteurs de CitizenDev était organisé : autour des questions de la pérennisation et, lors de la dernière étape à Kuumba à Matonge, de la démarche méthodologique choisie par le projet. Les contenus de ces échanges sont intégrés aux enseignements de la recherche-action participative ci-dessous.

II. Les enseignements principaux de la recherche-action participative (RAP)

Cette seconde partie du rapport scientifique final reprend de manière synthétique les enseignements issus de la recherche-action participative répondant aux questions de recherche. Ils s'inscrivent dans les axes dégagés lors des deux rapports scientifiques précédents, de 2018 et 2019. Ils les actualisent et les approfondissent. Avant d'en aborder le contenu il paraît opportun de dire comment ils ont été construits. Ils sont issus :

- des observations participantes des chercheuses présentes dans les trois living labs, elles-mêmes construites à partir d'échanges réguliers avec les citoyens qui y sont impliqués au premier chef, les connecteurs ou le premier cercle, et avec les travailleurs de terrain ;
- des réunions de coordination CitizenDev réunissant les travailleurs et les chercheuses ou soutenues par le centre d'appui des projets Co-create ;
- Le metalab/analyse en groupe avec 9 connecteurs des 3 living labs, les travailleurs des 3 associations partie prenante et les chercheuses. Il s'est réuni à trois reprises.
- La journée d'interpellation du 27 novembre 2019.
- La journée de visite de terrain du 27 février 2020.

Cette seconde partie du rapport scientifique se structure comme suit :

II.A. Le premier point s'attache à analyser le processus de construction des collectifs à l'oeuvre dans chacun des living labs. On tente d'y saisir les profils sociologiques des citoyens concernés, les outils et méthodes qui aident à leur construction, la nature des activités qui à la fois les soutiennent et en sont à l'origine ainsi que les appuis et les contraintes auxquels ces collectifs ont été confrontés. Il s'agit donc de s'interroger sur les conditions de construction de collectifs à la base des initiatives citoyennes ayant émergé dans les LLB.

II. B. Ce point s'attarde essentiellement sur les pistes favorisant la transférabilité du projet CitizenDev et plus largement les modalités de la pérennisation des initiatives citoyennes issues des milieux populaires.

II.C. Le troisième point revient sur les contraintes macrosociologiques telles qu'évoquées dans le projet initial, qui pèsent sur les communautés locales participant à CitizenDev et auxquelles ce dernier entend répondre. Ces contraintes ont été opérationnalisées sur le terrain. Comment à la mesure de l'échelle de chacun des living labs s'est posée : a) la question du démantèlement du salariat (contrainte 1) et comment les LL ont tenté d'y répondre au niveau local, b) celle de la question urbaine (contrainte 2) et comment elle fut traitée au niveau local, 3) celle des dénis de reconnaissance culturelle (contrainte 3) et leurs modes de résolution, 4) celle du rapport au politique (contrainte 4) et de son traitement local.

II.D. Enfin, à partir des LL, le troisième point interroge le projet CitizenDev à l'aune des référentiels qui soutiennent l'action Co-create. Quel a été son degré d'innovation sociale ? En quoi a-t-il participé à la résilience ? Qu'est-ce que ce projet a dit de la recherche-action participative, des ouvertures démocratiques, méthodologiques et scientifiques qu'elle construit mais aussi de ses difficultés voire de ses apories ?

II.A. Le processus de construction des collectifs

« Ici c'est un travail collectif, mais est-ce qu'il y a un collectif ? Ici mon interprétation est que Jean est là tous les jours et puis, à un moment donné, y a Ernest qui vient, puis y a Ahmed... C'est pas un collectif stricto sensu, mais ça marche aussi... donc peut-être il faut être moins strict sur la notion du collectif ». (Tim, travailleur, lors de l'analyse en groupe)

On l'a écrit dans l'introduction, le projet CitizenDev part du constat sociologique posé par Rosa Bonheur que les individus en situation de précarité ont des savoirs, des savoir-faire et construisent des pratiques autonomes, souvent méconnues voire délégitimées par les acteurs hégémoniques et par là peu reconnues par les individus eux-mêmes. Le recours à ces compétences et pratiques ne va donc pas de soi. Elles constituent pourtant souvent les réponses les plus adéquates possibles à ce qu'ils vivent en fonction des contraintes auxquelles ils ont à faire face. Ce faisant, leur valorisation renforce les communautés locales.

Avant de faire le point sur la nature de ces savoir-faire mobilisés dans le cadre de CitizenDev et sur les outils utilisés pour les mettre au jour et les mutualiser, il s'agit de dresser rapidement le profil sociologique des citoyens engagés dans le projet et les contours de leur engagement.

1. Les publics

CitizenDev n'utilise pas le mot « public » au sens courant qui lui est souvent accolé ; à savoir une masse indistincte, consommatrice d'un produit ou d'une activité. Nous l'utilisons dans un sens plus entier tel que J. Dewey l'a développé¹⁷ et tel qu'il a été repris par des auteur.e.s intéressé.e.s par la démocratie participative comme c'est le cas de Joëlle Zask¹⁸. Selon eux le public est actif, il se forme en cours d'action autour d'intérêts partagés. **Il crée, en situation, une communauté mais celle-ci n'est pas un groupe fusionnel, basé sur une identité commune et préalable, ni même sur un intérêt partagé qui préexisterait à l'engagement de ses membres mais un espace d'échanges et d'interactions auquel chacun contribue à sa manière.** Un élément sur lequel insiste Joëlle Zask et qui nous semble entrer en congruence avec CitizenDev c'est la capacité des individus à s'associer et à faire communauté dans l'action mais aussi à se dissocier dès lors que l'action est réalisée, ne convient plus ou que d'autres actions requièrent toute leur attention. **Cette conception ouverte, labile et flexible qui s'oppose à l'idée d'une communauté préalable à l'action et immuable et d'une action considérée comme un échec si elle ne se réalise pas dans les conditions prévues à son début à la fois reflète ce qu'il se passe dans les 3 living labs et entre en écho avec les recherches menées sur les nouvelles formes d'engagement¹⁹.**

¹⁷ J. Dewey, 2003, Le public et ses problèmes, trad. et introd. J. Zask, Pau : Farrago / Léo Scheer.

¹⁸ Pour n'en citer que deux, J. Zask, 2008, « Le public chez Dewey : une union sociale plurielle », Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne], 15 | 2008 ; L. Damay, 2011, « Construire les problèmes, construire le public : le cas du budget participatif de la ville de Mons » in L. Damay, L., B. Denis., D. Duez, (dir.), 2011, Savoirs experts et profanes dans la construction des problèmes publics, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, pp. 137-173.

¹⁹ J. Ion, 2012, *S'engager dans un monde d'individus*, Paris, Armand Colin.

Le choix des mots pour parler des publics n'est pas aisé. La RAP a montré que, si le concept « public » au sens de Dewey correspond à la perspective sociologique des chercheuses et des partenaires associatifs, **il n'est guère approprié par les connecteurs**. Quant au mot « collectif », comme le souligne Piet, il entre certes en consonance avec la perspective tant scientifique que politique de CitizenDev, il a du sens pour les travailleurs de terrain et les chercheuses mais n'est pas toujours parlant pour certains citoyens engagés. C'est le cas dans le LL Brabant où ceux-ci préfèrent soit se nommer **« équipe » ou « teams »**, un terme qui relève davantage de l'univers professionnel ou sportif que de celui de l'engagement militant. Quant aux citoyens engagés à Matonge, ils utilisent le vocabulaire du projet initial en se nommant « connecteurs » qui facilitent la création de « collectifs ». Au CLTB, ils ne se désignent pas en faisant référence au vocabulaire CitizenDev, se désignant davantage comme « membres » du CLTB²⁰.

La multiplicité des définitions du mot collectif est encore apparue lors de l'analyse en groupe, certains y voyant une notion abstraite voire intellectualisante qui impose de la part des membres du collectif une réflexivité hors de l'action, d'autres n'en faisant pas une nécessité :

« Alex : Dans le récit de Jean, c'est hyper concret avec un local, y a une équipe, une équipe de travail qui répond à une tâche. Tandis qu'un collectif c'est plus pour développer un idéal, collectif c'est abstrait.

Julia : Moi je suis pas d'accord. Je connais un collectif à La Roue [un quartier d'Anderlecht] c'est très concret, ils n'ont pas de grandes philosophies et c'est collectif quand même. »

- *Des publics à engagement variable : dans le temps, en intensité et selon l'activité*

« Y'a peut-être pas des masses de gens qui sont prêts à se mobiliser tous les mois parce que voilà de nouveau, ça prend beaucoup de temps, mais qui, occasionnellement, sont prêts à participer à des activités, à réfléchir, à se mobiliser. Ça oui, ça les gens sont prêts à le faire » (Melchicedec, connecteur, Matonge)

La RAP s'est donc penchée sur les modalités de l'engagement dans CitizenDev. Le concernant le caractère flexible des collectifs peut être souligné. Cependant, bien que ces collectifs soient par essence labiles et changeants, l'appui sur des forces stables est resté nécessaire pour mener à bien des projets. Voyons plus précisément.

Tous les citoyens, qu'ils soient membres d'une association comme le CLTB, participants d'une communauté culturelle à Matonge ou habitants du quartier Brabant, qui ont participé au projet CitizenDev et à ses différents LL n'y sont pas également engagés de la même manière. Ils ont constitué **deux voire trois cercles** comme c'est particulièrement le cas à Matonge :

- Un premier cercle constitué de citoyens-habitants ou membres et co-chercheurs dans le cadre du projet CitizenDev. Il s'agit des connecteurs qui s'investissent pleinement au sein de

²⁰ D. Demazières, C. Dubar, 1997, *Analyser les entretiens biographiques, l'exemple des récits d'insertion*, Paris, Nathan

leur propre living lab où ils ont initié ou développé des collectifs existants. Certains participent aux tables des connecteurs /comités de suivi /réunions team et Metalabs. Ils endossent donc à la fois des tâches d'animation, coordination et de réflexion. C'est à partir de leur inspiration et de leur action que se constituent des collectifs.

- Un deuxième cercle est composé de personnes qui sont membres des collectifs constitués et/ou soutenus par les connecteurs. Dans certains cas, comme à Matonge, ces personnes se mobilisent à leur tour pour construire et animer les collectifs mais ne participent guère à la vie de la table des connecteurs.

- A Brabant et au CLTB un autre cercle - le deuxième cercle à Brabant ou le troisième cercle à Matonge - est constitué de personnes que l'on peut considérer comme les bénéficiaires des collectifs : les enfants de l'école de devoirs, les personnes qui apprennent le vélo, les consommateurs de la table d'hôtes, les commerçants de la galerie Matonge.

Cependant la RAP a montré que cette catégorisation s'avère réductrice et n'est pas intangible. Elle ne vaut pas à tous les moments ni pour toutes les initiatives et pour les 3 LL. Quelques enseignements ont pu être dégagés à ce propos :

- L'intensité de l'engagement d'un premier cercle peut varier en fonction des activités menées et des collectifs qui les supportent. Ainsi dans les 3 LL les lanceurs d'activités et de collectifs ont tendance à les porter davantage que les autres et à s'y engager plus. Pour faire durablement collectif il faut que le lanceur d'activités trouve appui et coopération parmi les autres connecteurs. Si ce n'est pas le cas le risque de l'épuisement est réel. L'atelier cuisine pris en charge par Catherine, membre du CLTB, qui avait vu le jour suite à l'inventaire des atouts s'est vite essoufflé faute de participant.e.s : « *On a concrétisé l'atelier cuisine, local à la rue Gray, on a pu faire l'atelier, tout chaud tout flamme au début. Couscous marocain délicieux. Mais, plus tard, je me suis retrouvée seule ! Puis il y a quand même l'espoir que ça reprenne* » (Catherine). Cependant l'épuisement a été de courte durée, transformé en green cantine, l'atelier a repris vigueur grâce à l'alliance de Catherine avec un travailleur social, l'investissement d'autres citoyennes, et à la volonté conjointe de professionnaliser la démarche.

- L'intensité de l'engagement du premier cercle peut varier aussi en fonction de la dynamique collective qui s'y installe. Certains collectifs ne « prennent pas » non pas par manque d'intérêt d'un public ou du premier cercle mais parce que celui qui le porte ne joue pas le jeu du collectif et du modèle délibératif qui le soutient lequel suppose l'établissement de règles du jeu qu'il faut respecter. C'est le cas par exemple d'une initiative citoyenne qui même s'il repose sur un objectif de reconnaissance culturelle au coeur du LL Matonge se heurte dans sa réalisation à la difficulté de son porteur de participer à la dynamique collective de la table des connecteurs, et, au-delà, à sa peine à rassembler des citoyens qui co-construiraient le projet.

- Le passage entre les différents cercles n'est pas massif. Ainsi les travailleurs de terrain de Brabant notent : « *les gens entrent dans le local quand la porte reste ouverte. En revanche, il n'y a pas de véritable implication de la part des habitants qui viennent plutôt pour « consommer » que pour « concevoir » un projet* ». Le nombre de personnes directement impliquées dans les collectifs et la gestion des projets est parfois réduit. L'on pourrait regretter que toutes les personnes ne s'engagent pas de manière active dans le projet et

restent des « consommatrices d'activités » ce qui reproduirait le modèle classique du travail social de guichet : d'un côté des prestataires de service, de l'autre des bénéficiaires. Néanmoins deux autres enseignements ont tempéré ce constat. **Premièrement la frontière entre les cercles peut malgré tout s'avérer poreuse même s'ils sont peu à la franchir. Certains membres du deuxième ou troisième cercle peuvent en cours d'action intégrer le premier cercle après avoir fréquenté les activités collectives que celui-ci propose.** C'est le cas par exemple du cours de Dariga (dialecte marocain) proposé par Hanane à Brabant. C'est par rapprochements successifs et mises en confiance que la proposition a émergé de sa part et que son projet a été soutenu par l'équipe. Ce soutien s'est traduit par une distribution de flyers dans tout le quartier Brabant pour avertir les habitants de la prochaine existence de l'activité. Ce qui apparaît comme important dans le processus d'accroche d'un nouveau membre au sein du collectif c'est l'accueil qui lui est réservé par le premier cercle.

Lors de l'analyse en groupe, la dimension relationnelle a été à nouveau soulignée comme un facteur non négligeable pour saisir les dynamiques d'engagement dans un collectif. Jean le rappelle :

« Au début je m'investissais juste au niveau des réparations du local et après j'ai changé quand j'ai fini les travaux et que j'ai vu l'engouement des gens, je me suis pris au jeu et je suis resté. C'est le contact humain qui m'a donné envie de m'investir encore... » (Jean, connecteur à Brabant)

La connaissance d'au moins un de ses membres est un atout important. Celui-ci ou celle-ci constitue un point de repère pour le nouveau venu. Mathilde à Myriem : *“Je kent... X aantal mensen ... maar er zijn ook mensen die hier komen als je hier bent. (...) Ik bedoel Nia komt als je hier bent. Hanane ook. (...) Il y a des gens qui viennent pour plusieurs personnes ici ou quand il y a du monde. Mais ce que j'allais dire c'est qu'il y en a quelques-unes, surtout des femmes, qui viennent spécialement pour toi, en fait »*. Dans d'autres cas on peut parler de décrochage : un engagement fort peut ne pas tenir dans le temps. Ce constat s'est posé dans les 3 LL. Cette variabilité est liée, entre autres, aux disponibilités biographiques : certains déménagent, tombent malades, trouvent un travail et ont dès lors moins de temps pour s'engager bénévolement, d'autres encore se découragent de manque de prise des collectifs qu'ils portent.

Si le degré d'ouverture au nouveau venu est essentiel pour la survie du groupe : *« C'est le passage le plus crucial dans un projet, soit il reste ouvert, soit il craque. C'est un point à développer parce que c'est ça qui détermine l'avenir du projet. » (Mustapha)*, il ne s'impose pas naturellement. Le « premier cercle » par la force l'habitude, au nom de l'antériorité de sa présence peine parfois à s'ouvrir.

-Un autre enseignement tempère le jugement à propos de présence d'un public purement consommateur. Le caractère « passif » de leur présence voire leur absence dans certains cas ne signifie a priori ni l'absence de pertinence du projet, ni sa confiscation par quelques uns qui en deviendraient les propriétaires exclusifs, ni l'absence d'intérêt des citoyens pour des initiatives collectives menées par leurs pairs : leur absence relative ou leur présence consommatrice peut être liée aux priorités qu'ils se donnent dans un contexte de contraintes particulièrement fortes pour les groupes sociaux précaires et parmi lesquelles

l'engagement altruiste et désintéressé ne s'impose pas « naturellement » (en gros ils ont d'autres choses plus impérieuses à faire). Comme le disait Mathilde de Brabant, certains sont pris dans une logique de survie. Pour eux, le discours des compétences peut s'avérer difficilement audible. Le peu d'engagement dans le projet peut être lié aussi à d'autres lieux de mobilisation, comme des comités de quartier, qui leur paraissent plus cruciaux.

In fine le projet CitizenDev a dû prendre les gens là où ils étaient et pas là d'où ses initiateurs eussent aimé qu'ils soient. La RAP a aussi montré l'importance de reconnaître aux citoyens leur capacité à s'associer mais aussi à se dissocier.

A contrario dans le cas de Matonge, le nombre grandissant de collectifs liés à CitizenDev (une dizaine à ce jour) a montré une implication plus active de personnes qui se constituent en collectif et un effet démultiplicateur. La nature de cette dynamique était-elle liée à la méthode ABCD qui y est appliquée plus littéralement ? Au profil des connecteurs ? A l'existence d'un budget participatif qui participerait activement à l'intéressement ? Au réseau préexistant du travailleur engagé par le Bral dans la communauté ? Sans pouvoir mesurer les effets isolés de ces facteurs et garantir qu'il n'y en ait pas d'autres, nous pensons que ce résultat singulier est le produit : 1/ de profils de connecteurs différents que dans d'autres LL. Les connecteurs de Matonge sont souvent des personnes avec un niveau socio-culturels plus élevés, même si précaires en termes socio-économiques. Il existe aussi une pratique communautaire pré-existante, bien ancrée dans le quartier et le travailleur engagé par le Bral avait des contacts avec des personnes actives dans la communauté. 2/ le projet CitizenDev a été associé au budget participatif lié au Contrat de Quartier Athénée, ce qui a constitué, en partie, un incitant pour les collectifs. 3/ c'est plus difficile à le mesurer, mais la méthode ABCD y a été appliquée plus littéralement et les connecteurs se sont dans doute plus rapidement investis dans la connexion.

On le voit cette catégorisation en cercles, comme toute catégorisation, est une vision simpliste de la réalité, il existe des nuances propres à chaque living lab. Cependant, si on l'a retenue c'est parce qu'elle a permis de mettre en évidence l'importance et la complémentarité de ces cercles. La reconnaissance de l'existence et de la légitimité d'un engagement à géométrie variable fut un enjeu essentiel du projet CitizenDev et sans doute d'autres projets requérant l'engagement citoyen. Elle a en tout cas permis aux participants de prendre part aux collectifs selon leur disponibilité du moment. Ainsi Amalia, en recherche de travail, s'est pleinement investie pour la rénovation du local mais quand elle a trouvé un boulot, elle n'a plus eu le temps de venir.

Lors de l'analyse en groupe, Sofia l'a confirmé :

« Il y a des gens avec des engagements variables. En effet, y a des gens qui peuvent s'engager puis ils trouvent un travail ou ils partent, surtout à Ixelles où y a beaucoup de rotations. »

Une autre connectrice a elle aussi insisté sur ce point :

« Y'a peut-être pas des masses de gens qui sont prêts à se mobiliser tous les mois parce que voilà de nouveau, ça prend beaucoup de temps, mais qui, occasionnellement, sont prêts à

participer à des activités, à réfléchir, à se mobiliser. Ça oui, ça les gens sont prêts à le faire » (Lorna, Rue du Conseil, entretien réalisé par Eléonore Offermans, Céline Mathysen, Leelo Saweryniuk)

Cependant, si ces va-et-vient ont apporté des soutiens ponctuels et de nouvelles idées, la RAP a souligné qu'ils ont rendu les collectifs plus instables, ce qui souligne encore l'importance d'une présence durable de connecteurs du 1^{er} cercle et l'urgence à réfléchir aux modalités de leur attachement à l'expérience.

• *La carrière dans l'engagement des membres des collectifs du premier cercle... et des autres : « Engagez-vous, reengagez-vous, qu'ils disaient »*

De nombreuses analyses faites en sociologie des mouvements sociaux montrent que l'engagement dans une action collective est plus fréquent chez des personnes qui ont une expérience d'engagement préexistant²¹. Il s'agirait en quelque sorte d'un cercle vertueux, selon lequel plus on est engagé plus on s'engage. Ces mêmes analyses évoquent aussi le lien entre engagement et capital culturel relativement élevé²². Que nous a enseigné CitizenDev à ce sujet ?

-Certains membres du premier cercle ont effectivement un passé d'engagé, certains dans des associations de quartier, dans des écoles de devoir, d'autres dans des causes de défense de minorités. Par ailleurs ce sont plutôt des membres qui ont l'habitude de participer à des réunions et de manipuler les outils pour penser qui sont présents aux tables des connecteurs. Ceux qui ne disposent pas de ce capital culturel et de la « bonne grammaire de la vie publique » sont davantage présents dans les activités proposées par les connecteurs et les collectifs qu'ils impulsent. Ce qui n'empêche pas la présence aux comités de pilotage du CLTB de personnes disposant de peu de capital culturel et qui vivent dans des situations de vie précaires.

-Ce n'est pas le cas de tous. Certains s'engagent dans CitizenDev lors d'une conversion biographique à l'occasion de laquelle du temps peut se libérer : la retraite, un arrêt professionnel dû à un accident de santé ou à la perte d'un emploi. Si ces moments, parfois voire souvent douloureux, peuvent conduire à un retrait de la vie collective parce qu'ils produisent des pertes de liens sociaux avec l'univers professionnel et peuvent désorienter les individus²³, ils peuvent à l'inverse libérer du temps qui peut être mis à profit dans le cadre de projets collectifs. D'autres au contraire voudraient trouver du temps à l'engagement mais n'en disposent pas.

« Non. Non parce que voilà, j'ai juste pas le temps. Et si j'avais plus de temps, j'aimerais aussi m'engager dans d'autres choses, mais voilà, j'ai juste pas... Je sais que

²¹ M. Hooghe, 2003, *Sociaal kapitaal in Vlaanderen*, Amsterdam, Amsterdam University Press ; E. Neveu, 2011, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

²² C. Schaut, 2007, « Le conseil consultatif des locataires en Région de Bruxelles-Capitale : un dispositif à prétention participative », Bruxelles, Les Cahiers des Sciences administratives, n°13.

²³ Ainsi Serge Paugam dans son ouvrage paru en 1991, *La disqualification sociale : essai sur la [nouvelle pauvreté](#)*, Paris, [PUF](#), coll. « Sociologies », montre que le chômage pousse à la désaffiliation sociale.

déjà ça, 'fin le projet, plus mon couple, mon métier, tout ça fait que nan, j'ai pas le temps. » (Maria, Matonge/rue du Conseil, entretien réalisé par Eléonore Offermans, Céline Mathysen, Leelo Saweryniuk)

Cette possible tension entre temps disponible et engagement a été soulignée en réunion interne par l'une des connectrices de Matonge/Athénée : travaillant, le temps lui manque pour s'engager ; elle invoque une meilleure répartition du temps de travail pour pouvoir se rendre disponible et rendre plus conciliable les temps qui ponctuent la vie d'un individu.

- Un autre profil d'engagé.e s'est dégagé au sein du LL Matonge/Athénée, il concerne des habitants de la rue du Conseil (4) qui se sont investis dans la revalorisation de leur rue. Ils ont un capital culturel élevé, ils sont universitaires et ont en commun d'être très mobiles à la fois dans leur travail et dans leurs loisirs. Ils « connaissent le monde et du monde », pourrait-on dire. Leur engagement dans leur rue pour la verduriser vient de leur volonté de prendre pied dans leur espace de vie, d'agir sur celui-ci et de connaître leurs voisins. Ce type d'engagement paraît lié à ce que l'on constate dans le mouvement de la transition : « La relation au territoire, perçu principalement comme un territoire de liens sociaux, est importante. L'ancrage local est fortement défendu et souvent plus étroit que l'échelle de la ville. C'est le village, voire le quartier qui est déterminant pour lancer un projet. « Nous n'aurions pas été en mesure de lancer notre initiative partout, nous savions que les gens de notre quartier étaient sensibles aux problèmes que nous voulions aborder » (VS). La dimension locale est donc un facteur clé, les nouveaux arrivants souhaitent s'impliquer là où ils vivent. »²⁴

« Et puis moi ça a été une manière de m'investir dans mon nouveau lieu de vie, je viens de Strasbourg, j'ai beaucoup bougé pour les études tant en Europe qu'en dehors, j'ai vu des chouettes choses à droite à gauche et on en vient, quand on vit dans un lieu on vient aussi à se rendre compte qu'il est important de l'investir politiquement parce que ça nous permet de nous implanter, de le vivre réellement quoi, pas juste être de passage et de profiter des choses qui nous sont fournies comme elles nous sont fournies et sans jamais les questionner et sans jamais chercher à vivre un mieux quoi, et à être connecté avec les gens qui vivent ce lieu aussi » (David, Matonge/rue du Conseil, entretien réalisé par Eléonore Offermans, Céline Mathysen, Leelo Saweryniuk)

D'autres enseignements ont été dégagés :

²⁴ L. Damay, A. Guisset, C. Schaut, 2019, « Initiatives citoyennes de transition et rapports au territoire : analyse de l'engagement dans une commune en Belgique », Compte-rendu de la rencontre internationale francophone TES, 6, 7, 8 et 9 juin 2018, IMT Atlantique et Polytech Nantes, pp. 106-112. Disponible en ligne : <https://web.imt-atlantique.fr/x-dg/transitionenergetique/uploads/ressources/Programme%20TES/Recontre%20internationale%20juin%202018/Recueil%20contributions%20-%20juin%202018.pdf>

- Il y a des absents dans le premier cercle : en particulier les jeunes issus des classes populaires. Cette observation rejoint d'autres recherches qui pointent cette absence dans d'autres lieux participatifs. Néanmoins on les retrouve dans certaines activités comme l'école de devoirs (Brabant) ou l'occupation temporaire du terrain de l'Abbé Cuyllits (CLTB) ou au collectif « Ici Matonge XL » mais ils n'y sont pas au titre de connecteurs.

- La coexistence de publics socialement et culturellement différenciés ne se fait pas toujours facilement. Dans le local Brabant, ces activités collectives attirent certains publics qui ne se côtoient pas ; tout au mieux se croisent-ils. Certains ne se sentent pas accueillis de la même manière par tous les membres de l'équipe. Des quiproquos et des surinterprétations peuvent surgir. Le risque étant de voir des publics s'auto-exclure ou se sentir exclus. Se surimposant à des enjeux de pouvoir, ces lignes de tension peuvent surgir également au sein de l'équipe. Au LL Matonge, peu de liens existent entre des connecteurs porteurs de projets issus de la communauté subsaharienne autour d'activités culturelles et ceux qui portent des projets liés à l'amélioration du cadre de vie d'autres micro-quartiers du périmètre du Contrat de Quartier Durable Athénée. Ils sont confrontés à des réalités différentes ; les uns étant impliqués dans le projet porté par des enjeux de reconnaissance d'un groupe minoritaire dans des situations de précarité professionnelle ; les autres, porteurs de capital social plus élevé et n'appartenant pas à un groupe minoritaire. Même si des liens se sont tissés en cours de route, CitizenDev ayant réussi à créer des ponts entre eux par exemple au sein de la Table ou de l'Assemblée Citoyenne, le sentiment d'avoir affaire à deux projets plutôt qu'un a perduré. Ceci n'est pas un constat d'échec mais renvoie à une sorte de « loi » du social selon laquelle des liens peuvent être créés si cela a du sens pour les individus. Il faut qu'il y ait « un intérêt partagé »²⁵.

• La représentativité

La question de la participation génère presque toujours celle de la représentativité : les « engagés » sont-ils représentatifs des groupes et/ou des territoires dont ils sont issus ? Cet argument peut d'ailleurs représenter des tentatives de discrédit de la participation dans des dispositifs participatifs²⁶. Sans vouloir exposer les termes d'un débat largement présent dans la littérature scientifique relative à la participation, il nous paraît pertinent, pour nous aider à penser cette question pour CitizenDev, d'évoquer les travaux de M. Berger²⁷. Selon lui coexistent dans l'espace public différentes conceptions de la représentativité :

- des citoyens peuvent être considérés comme représentatifs parce qu'ils correspondent statistiquement aux catégories sociologiques présentes dans la population de référence (qu'il s'agisse d'un quartier, d'une communauté ou d'une liste de membres). Il s'agit de la figure du « citoyen échantillon ». Elle correspond à la conception classique de la représentativité en statistique. Elle est souvent reprise par les pouvoirs publics quand ils

²⁵ Y. Authier, 2008, « Les pratiques sociales de coprésence : mixité et proximité », in MC. Jaillet, E. Perrin, F. Menard (coord.), 2008, *Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité*, PUCA, coll. « Recherches » . pp. 103-121.

²⁶ L. Damay, « L'impasse de la « représentativité? », A. Bingen, J-B. Pilet, *L'art de la participation*, Charleroi, Editions Université Ouverte, 2015, pp. 127-137.

²⁷ M. Berger, 2008, *Bruxelles à l'épreuve de la participation. Les contrats de quartier en exercices*, RBC Bruxelles.

initient des lieux participatifs et qu'ils tiennent, parfois de manière obsessionnelle, à ce que le public présent soit statistiquement représentatif du quartier.

- Des citoyens peuvent également être considérés comme représentatifs parce qu'ils ont la faculté et la légitimité acquise par un vote de parler au nom du quartier. Il s'agit de la figure du « citoyen-délégué » dont la légitimité est acquise par le fait qu'il a été choisi parmi d'autres par la majorité de ses pairs. C'est cette notion qui est mobilisée dans nombre de lieux participatifs institutionnalisés comme dans les contrats de quartier de la première génération l'assemblée générale composée d'habitants du quartier y élisant ses représentants.

- Enfin ils peuvent être jugés comme des représentants parce qu'ils « font l'effort de parler au nom du quartier ». Par effort il faut entendre le fait que le citoyen concerné essaie d'en savoir plus et d'enquêter sur son quartier et/ou sur la communauté. Dans cette acception du terme être représentant n'est pas une essence mais une pratique et un travail à faire. Le citoyen se fait « enquêteur ».

Cette dernière dimension est celle qui entre le plus en résonance avec le projet CitizenDev et avec les travaux de Dewey évoqués ci-dessus. Si les connecteurs, le premier cercle ne sont pas des représentants sociologiques ou politiques ils doivent avoir le souci d'enquêter. Cette dernière définition est en lien direct avec celle des connecteurs : il s'agit de partir à l'enquête des savoir-faire et des attentes d'une communauté. On le verra plus tard mais ce fut sans doute la plus grande difficulté dans la mise en œuvre de l'ABCD : faire de l'engagé un enquêteur.

- *Pourquoi s'engager ? Un continuum entre motivations individuelles et altruistes*

“Moi j'avais trouvé que c'était bien, que c'était une bonne idée. Surtout pour moi, comme voilà je ne travaille pas, je n'ai rien. Donc au lieu de rester seule comme ça à la maison, c'est une bonne occasion pour moi au moins j'ai une activité » (Mathilde, LL Brabant, entretien de Montaine Kayaert, Romane Marchal, Lucie Roba)

« Ces jeux (africains traditionnels) ont une portée symbolique, politique et économique pour l'Afrique, c'est un truc très important qui permet de créer le vivre-ensemble. Le plus vieux jeu a été créé il y a 1500 ans avant J.-C., et ce jeu parle de démocratie, de liberté de circulation, de solidarité, et de partage. Au bout de deux-trois parties, on discute avec l'autre » (Sylvère, connecteur à Matonge)

La RAP propose une catégorisation des motivations présentes. Les motivations dites altruistes, qui peuvent être sociales voire politiques²⁸ : faire quelque chose pour le quartier, pour la communauté culturelle qui fait sens, faire du lien, créer un réseau pour être plus fort, participer à la reconnaissance de cultures minorisées... côtoient des motivations personnelles parfois cachées ou en tout cas peu évoquées en réunion devant d'autres, sans doute parce qu'elles paraissent y compris aux yeux de ceux qui les portent sinon comme égoïstes et illégitimes du moins comme légères et peu sérieuses : rester en forme, faire aboutir un projet personnel en trouvant au sein de CitizenDev un soutien à la fois financier

²⁸ A.-M. Dieu, « Le processus de l'engagement volontaire et citoyen : des valeurs, des individus et des associations », *Analyses du CESEP*, 2011, p.1-28

et d'expertise, s'inscrire dans un réseau professionnel, éviter la solitude, gagner un petit soutien financier par la vente de quelque chose à gauche et à droite, se réinsérer sur le marché de l'emploi en espérant que l'expérience bénévole se transforme en expérience professionnelle de longue durée. Aux yeux de certains partenaires de CitizenDev les deux types de motivations liées d'une part à ce qu'on appelle l'intérêt général connoté positivement et de l'autre l'intérêt personnel souvent associé à une attitude égoïste et peu civique, sont parues incompatibles. Dans leur chef cette résistance à la prise en considération de ce type de motivation s'est traduite par le refus de toute valorisation monétaire d'une activité citoyenne au nom de ce qu'une demande de rétribution serait le signe d'un engagement feint derrière lequel se dissimuleraient des intentions peu nobles parce que monétarisées. Par contre les membres de CitizenDev les ont considérées comme compatibles et comme pouvant coexister chez une même personne : ainsi si des intérêts personnels sont pour certains des moteurs à l'engagement, et si dans ce cas ils préexistent à des motivations altruistes, la constitution du collectif pour ceux qui poursuivent l'action donnent un surplus de sens aux motivations personnelles. On peut même avancer l'idée que c'est le collectif qui permet ou pas la concrétisation de leurs motivations personnelles. Dans le cadre du LL de Matonge, ce lien entre collectif et individuel s'est d'ailleurs formalisé : les activités soutenues par le budget participatif du Contrat de Quartier Durable Athénée doivent être portées en groupe. Ainsi souvent le collectif s'est constitué en cours d'action à partir d'intérêts individuels.

Lors de la première analyse en groupe, le continuum entre le pôle individuel et le pôle collectif a été discuté en séance. Les membres du groupe ont noté la porosité qui pouvait exister entre eux et le caractère évolutif des motivations. Ainsi en est-il de celles de Jean, membre actif du LL Brabant. Si, au départ, il est sans doute là parce qu'il vient de perdre sa compagne, qu'il souhaite lutter contre sa propre solitude, très vite, parce que ses compétences de bricoleur tombent à point lorsqu'il s'agira de rénover le local, il trouve un sens collectif à son engagement : mettre ses compétences techniques au service de la communauté. En retour ce n'est pas pour autant que son engagement n'a pas continué à le reconforter dans sa sphère privée.

Par ailleurs entre les rapports scientifiques intermédiaires de 2018 et de 2019 et ce dernier rapport du temps a passé. La question de la rétribution, accolée à la catégorie de la motivation individuelle (et intéressée) est devenue un enjeu plus légitime grâce à l'analyse en groupe, elle a ensuite fait l'objet d'une après-midi de discussion lors de la journée d'interpellation du 27 novembre 2019 et d'un rapport spécifique rédigé par Thomas Lemaigre et Marc Trullemans²⁹. Elle est même devenue un enjeu majeur lors de la dernière année du projet. On y reviendra.

La pluralité des motivations a cependant pu conduire à la confusion et la désillusion : c'est le cas nous semble-t-il dans le LL CLTB. On l'a déjà écrit, l'objectif spécifique du CLTB en participant à CitizenDev c'est de faire communauté entre les candidats-propriétaires issus de milieux populaires et en attente d'un logement, entre eux, avec les membres-sympathisants et les associations partenaires. Ce qui les pousse à faire partie du CLTB c'est pour beaucoup le désir légitime d'accéder à la propriété. Pour des personnes qui vivent souvent le mal-logement, cette motivation peut primer sur celle de faire communauté. Pour certaines

²⁹ Ce rapport se trouve sur le site de CitizenDev: <https://www.citizendev.be>

d'entre elles la participation aux collectifs CitizenDev visant à faire communauté ne fait pas sens ; elle révèle l'impression qu'il faut faire bonne figure auprès du CLTB et faire preuve de bonne volonté culturelle en participant aux activités qu'il propose. Il est, à leurs yeux, l'acteur par lequel ils deviendront enfin propriétaires. Cette confusion peut s'avérer épuisante, désillusionnante pour ceux qui jouent le jeu sans se sentir être « payés » en contrepartie par l'accès à un logement et à un travail décents.

- *L'existence de centralités populaires à accompagner*

« Ahmed, je pointe ce gars-là, le fait d'avoir ce gars-là et de se dire qu'il y a une centaine de gars comme lui dans le quartier, un tas de gens ont un savoir-faire. »
(Mustapha, connecteur LL Brabant)

Le projet CitizenDev reposait sur le postulat de la centralité populaire, sur l'idée que les personnes issues des milieux populaires ont des compétences et savoir-faire qu'il s'agissait de mettre au jour grâce à des méthodologies actives et de proximité. Ce postulat s'est vérifié empiriquement. Que peut-on en dire aujourd'hui ?

Pour que les collectifs prennent et tiennent, les compétences doivent être plurielles. A Brabant c'est grâce à cette pluralité qu'autant d'activités sont organisées et tiennent sur le long terme. Lors du soutien scolaire, un francophone donnera un coup de main aux élèves scolarisés en français pendant qu'une néerlandophone s'occupera de ceux scolarisés en néerlandais. Pour le lien téléphonique, l'une entame facilement des petites conversations anodines de tous les jours qui semblent plus artificielles à celle qui s'occupe de l'organisation, la mise en oeuvre et le soutien administratif. Même chose pour les permanences, le repair café... Chacun vient avec ce qu'il sait faire et les compétences organisationnelles sont mises au service des compétences techniques. A côté d'elles le fait de connaître son quartier, d'y avoir vécu constitue également une compétence pratique importante.

Jean est un grand bricoleur qui aime aussi avoir les mains dans la terre. Hasma a un diplôme de couture (en Hollande en 1983) « Ah puisque j'ai mon diplôme de couture alors voilà elle disait si on a la machine et tout ça est-ce que tu peux ? Alors je disais oui avec plaisir pourquoi pas puisque je sais coudre pourquoi pas » et elle adore cuisiner. Tandis que Marie-Lou nous dit : "J'ai toujours bien aimé faire des choses. J'aime bien utiliser ma tête et j'aime bien utiliser mes mains aussi.". Comme énoncé dans le rapport de CitizenDev: "Les compétences doivent être plurielles. A Brabant, c'est grâce à cette pluralité qu'autant d'activités sont organisées et tiennent sur le long terme", ce qui est bien visible à travers Myriem qui se charge du repair café avec Jean s et qui participe parfois à la table d'hôtes. Extrait du rapport final de Montaine Kayaert, Romane Marchal, Lucie Roba, B3, cours « atelier » de C. Schaut, USL-B, 019-020

Comme les collectifs se construisent (ou pas) en cours d'action, les compétences peuvent aussi s'acquérir, se révéler ou se développer en cours d'action. A propos du repair café à Brabant, Jean, à son initiative, note à propos de ses « clients » : « *le fait qu'ils regardent, ils comprennent comment l'appareil fonctionne...* ». En particulier auprès des autres membres.

Mama qui fait le lien téléphonique au local Brabant dit : « *Mathilde il m'a fait une grande énergie parce que j'étais un peu faible. Il m'a fait... il disait « Mama il parle avec les gens », je fais le lien téléphonique, et j'ai entendu que tu as dit « il parle super bien avec les gens ».*

2. Les activités³⁰

Pour rappel le projet CitizenDev entendait partir des atouts, des compétences des gens mis au jour au travers d'un travail d'inventaire à partir duquel se constitueraient par regroupement des « clusters », rebaptisés par les travailleurs, rencontres thématiques (Matonge), ateliers thématiques (CLTB), activités ou initiatives citoyennes (Brabant), ces termes faisant davantage partie du vocabulaire des uns et des autres. Ce glissement sémantique ne fut pas seulement une adaptation à un vocabulaire plus courant, il a aussi désigné un changement plus radical issu du constat que les termes « atout », vocabulaire propre à l'ABCD, et « compétences » paralysent certaines personnes potentiellement intéressées par le projet et constituent une entrave à leur engagement. Comme déjà signalé dans les précédents rapports, parler de ses atouts et de ses compétences et les reconnaître à ce titre n'est pas chose facile, a fortiori de la part de personnes issues des milieux populaires souvent socialisées dans un vocabulaire de la difficulté et du manque. C'est donc plutôt la notion d'envie (ou de rêve) qui est de plus en plus utilisée qui n'est pas strictement liée à celle d'atout : on peut avoir envie de faire quelque chose sans en avoir la moindre des compétences ou en tout cas en ignorant les posséder. Les compétences, on l'a dit, peuvent aussi surgir en cours d'action, soutenues par le collectif et en complémentarité avec celles de ses autres membres.

Nous ne reviendrons pas sur l'ensemble des activités menées par les collectifs CitizenDev. Ces dernières ont été largement décrites dans les rapports précédents, certaines d'entre elles font l'objet d'un portrait sensible dans la publication finale « Faire collectif à Bruxelles ». A leur sujet la RAP a proposé deux modes de catégorisation.

- Un premier mode de catégorisation peut se faire via les objectifs explicites des activités. Ainsi il existe des initiatives menées par le premier cercle qui visent à faire ou à maintenir les liens avant tout : brocantes, permanences d'accueil dans le local, bourses aux vêtements, table d'hôtes, lien téléphonique. L'objectif est la rencontre, le tissage de liens. Elles sont particulièrement foisonnantes à Brabant qui bénéficie d'un local où elles peuvent se déployer. Elle touche un public d'habitues mais aussi d'occasionnels qui passent par là et découvrent le local idéalement situé. Ce type d'activités est aussi présent au CLTB (brocante). On peut également y inclure les activités liées à l'organisation de l'assemblée générale annuelle des membres du CLTB et qui suscitent la mobilisation de membres présents au sein du comité de pilotage de l'association qui en profitent pour présenter les ateliers existants avec pour objectif de mobiliser les membres et de les inviter à s'impliquer au CLTB, notamment à travers la participation et/ou le portage de l'un ou l'autre atelier existant, voire d'en lancer de nouveaux. D'autres activités s'organisent plutôt autour de l'objectif du développement, par un public plus large, de nouvelles compétences : repair café, atelier vélo et école de devoir principalement. Elles suscitent comme celles qui sont évoquées ci-dessus l'activation de compétences de gestion et d'organisation du premier cercle, soutenus par les travailleurs de terrain. D'autres activités, parfois les mêmes que

³⁰ Les activités sont décrites dans les rapports intermédiaires et la publication.

celles déjà citées, s'inscrivent dans la logique de la transition et de l'économie locale collaborative : on pense à nouveau au repair café, à la bourse aux vêtements, activités toutes deux situées à Brabant, à la coopérative « Dynamic Matonge » ou encore aux projets de verdurisation et de réaménagement de rue du quartier Athénée. Le projet du terrain Abbé Cuyllits - projet d'occupation temporaire à Anderlecht du CLTB délégué à l'asbl Communa - peut y être inclus. Par contre, on y reviendra, les personnes les plus mobilisées ne font pas ou peu partie du cercle des membres du CLTB. A fur et à mesure des activités se sont résolument engagées dans la voie de la professionnalisation. C'est le cas de la Green cantine qui s'est développée au sein du LL CLTB. Cet enjeu de professionnalisation n'est pas absent des autres LL. Dynamic Matonge vise à asseoir la reconnaissance du métier de coiffeur pour les communautés sub-saharienne en faisant évoluer le référentiel servant à la validation de leurs compétences. La gestion du local Brabant pourrait, aux yeux de certains des connecteurs, être un tremplin vers l'emploi. Certains connecteurs de Matonge, issus du monde culturel, ont eux aussi vu dans CitizenDev cette même opportunité. Enfin des activités ont des visées culturelles voire politiques puisqu'elles touchent à des enjeux de reconnaissance culturelle. Il s'agit des activités soutenues à la fois dans le cadre du LL Matonge et dans le cadre du Contrat de Quartier Athénée. Il est aussi intéressant de questionner l'origine de ces activités. Certaines d'entre elles naissent de l'inventaire des atouts suggéré par la méthode ABCD : c'est le cas de la Green cantine au CLTB et des activités liées aux ateliers thématiques à Matonge : « Valoriser Matonge » et « Espace Public ». Ces dernières favorisent des rencontres entre des personnes qui ne se connaissaient pas forcément avant et qui se rassemblent au sein d'un collectif car ils partagent un même intérêt. Ces coalitions d'intérêt ont été favorisées par la mise en lien des travailleurs du BRAL et d'Habitat et Rénovation. D'autres activités préexistaient au projet CitizenDev (four à pain, table d'hôtes, lien téléphonique à Brabant, les projets culturels de Matonge, la participation de membres au CLTB dans l'organisation de l'assemblée générale du CLTB) mais y trouvent un soutien à la fois financier, technique (organisation avec les professionnels) et relationnel important.

-Une autre manière de les catégoriser est de voir si elles favorisent le faire ou le dire. Certaines s'ancrent davantage dans la pratique, d'autres favorisent la réflexion théorique et mobilisent davantage des compétences langagières et théoriques. Cette catégorisation peut expliquer la plus forte présence de personnes habituées aux discussions, à la gestion de groupe dans les tables des connecteurs/comité de pilotage alors que les publics du second et/ou troisième cercles seraient plus preneurs d'activités concrètes requérant des compétences pratiques (atelier cuisine, table d'hôtes), d'appétence culturelle (collectifs de Matonge) ou s'inscrivant davantage dans une logique de service (faire réparer son aspirateur, acheter des vêtements). Mais ici encore les frontières sont loin d'être étanches et peuvent bouger dans le temps. « Les rencontres sous forme de « réunion » (de réflexion sur l'orientation du projet, sur l'organisation d'ateliers thématiques, etc.) mobilisent davantage des membres qui ont l'habitude de fonctionner en réunions mais touchent difficilement les autres. Certains viennent une fois, puis hésitent, ou viennent pour « faire » les activités mais pas pour les « penser ». La question a été abordée en table de connecteurs et, lors d'une évaluation collective sur son fonctionnement et ses objectifs, il a été décidé d'organiser moins fréquemment des tables de connecteurs pour mettre davantage l'accent sur l'organisation d'ateliers concrets. Néanmoins, après un an, les tables de connecteurs restent

des moments où on réfléchit collectivement à l'orientation générale du projet. Une dizaine de membres continuent à vouloir jouer ce rôle. » (CLTB, rapport 2018)

La porosité entre le faire et le dire a pu encore être questionnée lors de la dernière année du projet. Les 3 dernières étapes du projet ont permis à des connecteurs peu habitués aux pratiques discursives et argumentatives de s'y découvrir de réelles compétences. C'est Catherine, une des principales animatrices de Green Cantine qui dit, lors de la visite de terrain du 27 février 2020, qu'elle n'aurait jamais cru être capable de parler en public comme elle l'a fait ce jour-là.

-Enfin, il existe des activités qui se développent dans le temps, d'autres qui disparaissent, faute de soutien du premier ou du second cercle, parfois pour des problèmes interpersonnels lesquels peuvent être liés à une volonté, inconsciente, de ceux et celles qui sont déjà dans la place d'en garder le monopole, d'autres qui apparaissent parce que l'existence du projet provoque un processus d'émulation. C'est sans doute le cas de la mise en place d'un cours d'arabe vernaculaire à Brabant suscité par la familiarisation progressive et prudente de quelqu'un qui, dans les premiers temps, a fait partie du second cercle.

3. Les adjuvants à la construction de collectifs

Jusqu'à présent la focale a surtout été mise sur les personnes embarquées dans le projet CitizenDev, en particulier celles qui en constituent le premier cercle et qui participent à la recherche-action participative, sur leurs motivations et sur les activités qui les coalisent. Cependant, la RAP l'a montré, ce processus de construction de collectifs ne repose pas seulement sur ces acteurs et sur des activités. Des éléments de contexte, la présence ou non d'équipement matériels, l'histoire et les objectifs de l'association partenaire y participent eux aussi centralement.

• *Le local et l'ancrage physique des LL : support et vecteur de centralité populaire*

« Le local c'est un endroit à nous et si on veut ouvrir le dimanche on le fait. Si on est dans les locaux de quelqu'un d'autre ça ne va pas marcher. Avoir un endroit à nous a été très important. Et puis aussi tout d'un coup on est devenus très visibles, on a aussi une politique de la porte ouverte, les gens viennent vers nous. Le local est géré par les habitants : ceux qui font les permanences, ceux qui font des activités, ils ont les clés. » (Mathilde, LL Brabant)

« Andréa: Au début du projet c'est moi qui faisais le café pour les habitants maintenant que je viens on me sert un café »... Andréa tenait une permanence par semaine, maintenant toutes les permanences sont gérées par la team » (carnet de bord de Bénédicte, chercheuse Saint-Louis). Le fait de pouvoir avoir accès à un lieu bien à soi, de le gérer et de l'approprier pour y mener des activités créatrices de collectifs s'avère important pour leur permettre d'exister, de se faire connaître, d'avoir une place, de connecter et d'établir des liens. C'est le cas du local de Brabant, largement documenté dans les deux rapports précédents. Il est à ce point important que celui-ci ne constitue pas seulement une ressource sur laquelle l'équipe Brabant s'appuie mais est une de leurs activités en tant que telle et construit du collectif. Son inauguration a été un moment fort de l'équipe comme le montre cet extrait de l'analyse en groupe :

« *Mustapha : Le local met en lien des gens qu'on n'aurait pas vus. Puis l'histoire du quartier, la transmission d'une vieille dame. Mathilde : Plus généralement, on avait déjà des activités, mais ce jour-là, on a vu plein de gens qu'on n'avait jamais vus. Des jeunes, des âgés, de tout. On a atteint un public qu'on n'avait jamais pu atteindre. Jean : et c'est là aussi qu'on a proposé aux gens de donner un nom pour le local ! Céline : les gens reviennent ? Jean : oui, on revoit les gens, surtout avec la bourse à vêtements. Mustapha : on a un principe, nous, la porte est ouverte. Y en a qui viennent faire la sieste sur le divan, boire un thé... »*

Avoir un local à soi, géré de manière autonome et dont l'équipe a la clé est en elle-même une expérience collective qui renforce les compétences de ceux qui s'y investissent. Le local est en soi un outil d'empowerment. Le processus d'appropriation et de gestion à l'oeuvre à Brabant, qui permet de faire sien un lieu est un enseignement important de la recherche-action participative. Il renvoie à l'importance qu'il y a à relocaliser les activités et à favoriser les situations de co-présence physique³¹. Ce processus de « territorialisation » ne se confond pas avec la territorialisation de l'action publique urbaine qui détermine ses territoires d'intervention selon une logique institutionnelle et administrative et souvent en dehors des mondes vécus des citoyens (c'est-à-dire de leur vécu des territoires)³². Leur prise en compte s'avère pourtant primordiale en particulier pour les groupes populaires dont les réseaux sociaux se construisent préférentiellement sur la proximité spatiale³³. Ils se constituent dans des territoires du proche³⁴. Cette perspective s'inscrit également et parfaitement dans le paradigme de la résilience, lequel fait de l'échelle locale et des communautés qu'elle abrite celle à partir de laquelle elle peut et doit s'envisager³⁵.

Les autres LL sont bien conscients de l'importance d'un lieu qui rassemble. La Green Cantine du CLTB est confrontée à l'absence d'un lieu où se poser. L'occupation temporaire Abbé Cuyllits, si elle n'a pas été pensée en vue de trouver un lieu destiné au projet CitizenDev, pourrait répondre à ce besoin de localisation. Quant à Matonge, la question de la localisation du projet s'est aussi posée. Elle a été provisoirement résolue par la présence du travailleur de CitizenDev au sein du centre culturel Kuumba et par un début d'appropriation citoyenne de ce centre, organisé par le collectif Kuumba Parallèle, appropriation qui fait depuis lors l'objet d'une négociation permanente avec la nouvelle direction de Kuumba.

Pour qu'il devienne un constituant à part entière de collectifs, l'analyse en groupe a montré que le local devait répondre à certaines caractéristiques :

- Il doit être ouvert très régulièrement avec des horaires connus et permanents.

« *Lui [Jean] était là pendant les travaux en train de travailler, il faisait des permanences tous les jours. Maintenant on est là tous les matins. Mais avant lui était*

³¹ J. Zask, 2018, *Quand la place devient publique*, Lormont, Le Bord de l'eau, coll. « Les voies du politique ».

³² M. Hamzoui, 2002, *Le travail social territorialisé*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

³³ Collectif Rosa Bonheur, *op.cit.*, p. 97.

³⁴ O. Schwartz, 1990, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.

³⁵ A. Sinaï, 2015, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Éditions Charles Leopold Mayer, coll. « Momentum »

là toute la journée, et donc beaucoup de gens sont rentrés et il a pu expliquer le local. » (Mathilde, connectrice à Brabant)

- Il doit être stratégiquement bien placé. Il doit être vu et constituer un signal dans le quartier. A cette fin, être situé à un coin constitue un atout indéniable. Les grandes fenêtres et les portes ouvertes (même pendant les réunions) facilitent également l'entrée dans le local.

« Graziella [ancienne travailleuse d'EVA] rêvait d'avoir ce local où on est maintenant car il est très bien situé avec beaucoup de passage. C'est une chance qu'on ait eu un coin qui donne directement sur la gare du nord. » (Jean, connecteur)

-Il doit être ouvert à d'autres initiatives. Ainsi le local Brabant est aussi utilisé ponctuellement par des associations du quartier pour toucher d'autres habitants que leurs « publics habituels », notamment des publics plus précaires qu'ils n'arrivent pas forcément à atteindre en proposant des activités dans leurs locaux.

-Enfin, les habitants qui rentrent dans le local sont accueillis par d'autres habitants du quartier. A Brabant depuis juin 2018, les permanences sont entièrement assumées par les connecteurs. Cet accueil entre pairs facilite sans doute l'entrée dans le local. En effet, les habitants ne viennent pas toujours dans le but de trouver les services d'un professionnel mais pour le contact humain : discuter, boire un thé, se reposer dans les fauteuils, ... Lors de l'analyse en groupe - Bénédicte, chercheuse et ancienne travailleuse d'un Projet de Cohésion Sociale, a comparé son expérience (local de quartier géré par des professionnels) avec celle de Jean :

« Les gens rentrent, beaucoup se sentent à l'aise, le fait que tout est en construction, que Jean soit un habitant et que ce ne soit pas un groupe d'experts qui rénove le local. C'est plus accessible à tous. » (Bénédicte)

Au sein du local, différentes populations se côtoient et se rencontrent, que ce soit de manière informelle ou lors des réunions/ activités organisées par la team de connecteurs. On peut avancer que toute la dynamique née au sein du local a rempli les fonctions de la table des connecteurs en réalisant l'inventaire des atouts et de ressources du quartier et en leur donnant un cadre où s'y déployer.

• *L'histoire et l'organisation des associations partenaires*

La RAP souligne encore que les collectifs en voie de constitution ne sont pas seuls au monde, ils sont entourés par un certain nombre d'acteurs, à commencer par les associations partenaires du projet CitizenDev. Il paraît intéressant de se demander si et comment l'histoire des associations, leurs missions globales et les intentions de leur présence dans le projet CitizenDev percolent dans les modalités de construction des collectifs.

- L'objectif de la participation du Community Land Trust Bruxelles (CLTB) à CitizenDev est de favoriser la construction d'une communauté entre les membres du CLTB et donc de donner chair à la première lettre de son nom « Community ». Par ailleurs et plus pragmatiquement le temps de la réalisation des logements étant long, le faible nombre de logements

construits provoquant une longue attente, l'existence d'activités faisant des liens entre les membres candidats-acheteurs et l'association, entre eux et les membres militants faisant partie de l'AG (et qui ne sont pas demandeurs de logement) est donc recherchée. Cependant au vu des observations de terrain on a l'impression que l'objet social et la temporalité de l'action du CLTB ont souvent primé sur l'objectif du projet CitizenDev lequel est de faire naître et d'accompagner des collectifs citoyens à leur rythme ce qui implique d'en accepter la lenteur, les échecs et les retours en arrière. La dynamique de construction des collectifs CLTB/CitizenDev s'est aussi heurtée, comme déjà écrit plus haut, aux motivations des membres du CLTB liées à la recherche d'un logement. Dans ces conditions l'enjeu de faire communauté au sein de la liste et dans le cadre de collectifs citoyens a pu sembler secondaire. Néanmoins au cours de la dernière année du projet ce qui était les années précédentes l'atelier cuisine est devenu la Green Cantine. Constitué par Catherine, membre du CLTB, il a réussi à fédérer d'autres membres qui, comme Catherine étaient à la fois en recherche d'emploi et, issues de l'immigration sub-saharienne, étaient porteuses de pratiques culinaires qui ne demandaient qu'à être reconnues, ou qui, par leur expérience professionnelle, pouvaient aider les premières à se professionnaliser. A l'aide d'un travailleur social du CLT ce projet CitizenDev est devenu central à leurs yeux, à l'égal de l'accès à la propriété d'un logement. Le temps, l'accompagnement, un enjeu commun ont permis la naissance d'un collectif.

« Je ne suis plus juste une candidate au logement. On a des activités, on fait des caterings, on fait vivre le quartier. Les personnes âgées sont invitées aux événements ainsi que les personnes seules et les enfants. Voilà tout ça, ça va plus loin que le logement » (Sarah, connectrice CLTB, propos recueilli lors d'un entretien de Céline Peeters, Garance Roberti et Victoria Uyttenhove)

- Pour le BRAL, association de lutte urbaine, coordinatrice de CitizenDev, on l'a écrit déjà, il s'est agi au travers du projet de penser et de tester sa place dans les mobilisations citoyennes bruxelloises de manière différente. Au milieu des années 2000, il s'est vu confier par le Gouvernement Régional le rôle d'organisateur et d'animateur de la participation de projets urbains d'envergure tels les schémas directeurs Botanique et Tour et Taxis³⁶. Il a jugé par la suite que cette expérience de participation institutionnelle s'éloignait de ses objectifs politiques et a décidé d'y renoncer. Le BRAL inscrit désormais davantage son action dans un engagement auprès d'initiatives citoyennes menées hors de tout cadre institutionnel, « bottom-bottom », parce qu'elles signent à ses yeux la réappropriation par les habitants de leur ville et ne risquent pas d'être instrumentalisées par le politique. Le projet Selfcity (www.selfcity.be) lancé en 2015 formalise cette nouvelle manière de penser sa place dans le débat et la fabrique urbaine. Dès lors il n'est pas étonnant que l'ABCD lui soit apparue comme une méthode en cohérence avec sa démarche bottom-bottom. Cet enjeu explique peut-être l'application beaucoup plus orthodoxe de la méthode dans le LL Matonge que dans les autres LL entre autres l'inventaire des atouts et sa valorisation. Par ailleurs l'association a également importé la méthode dans le Contrat de Quartier Durable Athénée dont elle a été l'un des partenaires, dans un projet en collaboration avec l'association Habitat et Rénovation. Ce dispositif régional est géré par les autorités communales qui en

³⁶ F. Delmotte, M. Hubert (coord.), 2008, *La Cité administrative de l'État à la croisée des chemins*, Bruxelles, La lettre volée.

sont les maîtres d'oeuvre, il couvre un périmètre d'intervention bien plus large et poursuit des objectifs différents. Même s'il a pu s'avérer intéressant d'ouvrir les territoires et les communautés les uns aux autres, même si la participation du BRAL au contrat de quartier augmentait du même coup le territoire d'expérimentation de l'ABCD et permettait aux initiatives CitizenDev de rencontrer des initiatives d'autres profils socio-économiques et d'accéder au budget participatif du contrat de quartier, les chercheuses ont estimé cette superposition de dispositifs malaisée car ces derniers poursuivent des objectifs différents, mettent en relation des acteurs différents (le contrat de quartier durable donne un rôle de maître d'oeuvre à la commune ce qui n'est pas le cas dans CitizenDev) et investissent des territoires aux frontières différentes.

- Emancipatie Via Arbeid (EVA) quant à elle est une association dont le premier objet social fut de développer des projets d'insertion et de formation par le travail et des services sur des matières personnalisables dans les quartiers populaires de Bruxelles (la création des crèches Elmer, des formations de puéricultrices, accueil extrascolaire, la cafétéria Elan d'insertion socio-professionnelle, le centre Aksent de service local pour les personnes âgées, l'équipe de réparateurs Bricoteam...). Suite à une réflexion sur les fondements de son action, l'association s'est ensuite orientée vers l'innovation sociale et le développement de partenariats. Sa participation à CitizenDev s'inscrit dans cette histoire : il s'est agi de participer à « l'invention » d'un dispositif permettant, à son échelle, de lutter contre la crise de l'emploi ainsi que le soutien à des initiatives citoyennes qui viendraient d'une certaine façon remplir le vide créé par l'absence de perspectives professionnelles. Cette sensibilité s'exprime dans la mise en œuvre du projet CitizenDev/Brabant. Enfin l'association a été confrontée à l'absence, pour des raisons de santé essentiellement, des travailleurs et de la chercheuse engagés dans le cadre de CitizenDev. C'est à cette occasion et même si la coordinatrice d'EVA a été plus présente, que l'équipe du local a pris les choses et le local en main. Cette situation n'est évidemment ni souhaitable ni répliquable mais elle interroge à la fois le rôle des travailleurs et des chercheurs, le regard peut-être misérabiliste jeté sur des connecteurs issus d'un quartier populaire et les autres conditions qui ont rendu possible cette autonomisation.

On le voit l'objet social des associations, leur intérêt à participer à CitizenDev ont indubitablement coloré la manière dont elles l'ont appréhendé. Par ailleurs les réseaux qu'elles ont constitué autour du temps peuvent servir d'alliés à la mise en place du projet. Ainsi l'association avec Habitat et Rénovation a permis au BRAL d'élargir son périmètre d'intervention et de donner aux collectifs l'accès au budget participatif. L'implantation d'EVA dans son territoire a donné accès à de nombreuses associations locales et a facilité la reconnaissance par la commune de la qualité de l'expérience du local. Néanmoins si l'intégration dans des réseaux peut constituer un adjuvant à l'action elle peut parfois s'avérer encombrante dès lors que les objectifs portés par leurs membres divergent.

- *Les méthodes : souvent des adjuvants, parfois des limites à l'action*

On l'a déjà écrit, c'est même le cœur de la publication finale « Faire collectif à Bruxelles » de CitizenDev celui-ci a reposé sur deux méthodologies principales : l'ABCD et l'analyse en groupe (dans lequel par facilité de lecture nous incluons le temps de l'interpellation). Dans

ce rapport final, il s'agit de porter un regard critique sur leur mise en œuvre et leur articulation. C'est pourtant, il nous semble ici, que réside la plus-value méthodologique de CitizenDev. Même si l'on ne peut prétendre avoir totalement innové dans ce domaine puisque le travail social communautaire revendique lui aussi l'articulation de ces deux perspectives, l'une communautaire (bottom-bottom) l'autre politique (bottom-up)³⁷ la méthode du travail communautaire a été actualisée, pensée avec d'autres méthodes et, peut-être, à notre échelle, revivifiée. Quelques enseignements dégagés de la RAP :

1. Quels enseignements tirer de la mise en œuvre de la méthode ABCD ? La mise en pratique de l'ABCD s'est faite différemment dans chacun des LL. Le LL Matonge et le LL CLTB ont travaillé sur l'inventaire des atouts pendant un temps pour après s'attacher surtout à l'accompagnement d'initiatives. Quant au LL Brabant il n'a jamais formellement pratiqué l'inventaire des atouts, craignant de faire « peur » à des habitants pour qui le mot atout signifiait finalement peu au profit d'une approche valorisant les rencontres informelles autour d'une tasse de café au local. Les raisons de cette appropriation différenciée sont diverses : un public socialement diversifié plus ou moins réceptif à la notion même d'atout alors qu'il est parfois dans une logique de survie bien loin d'imaginer posséder des compétences ou avoir le temps de les mobiliser ; une adhésion plus ou moins forte à l'ABCD de la part des travailleur.se.s associatif.ve.s ; l'existence du local qui permettait de revoir les personnes sans nécessairement devoir prendre leurs coordonnées. De même l'inventaire des atouts, supposant un travail d'enquête s'est-il avéré trop lourd pour la plupart des connecteurs. La plupart du temps c'est le ou la travailleur.se qui s'en est chargé... ou pas. Une même appropriation à degré variable des tables des connecteur.rice.s s'est également fait ressentir.

Néanmoins, le constat que poser des questions directes ("Quel est votre savoir-faire ?") est parfois trop effrayant et contre-productif est partagé dans les 3 LL. Par contre recourir à un discours enthousiaste faisant comprendre que tout un chacun peut aider et qui motive à s'investir semble bien fonctionner avec tous nos publics. Montrer une reconnaissance pour les contributions de tous est une des clés pour une approche stimulante.

Dit autrement la RAP a mis au jour un processus de déformalisation de la méthode. Ce constat est sans doute à mettre en lien avec la formation sur l'ABCD reçue par les membres de CitizenDev au début du projet par un formateur de l'institut porteur de la méthode (Shaun Burnett de Nurture Development) qui, lui-même, mettait en exergue l'importance à prendre distance avec la méthodologie et à favoriser la dimension informelle dans sa mise en oeuvre.

Voici un extrait du rapport de l'analyse en groupe relatif à l'engagement de Jean, un des connecteurs du LL Brabant dans l'aménagement d'abord du local et ensuite dans son animation journalière. Dans le discours d'approche des travailleuses, elles n'ont pas demandé à Jean ses compétences mais elles l'ont invité à venir voir le futur local de quartier. Jean raconte dans son récit :

³⁷ Voir la note de Catherine Bosquet, *Le développement communautaire, un concept, une histoire, des valeurs*, [www.fdss.be › uploads › TravailSocEtDevComCombo](http://www.fdss.be/uploads/TravailSocEtDevComCombo)

« La première fois que j'ai rencontré Anouchka et Julie c'était à la brocante place Gaucheret, celle qu'on fait 2 fois par an. Elles se sont présentées, on a discuté, elles ne connaissaient pas mes compétences ni rien. Elles m'avaient dit qu'ils [EVA que je ne connaissais pas encore] avaient acquis un local et si ça me plaisait je pouvais y passer mais je ne savais pas l'état du local à ce moment-là. Elena m'a donné sa carte, c'était un samedi la brocante et le lundi d'après j'étais au local » (Jean, connecteur Brabant)

Lors de l'analyse en groupe, les avis ont convergé : il n'est pas aisé d'aborder les gens en leur demandant leurs compétences, cette étape peut être faite autrement :

« J'ai été marquée par la porte d'entrée d'Andréa et Julie, c'était le local et pas les compétences. C'est une déviance de la méthode qu'on a voulu appliquer mais qui a permis au final que tes compétences soient mises à profit. » (Zoé, connectrice Brabant)

Une autre étape de la méthode, l'inventaire des atouts, n'a pas été réalisée de manière systématique tel que prévu par ABCD. Contrairement au discours d'approche, ce point a cristallisé des divergences lors de l'analyse en groupe. En effet, Kinch – travailleur au sein du LL Matonge dont on a déjà évoqué l'application à la lettre de la méthode - a souligné à plusieurs reprises :

« Apparemment Elena et Julie avaient beaucoup d'occasions de faire l'inventaire et l'ont pas fait. Dans mon expérience, cet outil a permis aux gens de venir, pour moi c'était une occasion de formaliser ça, de savoir ce que les gens aiment faire. Pour moi c'est une occasion ratée par rapport à la méthode ABCD »

Tandis que les connecteurs du living lab Brabant ont expliqué que cet inventaire s'est fait de manière informelle, lors des réunions et rencontres dans le local. Comme Mustapha l'explique :

« C'était pas formel, mais ça se faisait. Jean s'occupait des travaux ; Françoise et moi on faisait autre chose, on avait divisé... Les travailleuses quand elles allaient vers les gens elles posaient la question des compétences, on le faisait sans formaliser. Quand on rentrait en contact avec les gens, moi je le faisais sans connaître la méthode. Quand quelqu'un venait au local, le 1^{er} truc que je fais c'est « si tu veux nous aider, qu'est-ce que tu sais faire ? »

Qu'en retenir pour une action future ?

- Si cette déformalisation observée aussi sur nos terrains bruxellois n'a pas empêché la constitution de collectifs issus des savoir-faire des connecteurs et de leur mise en commun, on peut s'interroger sur son potentiel en termes de transférabilité. Ceci dit différents travaux ont montré l'importance de l'adaptabilité du travail social aux terrains qu'il investigate, à ses temporalités, à ses résistances et à ses ressources. Ce qu'on pourrait appeler un certain bricolage méthodologique prévaut. Celui-ci n'est d'ailleurs pas absent de toute démarche scientifique³⁸.

³⁸ B. Frère, 2014, « De la légitimité du bricolage en sociologie ? », *SociologieS* [En ligne], Grands résumés, Où est passée la critique sociale ? Penser le global au croisement des savoirs, mis en ligne le 10 novembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4814>

- L'essentiel de ce qu'il faut retenir de la méthode ne se situe-t-il pas 1) dans la confiance qu'elle a dans les savoir-faire citoyens, 2) dans le temps qu'elle se donne pour se déployer et qui autorise l'émergence de ces savoir-faire et des initiatives qui en découlent et 3) dans le rôle d'accompagnateur confié au travailleur communautaire ?

- Le concernant, la journée d'étude du 27 novembre 2019 et les visites de terrain du 27 février 2020 ont réfléchi à ses missions. Il doit être un facilitateur d'émergence et de renforcement des collectifs citoyens. Son rôle est de repérer et de coaliser les ressources locales en allant à la rencontre des personnes et des associations qui les fédèrent. « L'inventaire des atouts », pour reprendre les termes d'ABCD, demeurent donc un enjeu majeur. Ensuite, son rôle doit être évolutif en fonction de ce que la communauté et le territoire révèlent. Il accompagne les collectifs en fonction de leurs besoins, il s'adapte. Il doit pouvoir s'attacher mais aussi se détacher quand les initiatives n'ont plus besoin de lui. Adopter ce rôle est un métier, qui renforce la professionnalisation du travailleur social, plus que s'y opposer.

« D'abord j'ai commencé à mobiliser le quartier, rassembler les gens autour de leurs atouts et de ce qu'ils ont toujours rêvé de faire. Après avoir rencontré ces personnes, on a mis en place une table des connecteurs, on a lancé plusieurs groupes thématiques et des initiatives autour du quartier (...). Tout ceci demande un accompagnement, l'idée c'est pas de faire tout à leur place mais travailler avec eux, les responsabiliser, les accompagner pour que petit à petit ils soient autonomes. Il est très important que le cadre soit clair pour que le travailleur communautaire fasse bien son boulot, il faut un climat de confiance. L'essentiel c'est d'avoir un accompagnement sur mesure en fonction des collectifs. » (Kinch, travailleur LL Matonge)

« Il faut soutenir et voir ce qui émerge, soutenir ce qui se passe. En amont (de toute formalisation) il faut revenir à ce qui émerge, au plus organique... Laissant les choses se faire, on est plus proche de la réalité des gens. Est-ce qu'on mobilise en fonction de thématique ? Ou on laisse faire la flexibilité, émerger ? » (Une participante de la journée du 27/2/2020).

- La déformalisation de la méthode, sans doute trop lourde aux yeux des connecteurs, montre, en creux, la nécessité d'une analyse plus objectivante utilisant la démarche ethnographique. C'est ce qu'a fait le collectif de chercheurs Rosa Bonheur à propos des quartiers populaires de Roubaix. C'est en menant une enquête de terrain que l'existence de pratiques autonomes des habitants des quartiers populaires a émergé dans l'espace public scientifique et politique.

- Les mots utilisés pour décrire CitizenDev aux citoyens, potentiels connecteurs, ont parfois posé problème. L'usage des notions de compétence ou d'atout a été souvent questionné, entre autres lors de l'analyse en groupe.

« Le mot compétence, c'est surtout lié à une idéologie, c'est ce que préconise l'UE. »
(Pascal, LL CLTB)

Dans la tête de Pascal, ce terme fait référence à un discours néolibéral qui peut s'avérer clivant et contradictoire par rapport à notre démarche d'empowerment³⁹. De plus, ce terme est souvent compris dans un sens restreint : de compétences techniques clairement identifiables. Alors que les habitants s'inscrivent dans la dynamique sans toujours disposer de ce type de compétences. Comme le souligne Sofia :

« C'est touchant les motivations des gens; comme ce petit qui n'a pas vraiment de compétences, comme l'autre qui propose un extincteur donc chaque petite graine a aidé, on n'a pas besoin d'énormément de choses. » (Sofia, LL CLTB)

Le mot « contribution » a semblé plus adapté aux yeux des membres du métalab, il englobe de manière plus large, les apports de plusieurs ordres (donner de son temps, du matériel, ...). Chacun « contribue » à sa manière, selon ses moyens, ses disponibilités, ses savoir-faire, ... au développement du quartier ou de la communauté. On l'a souligné déjà, demander directement aux personnes rencontrées leurs atouts est une démarche inconfortable. Cela demande du temps pour que les langues se délient et parfois les personnes n'en sont pas conscientes, c'est dans la pratique que certaines contributions se révèlent. Ce qui semble essentiel, dans cette première approche est qu'il y ait un discours enthousiaste qui motive à s'investir. A nouveau cela met en évidence l'importance de la dimension relationnelle. A l'avenir il semble que la méthode ABCD devrait également réfléchir au vocabulaire qu'elle emploie et l'adapter en situation.

2. Quels enseignements peut-on dégager des étapes 2 et 3, l'analyse en groupe et l'interpellation ?⁴⁰

- L'analyse en groupe a étudié deux récits de connecteurs qui ont paru particulièrement significatifs de l'expérience CitizenDev. Le premier, celui de Jean racontait l'histoire de son attachement progressif au local Brabant. Venu pour donner un coup de main il en est devenu l'un de ses animateurs principaux. Son récit a été l'occasion de travailler la notion même d'engagement et des outils qui peuvent le soutenir. Le second récit, porté par un travailleur, a abordé une question qui est devenue progressivement centrale : celle de la rétribution des personnes qui s'engagent dans le projet CitizenDev et pour lesquels le mécanisme de défraiement des bénévoles ne semblait pas suffisant à un point tel que le manque de rétribution pouvait constituer à terme un frein à l'engagement. Ce faisant l'analyse en groupe a libéré la parole des connecteurs et des travailleurs sur la question de la rétribution. Elle a fait d'un thème tabou un thème débattu y compris dans l'espace public qu'a constitué la journée d'études durant laquelle des acteurs institutionnels ont entendu ce que CitizenDev avait à leur dire à son sujet et contribués, avec les participants à CitizenDev, à l'élaboration de pistes de solutions.

³⁹ Cette notion d'empowerment est aussi traduite par « pouvoir d'agir » ou « capacitation ». Elle renvoie « au développement des capacités d'action des individus et des groupes marginalisés, et au processus pour y parvenir. (M. H. Bacqué, C. Biewener, 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, La découverte, p.6)

⁴⁰ Son compte-rendu se trouve sur le site du projet, c'est aussi le cas du compte-rendu de la journée d'interpellation.

- L'analyse en groupe, l'interpellation et les visites de terrain ont aussi permis la rencontre des différents LL et la constitution d'un nouveau réseau intraLL. Les connecteurs ont regretté qu'elles n'aient pas eu lieu plus tôt. Dans le chef des travailleurs et des chercheuses il fallait avant toute chose et avant les metalabs connecter et stabiliser des collectifs avant leur mise en réseau. Il n'est pas certain qu'il s'agissait de la bonne option tant la mise en réseau des LL a constitué une réelle ressource pour les connecteurs.

- La phase de l'interpellation fut le moment où la question de la pérennisation de l'action, en ce compris la question centrale de la rétribution, a été mise en débat avec des acteurs institutionnels, choisis par le collectif CitizenDev. Les débats sont exposés ci-dessous.

II. B. Les conditions de transférabilité de CitizenDev et de pérennisation des initiatives citoyennes : quelques pistes

« La première chose décidée c'est qu'on a envie de continuer. Maintenant, effectivement, il faut essayer » (Mathilde, LL Brabant)

L'analyse en groupe a laissé émerger la question, centrale à leurs yeux, de la pérennisation des collectifs. Sans doute est-ce un effet « dernière année » du projet qui a fait prendre conscience de l'éminence de la fin de son financement mais c'est aussi une conséquence des échanges qui ont eu lieu entre connecteurs des différents LL et qui leur ont fait prendre conscience qu'ils vivaient la même chose : la crainte que les initiatives s'arrêtent et une demande partagée et de plus en plus exprimée de reconnaissance de l'engagement bénévole par un système de rétribution. Ce qui suit est le compte-rendu des moments de débat qui ont eu lieu lors de la dernière année du projet. S'y sont donc posées la question des conditions de transférabilité de l'expérience CitizenDev et, plus largement, de celle de la pérennisation des initiatives citoyennes en particulier en milieu populaire. Plutôt que de les aborder sous forme de constat, c'est sous la forme de pistes que ce présent rapport en rend compte.

1. Rétribuer les citoyens engagés

• *Un sujet encore trop tabou ?*

La RAP a montré à quel point il semble difficile à des initiatives d'émerger et, surtout, de se prolonger dans le temps si cela exige des citoyens de s'engager gratuitement : la logique de survie, le temps passé à la recherche d'un emploi, la volonté de se professionnaliser faisant apparaître CitizenDev comme une opportunité, l'existence d'un budget participatif, ces différents facteurs poussent des citoyens à attendre que leur engagement fasse l'objet d'une rétribution, le défraiement octroyé aux bénévoles ne leur paraissant pas suffisant.

« Il faut examiner sérieusement le bénévolat car ça casse la motivation (...) Y a encore 2 semaines y a quelqu'un qui a voulu rentrer dans le collectif on lui a dit qu'on travaillait bénévolement, elle a dit : « alors non. » (Vincent, LL Matonge)

Comme le souligne une citoyenne : *« Il y a des professionnels et des bénévoles qui travaillent ensemble et ça crée une situation d'inégalité » (Catherine, LL CLTB)*

Cette question est d'autant plus importante pour des personnes qui vivent dans des situations précaires :

« Dans mon quartier pas très riche, on ne roule pas sur l'or. Il est important de rémunérer des bénévoles, ça leur donne une idée d'être valorisé pour ce qu'ils font. Ils n'ont pas de boulot, ils n'ont pas 36000 façons d'être valorisé. » (Mathilde, LL Brabant)

Notons que la demande de rétribution comme contre-partie de l'engagement ne s'est pas posée parmi les bénévoles de la rue du Conseil (projet verdurisation), disposant d'un capital économique plus élevé. Ils sont eux plutôt demandeurs de temps que d'argent. Cette demande de rétribution monétaire peut choquer tant notre société prône une vision de l'engagement citoyen qui se doit d'être désintéressé. Il est de bon ton que la personne s'engage sans chercher un intérêt financier (être payé) ni de reconnaissance (être félicité) mais le faire « de bon cœur » sans attendre, en retour, une rétribution. On l'a écrit déjà, les deux types d'intérêt (individuels et altruistes) sont considérés comme incompatibles pourtant ils apparaissent souvent conjointement dans l'expérience CitizenDev. En effet, les habitants ne s'engagent pas uniquement pour développer leur quartier ou communauté mais également pour se faire une expérience valorisable sur leur CV, dynamiser leur réseau social, valoriser leurs compétences artistiques ... Cette conjonction de motivations permet sans doute de garder l'engagement dans le temps et même de le renforcer. Par ailleurs, il est nécessaire de valoriser le travail accompli, de reconnaître la plus-value apportée par ces citoyens dans leur quartier. Cette reconnaissance peut prendre plusieurs formes et notamment une rémunération financière. Ne pas reconnaître l'importance d'une rétribution monétaire conduirait à envisager l'engagement citoyen uniquement à la portée d'une classe moyenne ou favorisée qui pourrait se permettre d'investir temps et énergie sans rien attendre en retour ?

« La reconnaissance, c'est important, ça met de la valorisation dans la tâche accomplie. S'il y a une rémunération, c'est une forme de reconnaissance. L'argent c'est important de valoriser son activité. » (Sofia, LL CLTB)

- *Les insuffisances du cadre législatif*

Au cours de l'expérience CitizenDev, il y a eu une évolution quant à la question de la rémunération. Au début du projet, aucun moyen de rémunération des citoyens n'avait été envisagé. Il a donc fallu trouver en cours de route une manière de rétribuer financièrement les citoyens qui s'investissent. Faute de mieux, nous sommes passés par le cadre législatif du défraiement du bénévolat. Mais ce cadre n'est pas adapté à nos besoins. Plusieurs écueils ont été soulevés : les contraintes administratives (ex : avertissement préalable à l'Onem pour les demandeurs d'emploi), les faibles montants limités, les appels à projets citoyens qui ne prévoient presque jamais de défraiement pour les citoyens...

« Les politiques sont d'une hypocrisie crasse ; d'un côté on vote la loi sur le travail semi-agoral et d'un autre côté on subsidie un projet basé essentiellement sur l'initiative citoyenne où les seuls qui ne sont pas payés sont les citoyens. D'un côté on a les politiques qui disent aux associations vous allez avoir une super loi entre le contrat de travail et le bénévolat et d'un autre côté on a des appels à projets où on vous dit que

l'argent n'est pas pour payer les bénévoles... y a une hypocrisie dans ce discours. Là je parle au niveau des institutions. » (Edouard, travailleur du CLTB)

En définitive, le projet CitizenDev met en lumière trois modalités différentes d'engagement citoyen :

- Le bénévolat « pur et dur » : il n'y a aucune rémunération à la clef. Cette forme d'engagement est plus accessible pour les personnes qui ont une certaine sécurité d'existence, mais elle est également présente dans les quartiers populaires.
- Le bénévolat défrayé selon le cadre réglementé (plafonné à 34,71€/ jour et 1388,40€/an). Cette forme de rétribution (remboursement de frais encourus par le bénévole) est importante car elle constitue une manière de valoriser les citoyens et elle est adaptée pour certaines situations : un engagement ponctuel ou de courte durée.
- Un statut manquant pour les citoyens engagés dans la durée et de manière soutenue pour leur communauté. Plusieurs pistes se dessinent (détaillées dans le point suivant) que les membres de CitizenDev ont exploré : réformer la loi sur le travail associatif (présentée comme un statut intermédiaire entre le bénévolat défrayé et l'emploi)⁴¹, le champ de l'économie sociale, l'expérience Territoire Zéro Chômeur Longue Durée (TZCLD). D'autres pistes peuvent également être envisagées comme la répartition du temps de travail, l'allocation universelle, un monnaie complémentaire ...

En définitive, le projet CitizenDev ne se positionne pas contre le statut de bénévole, il est intéressant et adapté dans certaines situations (comme pour du bénévolat ponctuel ou pour de courtes missions). Mais les participants du projet constatent qu'il manque un statut et un cadre pour ces citoyens qui s'engagent pleinement et de manière durable dans des tâches dans un projet citoyen qui sont dans d'autres circonstances exécutées par des professionnels.

« Les gens aimeraient bien avoir un salaire, (...) ils ne demandent pas forcément à être bénévole. Le bénévole c'est 34€ / jour mais les gens aimeraient gagner bien plus. (...) Les gens veulent être payé, Léon qui organisait une visite du quartier, il ne voulait pas qu'on mette « bénévolat » sur sa facture, il voulait être payé. » (Kinch, travailleur LL Matongé)

« La question du bénévolat est une question à prendre au sérieux et à réfléchir à un niveau supérieur pour trouver des solutions plus durables qui conviennent à tout le monde. Trouver des solutions intermédiaires entre les salariés et les bénévoles pour les personnes qui doivent exercer des fonctions plus continues. » (Sandra, travailleuse LL LTB)

- Des pistes explorées lors de la journée d'interpellation

⁴¹ La loi sur le travail associatif : depuis 2018, toute personne disposant déjà d'un statut principal (travailleur, indépendant ou pensionné) peut exercer des activités complémentaires dans l'intérêt de la collectivité dans le cadre du régime du « travail associatif ». Ces activités sont exonérées d'impôts.

Plusieurs des acteurs présents, dont un représentant de Bruxelles-Environnement, ont témoigné de l'inadaptation du cadre législatif au défraiement bénévole. C'est le cas du dispositif « Inspirons le Quartier/Quartiers Durables Citoyens » qui l'ont utilisé par défaut pour *rémunérer du temps investi* (et non pour *rembourser des frais* – cadre initial du « défraiement » bénévole), particulièrement pour ceux qui se développent dans les quartiers populaires :

« Quand on nous demande des “défraiements”, les autres frais de nourriture, transport, matériels, etc. étant déjà couverts par le subside, on nous demande de défrayer du temps de bénévolat. On est plutôt sur de la rémunération volontaire que sur du vrai “défraiement”, il faut être clair là-dessus. (...) La question des défraiements vient plus dans des projets liés à des quartiers populaires. » (BE)

Les acteurs présents ont noté plus particulièrement la difficulté à évaluer ce qui est légitime ou non pour recevoir un défraiement bénévole en mettant en exergue d'une part des soucis d'équité, la frontière ténue entre engagement citoyen et action associative, et d'autre part les limites du budget consacré au soutien de projets citoyens locaux et les limites de leur mandat (administration régionale qui soutient des projets environnementaux). Un moyen de contourner ce souci serait de mettre en place un lieu de délibération pour arbitrer les demandes. Une autre piste évoquée est celle du statut semi-agonal, proposé par la loi sur le travail associatif qui encadre davantage le travail volontaire (via à un contrat, un défraiement plus élevé jusqu'à 6130€/an, une définition plus stricte des tâches et des volontaires). Cependant de l'avis des participant.e.s il pose de nombreuses questions car il risque entre autres de fragiliser le secteur associatif et de favoriser l'émergence d'emplois précaires.

D'autres pistes ont été évoquées lors du 27 novembre 2019 parmi lesquelles le revenu universel défendu par Philippe Defeyt, présent lors de la journée d'interpellation, l'économie sociale (piste 1) et le projet Territoire Zéro chômeur de longue Durée (TZCLD) que nous allons davantage développer (piste 2).

Piste 1 : ouvrir davantage les outils de l'économie sociale aux quartiers populaires ?

Comme nous l'avons remarqué plus haut dans les constats faits par CitizenDev, les initiatives citoyennes des quartiers populaires et les projets d'économie sociale partagent deux caractéristiques essentielles : le mode d'organisation interne en autogestion et la finalité qui vise l'impact sociétal positif. Elise François, de Déclic en Perspectives,⁴² a souligné que l'économie sociale implique la nécessité de penser l'initiative dans une logique « entrepreneuriale » et d'inventer des modèles économiques viables. Dès lors les collectifs doivent se questionner sur ce qui est monnayable ou non. Par ailleurs un statut juridique est nécessaire. Se constituer en asbl ou autre (coopérative) semble donc inévitable mais pourtant pas facile et évident pour les collectifs citoyens, qui ne souhaitent pas développer une logique de rentabilité, ni être soumis à une institutionnalisation trop forte, synonyme de plus grande gestion administrative, par exemple.

⁴² « Déclic en Perspectives » accompagne l'émergence de projets collectifs pour une société plus juste, résiliente et durable à l'aide des outils de l'économie sociale.

Piste 2 : TZCLD, une histoire française importée en Belgique, en attente d'expérimentation à Bruxelles

Cette piste a été largement investiguée par les chercheuses, les travailleurs et certains connecteurs. Elle a également été travaillée lors de la journée d'études. De quoi est-il question ? L'expérimentation TZCLD a été lancée en France en 2011 par l'association ATD Quart Monde sur 10 territoires pilotes. De son côté l'accord du gouvernement bruxellois 2019 a prévu de mettre en place un projet similaire dans 3 communes bruxelloises. Trois constats sont à la base de cette expérience :

- 1) Personne n'est inemployable, toute personne possède des compétences et savoir-faire.
- 2) Ce n'est pas le travail qui manque, mais bien l'emploi. De nombreux besoins restent insatisfaits au niveau de la société.
- 3) Le chômage de longue durée coûte cher (in)directement à la collectivité : entre 15.000 et 20.000 € par an et par chômeur en France.⁴³

Le projet vise les personnes qui sont au chômage depuis plus d'un an et qui sont volontaires. Elles se lancent alors dans une première phase qui leur permet de mieux définir quelles sont leurs compétences actuelles et celles qu'elles voudraient acquérir. Par ailleurs un comité local se constitue, il réunit des acteurs locaux : entreprises, pouvoirs et administrations publics et associations de quartier. Ce comité examine les besoins du territoire qui sont non couverts et les met en lien avec les aspirations des personnes au chômage qui participent au projet. C'est la rencontre des besoins du territoire avec l'envie des demandeurs d'emploi qui donne naissance à une Entreprise à But d'Emploi (EBE). Le comité local veille à ce que les activités de l'EBE n'entrent pas en concurrence avec des entreprises déjà présentes sur le territoire.

Cette EBE engage les demandeurs d'emploi en CDI à temps de travail choisi et leur paie un salaire équivalent au SMIC⁴⁴. C'est une opération « neutre » pour l'État puisque les dépenses passives de la privation d'emploi sont transformées en dépenses actives de l'octroi d'un emploi. L'Etat reverse à l'EBE 18.000€/an (correspondant aux coûts du chômage) par personne embauchée. L'EBE ne peut compter uniquement sur les ressources de l'Etat mais doit également être rentable économiquement car embaucher une personne à temps plein lui coûte 25.000€. L'EBE doit donc assumer les 7.000€ restants ainsi que les frais de fonctionnement et les investissements.

On le voit : l'expérimentation TZCLD et CitizenDev partagent des approches communes. D'abord, en prenant comme point de départ les savoir-faire et envies des personnes, les deux projets se positionnent en contre-pied des politiques d'activation sociale qui conduisent à une culpabilisation des individus et à des impasses dans un contexte de rareté de l'emploi salarié. De plus, l'échelle locale y est également une dimension essentielle : elle permet la proximité entre acteurs facilitant ainsi la démarche de mise en valeur des ressources locales et de matching aux besoins du territoire. Comme CitizenDev il privilégie également le quartier comme l'échelle locale d'intervention. Au TZCLD on parle de micro-

⁴³ En Belgique, chaque chômeur coûte 20.000 à 30.000€ par an, selon Gregor Chapelle (Actiris) : allocations ; coût de l'accompagnement ; manque à gagner pour l'Etat au niveau des cotisations et taxes ; coûts indirects liés à la santé, la délinquance, ...

⁴⁴ Le salaire minimum en France s'élève à 1.498,47 €/mois.

territoire. On insiste aussi, comme à CitizenDev sur l'idée que ce territoire doit correspondre au territoire vécu des gens et doit mobiliser les acteurs locaux. La co-construction y est également privilégiée.

« C'est une expérience qui est montante, c'est de la co-construction. Aujourd'hui comment vont s'organiser ceux qui mettent l'expérience en place : quelle place est laissée aux gens du territoire ? C'est une vraie question pour le service public de l'emploi. C'est aussi vrai pour les élus, pour les syndicats... Jusqu'où va-t-on céder du pouvoir et faire confiance aux gens ? (...) Jusqu'où est-on facilitateurs, encadrants et jusqu'où on cède du pouvoir aux acteurs de terrain ? » (Miresem)

Par contre, TZCLD dépasse un écueil central de CitizenDev – comment valoriser monétairement les gens qui s'engagent de manière durable – en proposant un contrat de travail et une rémunération stable à ces personnes qui s'engagent pour la communauté.

Concernant les conditions d'importation d'un tel dispositif à Bruxelles, les acteurs concernés présents le 27 novembre 019 venaient d'Actiris, Miresem, une association qui soutient un même projet dans le Hainaut et un représentant d'ATD Quart Monde : qu'en ont-ils dit ?

A leurs yeux, la volonté d'une telle importation repose sur le constat d'un chômage de longue durée, particulièrement fort à Bruxelles.

« [Pourquoi on s'intéresse au dispositif TZCLD ?] On peut être contents que le chômage baisse depuis quelques années mais le chômage de longue durée se maintient à travers le temps, malgré les dispositifs développés. Cela nous amène à revoir nos dispositifs. » (Actiris)

Cependant le cadre législatif belge et français sont différents. Ainsi en Belgique le coût du non-emploi (social et fiscal) dépend du niveau fédéral tandis que la politique de mise à l'emploi, d'activation des allocations de chômage dépend du niveau régional, ce qui pose question quant aux possibilités de mise en œuvre à Bruxelles. L'implication de l'Etat semble être un enjeu majeur pour passer de l'expérimentation à la pérennisation du dispositif TZCLD.

Selon les acteurs en présence, si TZCLD est mis en place, il faut être attentif à l'articulation avec d'autres dispositifs d'emploi pour ne pas « entrer en concurrence » avec ce qui existe déjà. Ainsi il faut éviter qu'il représente un effet d'aubaine de financement pour des projets qui existent déjà ou de recyclage de projets qui n'ont pas de financement. Par ailleurs TZCLD s'implante dans des quartiers où existent déjà d'autres dispositifs de développement de quartier. Ici aussi il faut éviter sinon leur concurrence du moins leur chevauchement. Ceci invite au décloisonnement non seulement entre les administrations, Innoviris comprise, entre les différents cabinets ministériels mais aussi entre les associations et les initiatives citoyennes.

« Nos budgets et mandats sont limités. (...) Il faut décloisonner et avoir des réponses plus structurelles avec d'autres administrations et d'autres acteurs. Pour amener une réponse intéressante à ces quartiers, qui ont une vision globale de leur projet, il faut une réponse globale aussi et donc décloisonner les autorités publiques. C'est un chantier à venir, et on va y travailler, aller vers des acteurs sociaux, aussi avec l'administration communale, on essaie déjà de travailler dans ce sens-là. (...) Travailler pas qu'entre administrations mais

aussi avec, il y a un vrai travail de tissage à faire, avec les acteurs économiques, les commerces locaux, les petites entreprises... Il y a aussi un travail d'état des lieux à faire dans le quartier et de traduction pour le citoyen, il faut faire quelque chose d'opérationnel pour les collectifs citoyens. » (BE)

La piste TZCLD a continué d'être creusée après le 27 novembre 2019, elle a notamment fait l'objet d'un rapport déjà évoqué de Thomas Lemaigre et Marc Trullemans « La question de la rémunération des initiatives citoyennes CitizenDev » (disponible sur www.citizendev.be). Il développe 3 pistes : le TZCLD, une coopérative de portage de projet et ce qu'il appelle « bricolages ». Cette dernière piste a en fait été celle investie par CitizenDev par la force des choses, sans qu'elle ait été investiguée préalablement. C'est sans doute ce qui a manqué le plus au projet, en tous cas aux chercheuses qui ne sont pas des sociologues du travail. Cela constitue aussi sa limite.

2. D'autres leviers pour pérenniser les initiatives citoyennes

L'après-midi de la journée d'interpellation du 27 novembre fut consacrée à l'exploration d'autres leviers visant à favoriser la pérennisation des initiatives citoyennes. Avant de les présenter on peut noter que les intervenants de la journée se sont d'abord interrogés moins sur la notion de pérennisation elle-même que sur son destinataire : que doit-on pérenniser ? Une dynamique collective qui peut s'étioler ou perdre de son sens quand l'action à son origine s'est, pour différentes raisons, éteinte ? Une association d'individus au risque de perdre de vue ce qui les a constitués : la mobilisation ? Dans une société « liquide » (Z. Bauman) ne faut-il pas se méfier de ce qui dure toujours ? Ne faut-il pas penser l'engagement et la dynamique collective qui le soutient comme labile, éphémère⁴⁵ ? Dans ce cas un soutien trop cadré ne leur nuirait-il pas ?

« On parle de "pérennisation" mais ça veut dire quoi ? Pour moi un collectif c'est quelque chose de vivant, les gens perdent leur travail, déménagent, les motivations évoluent... Il faut envisager la pérennisation en mouvement. » (Periferia)

« Il y a un piège à vouloir pérenniser car on est dans un secteur mouvant, qui repose sur des dynamiques ponctuelles, la motivation des gens n'est pas forcément sur le long terme. Qu'est-ce qu'on pérennise ? Est-ce que c'est le local...? » (FRB)

« En Belgique on est fort dans des réflexes où on associe action associative et pérennité. Or on est dans une société hyper fluide, des quartiers où les populations bougent tout le temps, peu de propriétaires-habitants... Est-ce que la pérennisation c'est pas "on se renouvelle tous les 5 ans ? » (expert indépendant)

Toujours à ce propos les intervenants ont aussi débattu sur la pertinence des appels à projet, qui tendent à épouser cette labilité, en même temps qu'ils la produisent, au regard de subsides plus pérennes. Dans une perspective de soutien à l'innovation les pouvoirs publics ont de plus en plus tendance à délivrer leurs financements via des appels à projets plutôt que par des subsides pérennes, structurels (comme ceux dédiés à l'éducation permanente), ceci vaut d'ailleurs tant pour les projets citoyens que pour le secteur associatif mais aussi

⁴⁵ J. Ion, S. Franguiadakis, P. Viot, 2005, *Militer aujourd'hui*. Paris, Éd. Autrement, coll. Cevipof/Autrement.

pour les communes vis-à-vis de subsides régionaux. Pour certains des intervenants les appels à projets ont leurs limites : il faut rentrer dans le cadre, dans les « bonnes cases » ; le financement est « one shot », dédié à un projet spécifique sur une durée déterminée ; les candidats s'épuisent à force de faire ce « shopping » d'un appel à l'autre ; les appels à projet entrent en concurrence avec des associations qui font « la même chose depuis plusieurs années » ; le coût d'entrée y est lourd, de plus en plus lourd... La multiplication des appels à projets et leur dynamique de mise en concurrence présentent un risque de gaspillage d'énergie sociale. Conscients de ces limites, d'autres intervenants soulignent cependant qu'ils ont l'avantage de bousculer les acquis de ceux qui sont déjà dans la place : « *Avant c'était la politique du premier arrivé-premier servi. On peut critiquer beaucoup de choses dans les appels à projets, mais c'est déjà plus équitable.* » (BE). Les appels à projet se révèlent plus aptes à soutenir des innovations ; ils permettent de lancer des laboratoires de pratiques et d'idées. Il n'est pas rare qu'ils continuent au-delà de l'appel à projet. C'est ce que notent les représentantes de la Fondation Roi Baudouin et de Bruxelles-Environnement si :

« Un subside d'un appel à projets c'est dommage parce que ce n'est pas le soutien d'une dynamique collective, c'est juste du "one shot" mais ce qu'on remarque quand on fait l'évaluation de 135 projets soutenus sur 4 ans c'est que pour 1 projet sur 3 ça mène à la création d'une association. L'association ou le collectif porteur est toujours là, même après le soutien ponctuel. Les gens nous disent que le soutien de la FRB a un effet levier, catalyseur en termes de reconnaissance et de crédibilité par rapport aux autorités locales. » (FRB)

« Parfois après 5 ans on retrouve des projets qui redemandent un soutien, par exemple pour l'accompagnement de groupe, et on soutient ça, il n'y a pas d'exclusion. (...) 70% des projets soutenus il y a 10 ans sont toujours actifs aujourd'hui. » (BE)

Il manque sans doute à ce point de vue une analyse des profils sociologiques des « engagés » dans de telles initiatives citoyennes. Cela vaut-il aussi quand ces derniers vivent des conditions précaires ?

Quelques pistes ont été mises en débat pour favoriser le soutien aux initiatives citoyennes :

-La création d'un guichet unique et la constitution d'un fonds commun. Pour soutenir des projets locaux et transversaux, il est nécessaire d'envisager des interactions entre les différents dispositifs (contrat de quartier durable, contrat de rénovation urbaine, les appels de Bruxelles Environnement - Inspirons le Quartier, Good Food... - ceux de la Fondation Roi Baudouin...) et entre les différentes administrations régionales et communales. Pourquoi pas un « guichet unique » pour tous les collectifs citoyens désireux de renforcer ou lancer un projet, qui donnerait accès à un « fonds commun », reprenant les financements de plusieurs administrations régionales, communautaires et communales ainsi que de la FRB ? Une telle mesure permettrait notamment de dépasser les limites des cadres thématiques des appels à projets (par exemple l'administration de l'environnement ne peut soutenir que des projets environnementaux) d'autant que la déclaration de politique régionale actuelle permet d'améliorer la collaboration entre les administrations.

- La valorisation de la figure du « citoyen-connecteur » pour favoriser une dynamique de mise en lien, une culture d'entraide et de synergies au sein du quartier, de la communauté.

- La valorisation du rôle de l'accompagnateur pour faciliter l'émergence et le renforcement de collectifs citoyens. On l'a dit, dans le cadre de CitizenDev, son rôle est surtout de repérer et de coaliser les ressources locales en allant à la rencontre des personnes et des associations qui les fédèrent. Cela suppose un certain volontarisme de sa part. S'il/elle participe à la construction des connexions il n'est rien sans elles. Ce rôle n'est pas neuf, à Bruxelles il existe déjà des travailleurs, associatifs ou para-publics, qui assument cette mission mais souvent leur périmètre est vaste, peut-être trop, et il est aussi souvent prédéfini/thématisé avant l'action. Par ailleurs la durée de leur mission est parfois limitée dans le temps comme c'est le cas du coordinateur socio-économique des CQD présent 4 ans au sein du périmètre mais qui disparaît par la suite. Leur mission est parfois liée à une thématique ou à un public cible spécifiques comme par exemple les éducateurs de rue de Bravo asbl à Bruxelles Ville qui travaillent prioritairement avec les personnes en grande précarité ou « dont les espaces de vie s'organisent sur l'espace public » ou les chargés de DLI qui travaillent principalement sur des projets liés à l'habitat. Une piste à ce sujet ne pourrait-elle pas être d'envisager un travailleur communautaire dans chaque (micro-)quartier de Bruxelles ? Cette question en soulève d'autres qui mériteraient de faire l'objet d'un débat plus approfondi avec les acteurs concernés : est-ce que ce rôle doit être assumé par des associations de quartier et/ou des employés par les pouvoirs publics ? Qui financerait ces travailleurs communautaires ? Comment évaluer la plus-value d'une telle mesure ?

- Le soutien aux situations d'inter-connexions entre les initiatives citoyennes. La RAP l'a montré : leur mise en réseau et le croisement de leurs expériences les renforcent.

- L'existence d'un lieu facilitant la naissance et l'épanouissement des initiatives citoyennes. A ce sujet, Pierre Sabot, coordinateur du contrat de quartier Athénée, a souligné qu'à Ixelles une réponse à cette demande est en cours d'étude : le Collège a pour projet de créer une « Maison des habitants » où les habitants pourraient se réunir.

- Les pouvoirs publics, les communes en particulier qui opèrent à l'échelle locale, devraient davantage jouer un rôle de facilitateurs, d'incitateurs et d'hôtes.

*« Les pouvoirs publics sont complètement gauches pour aller chercher les citoyens. On fait appel à des associations type Periferia pour aller à la rencontre des citoyens. »
(DRU)*

Pour y arriver les communes devraient promouvoir par exemple, l'assouplissement des règles urbanistiques, la mise à l'ordre du jour du collège d'un projet citoyen, son accompagnement face à des procédures administratives de plus en plus complexes.

« De plus en plus des budgets d'accompagnement [dédiés aux collectifs citoyens soutenus par BE] passent dans l'accompagnement du suivi de la procédure. C'est pas

une bonne utilisation des budgets publics. Il y a de la simplification à faire mais des règlements à respecter... difficile de trouver un juste milieu. » (BE)

- Il faut donner du temps au temps. Comme tout dispositif, Co-create a induit une série de contraintes temporelles que l'ensemble des partenaires et des citoyens ont dû gérer. Le partenariat a nécessité on l'a vu, pour chaque association, de devoir jongler entre les objectifs du projet et les objectifs des associations et des chercheuses et éventuellement les siens propres, alors que les référentiels du projet sont très nombreux, les ambitions importantes et les travailleur.se.s engagé.e.s à temps partiels. Par ailleurs l'engagement de ces nouveaux.elles travailleur.se.s, qui n'ont pas participé à la rédaction du projet, a nécessité un temps d'appropriation conséquent et a pu impliquer des décalages de compréhension (jongler entre la méthodologie initiale du projet et la nécessaire adaptation en fonction de ce qui se passe sur le terrain). La construction d'un langage commun, d'une vision commune a également pris du temps. La temporalité du projet (3 ans) avec des objectifs de mise en place a instauré une certaine pression sur l'ensemble des partenaires pour l'obtention de résultats alors que le travail communautaire nécessite justement des temps importants de prise de contact, de création de la confiance et de construction de projets.

II. C. Retour sur les « contraintes » : qu'est-ce que la RAP a révélé à leur sujet ?

Dans notre projet initial, nous avons ciblé 4 contraintes/enjeux auxquels CitizenDev souhaitait apporter des éléments de réponse pour amener des processus de résilience communautaire et urbaine sur les terrains de nos living labs. Ce dernier rapport montre comment ces contraintes ont été « travaillées » par le terrain et opérationnalisées par l'expérience de notre recherche-action-participative depuis deux années.

1. Démantèlement structurel du salariat

« *Un budget pour le bénévolat aurait incité plus de gens à s'engager* »
« *Cela (Co-create) a été conçu pour des bobos qui ont les moyens* » (réactions des connecteurs lors du premier metalab en février 2019)

On l'a écrit déjà dans les différents rapports, tous les pays d'Europe occidentale sont confrontés, depuis la fin des années 70, à cette question de la perte du salariat comme élément structurant d'intégration des individus à la société⁴⁶. Les inégalités s'accroissent et une part importante de la population reste sur le carreau, tout en étant poussée, par les politiques d'activation, à trouver un emploi souvent inaccessible. Cette quête de l'emploi dans un contexte de raréfaction et un contexte administratif rigide les poussent aussi à ne pas exercer leurs talents propres, pour éviter de perdre leurs droits sociaux, par exemple.

Cette contrainte s'est formulée de différentes manières dans le projet.

• *La question de la rétribution*

Dans nos trois living labs, les publics sont touchés par cette question, à des degrés divers (c'est d'ailleurs pour cela qu'ils ont été choisis) : une population très vulnérable socio-économiquement, surtout à Brabant (des personnes au chômage, à la recherche d'un emploi, des bénéficiaires du CPAS), mais souffrant aussi de solitude, d'isolement. Une population en difficulté socio-économique et déniée culturellement à Matonge. Au CLTB, une population fragilisée socio-économiquement qui rejoint l'association en raison des conséquences de sa situation en matière d'accès au logement. L'expérience CitizenDev a d'emblée été confrontée à cette difficulté du manque d'emploi salarié et à ses conséquences socio-économiques et socio-culturelles (la recherche de moyens de subsistance, la difficulté à joindre les deux bouts, l'isolement, la difficulté d'entrer en contact, etc.).

On l'a dit déjà: le projet CitizenDev n'avait pas anticipé la demande de rétribution de certains liée à leur engagement et leur recherche de professionnalisation de leurs compétences au travers de leur participation au projet. La réponse de ce dernier a donc été, comme l'avancent Thomas Lemaigre et Marc Trulleman, de l'ordre du bricolage. Des contrats de bénévolat ont été signés et des défraiements donnés entre les associations, les universités et les « engagés ». Ainsi la participation aux Metalabs ont fait l'objet d'un défraiement.

Si aux yeux des différentes parties prenantes du projet, le bénévolat mérite d'être défrayé, soutenu financièrement, parce que cet argent est nécessaire, vital pour certains participants, il s'agit aussi d'une reconnaissance morale, d'un respect des engagements de part et d'autre

⁴⁶ R. Castel, 2000, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard-Folio ; R. Castel, 2003, *L'insécurité sociale : qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil.

(du côté du bénévole et de l'association qui engage celui-ci) : respect du temps du bénévole qui ne peut être prévenu à la dernière minute, respect de ses compétences, nécessité de bien partager les tâches entre les bénévoles et les travailleurs. Dans les attentes de reconnaissance, les bénévoles ont aussi pointé leur disponibilité (facilitée par leur proximité des lieux) et ont parfois eu l'impression de pallier certaines absences des travailleurs.

Le bénévolat, sa reconnaissance légale, sa protection et sa rétribution est donc une piste pour contrer, en partie, la crise du salariat, mais dont on a vu qu'elle posait aussi une série de questions. Comment saisir le paradoxe selon lequel les initiatives citoyennes nécessitent du temps et de l'investissement citoyen (ce que les personnes sans emploi ont davantage) et que parfois, le retour à l'emploi salarié, signifie pour ce bénévole autrefois engagé un retrait des collectifs, une forme de désengagement ? Comment appréhender le fait que des bénévoles (formés ou non) remplacent dans certains cas des professionnels ? Dans ce cas, n'est-ce pas contribuer, en réalité, à ce que nous déplorons (le délitement de la société salariale) ?

La flexibilité de l'emploi amène la multiplication des statuts hybrides dans le secteur associatif, une diversité de professionnels et de bénévoles se côtoyant ainsi. « Depuis près d'un demi-siècle, cet improbable couple [les professionnels et les bénévoles, respectivement sous statuts hybrides] ne cesse en fait de perdurer, en dépit des transformations de l'un et l'autre et des ruptures successives annoncées »⁴⁷. Ces acteurs étant tous à la recherche de leur légitimité⁴⁸ CitizenDev a ainsi assumé que la rétribution du bénévolat, qui participe de la multiplication et de la diversité des statuts, est un moyen intermédiaire pour stimuler le bien-être, valoriser la créativité citoyenne. La question de la rétribution, comme on l'a lu ci-dessus, est devenue centrale lors de la dernière année du projet. Le mérite de ce dernier est d'avoir participé à son expression dans l'espace public bruxellois comme l'expérience TZCLD le fait à sa manière.

- *L'extension des compétences*

L'extension des compétences de chacun est un deuxième effet de CitizenDev. Le repair café a suscité l'envie d'apprendre à réparer, par exemple ; des citoyens proposent d'agir pour les commerçants, en leur proposant des formations, de faciliter l'accès à la profession de coiffeurs. En créant des liens entre les gens, CitizenDev a permis aussi de « mettre au travail », par des « petits boulots » certains citoyens qui ont des ressources et des compétences. Bien sûr, on est resté en marge de l'emploi salarié classique, ce qui pose une série de questions mais ces savoir-faire sont reconnus par la communauté. Ils sont créateurs de liens entre les personnes. Par ailleurs l'engagement dans un collectif de citoyens, qu'il soit rémunéré par un contrat de bénévole ou non peut être perçu comme un tremplin potentiel vers l'emploi salarié ou vers le statut d'artistes ou d'indépendant, pour certains membres qui y valorisent d'ailleurs des compétences professionnelles. Ce fut le cas d'une diplômée en littérature arabe qui donne des cours de langue au sein du LL Brabant ou d'une diplômée de

⁴⁷ J. Ion, 2005, « Brève chronique des rapports entre travail social et bénévolat », in *Pensée plurielle*, n° 10, p. 149.

⁴⁸ S. Rullac, 2012, « Quels enjeux et modalités de collaboration entre les bénévoles et les salariés dans le secteur de l'économie solidaire ? Le cas de l'action sociale », *Le sociographe*, 2012/5 (Hors-série 5), p. 185-206

l'ICHEC valorisant ses compétences de gestionnaire en les mettant à disposition de la Green Cantine.

Cela dit, cette potentialité (trouver un travail en s'investissant d'abord comme citoyen) s'est parfois réalisée au cours du projet CitizenDev comme c'est le cas d'un des membres du collectif Jouwaiii à Matongé qui a trouvé un emploi à l'asbl Kuumba et au CLTB. Des membres du CLTB engagés (dans certains ateliers, impliqués lors des assemblées générales, voire des membres sympathisants) ont également trouvé du travail dans l'association même : soit en répondant à un appel à candidature ; soit en construisant leur emploi en proposant de travailler au CLTB via la procédure d'article 60. Ceci témoigne du fait qu'être membre bénévole d'une association ouvre parfois les portes d'une nouvelle orientation professionnelle, d'un retour à l'emploi.

2. La question urbaine : précarisation, désaffiliation et dualité socio-spatiale

Dans le dossier initial, nous avons évoqué la « question urbaine » pour parler des effets sociaux de précarisation, de désaffiliation sociale, plus prégnants dans les villes, en lien avec la crise du salariat. Nous mettons aussi en avant les phénomènes de dualisation socio-spatiale avec la présence de quartiers populaires concentrant des populations vulnérables socio-économiquement. Ces quartiers populaires, s'ils font l'objet d'attention, sont perçus comme des « problèmes », sont vus au travers de la lunette du « manque ». Nous voulions proposer une autre lecture en nous appuyant sur le concept, déjà évoqué dans ce rapport, de « centralité populaire » qui démontre l'existence de ressources autonomisantes parmi ces populations et ces quartiers, qui leur permettent de développer des pratiques quotidiennes économiques, sociales, culturelles « alternatives » au modèle dominant. La RAP l'a confirmé : la question urbaine est à l'œuvre dans les quartiers investigués, particulièrement à Brabant. Il a également confirmé l'existence de centralités populaires sur lesquelles le projet a pu s'appuyer : comme la centralité ethnique, culturelle et commerçante pour Matonge, qui constitue des ressources économiques, des ressources de solidarité pour le quartier, les savoir-faire liés aux cultures d'origine actualisés dans la Green Cantine ou dans le projet Jouwaiii, les compétences techniques, de bricolage par exemple ou culinaires qui se sont révélées en cours d'action.

Par rapport à la désaffiliation et pour les habitants qui s'investissent dans le projet et qui souffraient d'isolement social, le projet CitizenDev semble avoir participé à leur reclassement social et symbolique : ils ont acquis une reconnaissance sociale, ont construit des rapports interpersonnels et se sont renforcés mutuellement. Ainsi la bourse aux vêtements au sein du LL Brabant a permis d'aider les plus précaires mais aussi de voir des publics que ces habitants investis ne rencontreraient pas autrement. La création de collectifs à Matonge a aussi amené des liens de solidarité entre eux, y inclus entre collectifs d'autres situations socio-économiques. Pour autant, il a aussi existé des tensions entre collectifs, qui peuvent recouper, parfois, les clivages socio-culturels mais qui sont liés surtout à la question des ressources à partager.

Cela dit, nous l'avons déjà dit dans notre premier rapport, cette désaffiliation existante n'est pas toujours si univoque qu'on pourrait le croire. Les terrains d'actions ne sont pas vierges d'acteurs, de projets, d'institutions, de liens plus informels et à première vue invisibles entre citoyens (ou du moins certains citoyens). A Brabant, comme à Matonge, une partie

importante des participants semble déjà en lien avec d'autres institutions, d'autres associations ou avec des personnes du quartier. Des collectifs citoyens ont existé aussi, nés de la volonté d'agir ensemble, bien avant la présence du projet CitizenDev. Postuler que ces personnes sont désaffiliées et sans ressource est sans doute manquer de nuances. Le lien social n'est donc pas absent mais le projet a contribué indéniablement à alimenter la toile du réseau dans les quartiers et dans la communauté du CLTB (le projet Abbé Cuylits en est un bel exemple), à faire émerger des projets concrets, à mettre en lien des acteurs qui ne se seraient sans doute pas rencontrés.

3. Déni de reconnaissance culturelle

Les réalités culturelles minoritaires ne sont pas toujours reconnues. Ce déni de reconnaissance culturelle provoque des formes de stigmatisation et des difficultés d'intégration. De plus, une lecture unilatéralement socio-économique de l'intégration et une vision qui tend à occulter les pratiques communautaires conduisent également à reproduire ces problèmes. Sans surprise, puisque c'était également la raison pour laquelle nous avons choisi ce terrain, c'est à Matonge que cette question s'est posée centralement. Les actions des collectifs citoyens accompagnés par CitizenDev ont exprimé cette attente de reconnaissance et cette volonté d'exprimer l'appartenance à cette communauté. C'est par exemple le cas de « Jouwaiii - African Traditional Games Festival » qui a obtenu des financements dans le cadre du budget participatif pour organiser des animations autour de jeux traditionnels africains dans le quartier, la démarche entreprise par un des connecteurs de faire reconnaître par la fédération belge des coiffeurs les spécificités de la coiffure africaine ou encore la Green Cantine visant à faire connaître la cuisine africaine (initiée via le LL CLTB).

De manière intéressante, la RAP a montré que la question de la reconnaissance culturelle rencontrait aussi celle de la reconnaissance financière et de la rétribution de l'expertise. Les connecteurs ou les participants des collectifs peuvent s'engager bénévolement mais certains évoquent le fait que lorsqu'ils sont invités comme experts, comme représentants d'une communauté « afro-descendante », ils souhaitent être rémunérés à ce titre ou ne plus participer à titre gratuit⁴⁹. Si elle a été le moteur de l'action à Matonge, cette question de la reconnaissance culturelle et de la coexistence dans un contexte multiculturel s'est partout posée. Ainsi pour Brabant, l'ensemble des habitants investis parlent de ce quartier comme étant multiculturel, soit pour révéler la richesse de cette diversité, soit pour évoquer l'exclusion mutuelle de certains publics, la cohabitation difficile entre eux (notamment en raison de la non-maîtrise d'une langue commune), le croisement des difficultés socio-économiques avec l'origine ethnique pour l'éducation des enfants. L'inauguration du local de quartier a été perçue comme un moment clé, notamment parce qu'il permet la rencontre de cette diversité : diversité des origines des religions, diversité des âges. La bourse aux vêtements a été davantage source de frictions culturelles.

Par ailleurs la RAP révèle une peur du communautaire patente dans le chef des autorités publiques, surtout francophones, qui se traduit dans des politiques publiques frileuses à

⁴⁹ Cette position semble d'ailleurs se diffuser parmi les communautés africaines. S. Demart, « La tarification de l'expertise militante : Argent et politiques de reconnaissance au sein des militances afro-féministes belges », Séminaire du CES, Université Saint-Louis – Bruxelles, 4 décembre 2018. (non diffusé).

l'égard du soutien aux communautés. Un équilibre doit être trouvé entre un idéal de mixité et la nécessité de soutenir et de reconnaître certaines identités culturelles stigmatisées. Tout en prenant clairement appui sur la reconnaissance culturelle, CitizenDev a complexifié notre regard sur cet enjeu.

4. Rapport au politique

Le projet CitizenDev entendait s'attaquer à une autre contrainte qui renvoie à un enjeu particulièrement criant : la participation des citoyens dans un régime démocratique. Le contexte est celui d'une « crise » de la démocratie représentative, d'une méfiance de la part des citoyens à l'égard du politique institutionnalisé. Depuis plus ou moins deux décennies à Bruxelles comme ailleurs, le politique tente d'ailleurs de reconstruire la confiance et de faire participer les citoyens dans les politiques publiques via des dispositifs tels les Contrats de Quartier. Cela dit, non seulement la participation n'est pas toujours satisfaisante du point de vue de l'inclusion de tous mais surtout la méfiance demeure. CitizenDev a fait le pari de la participation des citoyens et de la création de formes de résilience communautaire et urbaine qui viennent « d'en bas », des citoyens eux-mêmes. Le politique serait donc réduit, dans cette vision, à un rôle de spectateur des innovations, il n'y aurait plus rien à attendre de lui. Dès le départ, nous avons pointé les faiblesses de cette approche en montrant que le politique avait un autre rôle à jouer et que la méthode risquait d'être aussi une forme de dépolitisation. L'adjonction de la méthode d'analyse en groupe et de l'interpellation visant dans sa deuxième phase, à interpeller les acteurs institutionnels, parmi lesquels le politique et les administrations, entendait parer à cette critique. Qu'en penser à la fin du projet ?

- *Un méfiance bien présente*

La RAP conforte le constat de la méfiance ou de désillusion envers le politique institutionnalisé mais parfois aussi envers le secteur associatif à qui certains connecteurs reprochent une sorte de confiscation du terrain social local. A Matonge, il y a un historique de déceptions, de désillusions, l'impression d'un abandon par le politique. Le collectif « rue du conseil » ne se sent pas écouté, c'est une des motivations de leur action au départ. Les liens entre la commune d'Ixelles et les citoyens ont bien sûr évolué en fonction des législatures, des autorités politiques communales et des politiques menées. Au sein du LL Brabant, un des connecteurs s'est investi en politique dans le passé, mais là encore, l'expérience a plutôt servi de repoussoir : « un vrai dégoût » par rapport à « l'hypocrisie » de ceux qui cherchent surtout leur ré-élection. L'expérience CitizenDev a aussi relevé la difficulté de travailler avec les pouvoirs publics et leurs rigidités administratives. Les règles existantes, si elles protègent certainement des risques, sont perçues comme des carcans qui rendent toute action difficile. Les initiatives peuvent donc être vite « tuées dans l'oeuf », le travail de l'association ou l'enthousiasme citoyen peuvent rapidement se confronter aux difficultés de mise en oeuvre avec les institutions. Au sein du LL Matonge, une caravane appartenant à la Commune a été utilisée pour les permanences et activités dans les rues d'Ixelles mais les procédures sont devenues trop complexes et difficiles pour obtenir le droit d'utiliser la caravane, l'outil a donc été abandonné à regret. La lourdeur administrative pour obtenir autorisation d'occuper l'espace public à Ixelles a été une des raisons pour réduire l'ambition de l'inauguration du Monument des Atouts de Matongé.

Les occupants du site de l'Abbé Cuyllits (LL CLTB), contraints par le temps court des 2 ans d'occupation, ont fait face à plusieurs situations où les interactions nécessaires avec les administrations freinaient le développement de leurs projets : lenteur administrative du service des eaux pour le raccord aux égouts malgré de nombreuses interpellations, maladie de la personne en charge de la compétence à la commune.... Au sein du LL Brabant, une habitante fortement impliquée relatait ceci :

« ... des gens qui ont des compétences peuvent mettre aussi leurs compétences au service du quartier. Donc il y avait ce fameux brésilien qui disait moi je sais cuisiner, je peux apprendre à cuisiner (...). Mais tu vois là on n'y est pas encore (...). À l'école on ne fait plus de soupe à midi. (...) les parents avaient demandé à la directrice mais si vous n'organisez plus, nous on est prêts à faire la cuisine et faire la soupe. Ce projet pourrait se développer avec les gens du quartier, mais on a répondu tout de suite, il faut répondre à tel critère. C'est pas possible... Tu vois on boycotte beaucoup d'initiatives qui sont là dans le quartier et qui pourraient même se développer mais on les coupe en disant « Mais non c'est pas possible parce qu'il y a telle et telle règle ». Et les parents ont répondu, c'est comme nous on va pas rompre parce qu'il y a les enfants, quoi, donc. Et donc c'est cassé. C'est cassé et donc je voulais revoir avec la directrice de l'école, mais c'est difficile hein. Eux ils ont, c'est niet à tout ce qu'ils proposent. Ils sont cassés. Pourquoi encore essayer quoi. Et c'est beaucoup de fois comme ça. » (Mathilde, connectrice LL Brabant)

- *L'auto-organisation est-elle une réponse suffisante ?*

L'auto-organisation des citoyens via la méthode ABCD semblait donc une voie intéressante pour agir, par en bas, en dehors des acteurs institutionnalisés et leur rigidité. Elle a été testée et a révélé des potentialités : des collectifs et des activités ont vu le jour. Cependant la RAP a montré d'une part que l'auto-organisation des collectifs n'a pas empêché les relations avec les politiques et l'administration : ces relations ont même été nécessaires pour que les projets puissent être menés. Ainsi plusieurs collectifs sont entrés en interaction avec les pouvoirs publics : certes avec des résultats mitigés, le collectif « rue du Conseil » a demandé du support de l'Echevinat de la Mobilité et de son administration pour un projet d'espace public; un groupe lié à l'occupation temporaire sur le site Abbé Cuyllits a rencontré les échevins et services communaux concernés ; au sein du LL Brabant des contacts ont été pris avec la commune par rapport au local de quartier. D'autre part le « politique » institutionnalisé a été interpellé lors de l'analyse en groupe, à la demande des membres de CitizenDev. Lors de la journée du 27 novembre 2019, les participants ont souligné la centralité de l'intervention des pouvoirs publics pour assurer la pérennisation, même relative, des initiatives et collectifs citoyens. A fortiori quand ces derniers manquent de ressources, en particulier financières mais aussi spatiales et humaines, pour exister.

- *Des frontières plus perméables qu'il n'y paraît*

Par ailleurs la RAP a amené aussi à émettre quelques nuances sur les rôles respectifs des citoyens et des politiques : au sein du LL Matonge, par exemple, le Bourgmestre a tissé des liens, avant d'endosser ce rôle politique, avec le projet Connecteurs en tant qu'habitant et

participant à des réunions d'un des collectifs. De même, le nouvel Échevin de la Culture et des Musées est un connecteur, présent à quelques tables des connecteurs. De plus, la volonté de la nouvelle majorité de faire participer – proclamée pendant la campagne, la volonté de créer une maison de quartier – inscrite dans le programme, suscitent des attentes, des espoirs et l'envie d'interpeller le politique, de valoriser ce qui a été produit au coeur du projet Connecteurs.

- *L'associatif interpellé*

On l'a dit, les associations partenaires de CitizenDev ont elles aussi été interpellées par les connecteurs. En tant qu'associations subsidiées par une autorité publique, elles doivent d'abord gérer leur identité militante : comment continuer à porter des idéaux, à rester autonome et critique quand on est subventionné ⁵⁰? Par ailleurs, dans ce projet particulier testant une méthode de développement communautaire qui prétend se passer du politique, elles proposent à des citoyens de construire des actions en commun, citoyens qui parfois leur rétorquent qu'eux, au contraire des associations ne sont pas payés « pour faire des PV ». Elles leur proposent de construire par eux-mêmes des communautés résilientes, tout en reconnaissant que le politique ne peut se désengager, qu'il faut l'interpeller, s'appuyer sur les compétences et les ressources du politique. Cette ambiguïté-là a certes été résolue localement par l'étape de l'interpellation mais elle ne cesse de se poser pour tous les projets bottom-bottom soutenus par les associations.

- *Une modification des rapports au politique ?*

« De l'avis même des échevins rencontrés, en particulier sur les questions de mobilité, l'absence d'emails de protestation est perçue comme une approbation des décisions politiques prises. Nous trouvons cela dommage comme vision de la participation citoyenne aux décisions politiques. Nous voulons un autre type de participation. C'est pourquoi le Comité de la rue du Conseil a voulu d'emblée travailler avec les politiques. » (Laura, connectrice rue du Conseil)

D'abord, si on conçoit ce rapport au politique au sens étroit de rapport à la politique institutionnalisée, le projet a permis aux différents collectifs d'entrer en interaction avec les acteurs politiques : un échevin, un bourgmestre, une administration communale, une école. Cette entrée en contact a permis de dépasser la posture que certains politiques dénoncent que nous pouvons résumer à ceci : « les citoyens qui entrent en contact le font pour se plaindre ». Elle a aussi permis d'éviter que l'absence de contestation soit prise pour une forme silencieuse de consentement. CitizenDev a proposé une autre forme de participation citoyenne, plus ascendante et propositionnelle.

Ensuite, si on élargit les frontières du politique, pour concevoir une citoyenneté ordinaire et ancrée dans les pratiques quotidiennes⁵¹, si on considère que la politique est aussi une

⁵⁰ M. Nonjon, 2005, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », in *Politix*, Vol. 18, n°70, p.89-112.

⁵¹ M. Carrel, M., C. Neveu, C. (ed), 2014, *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala.

affaire de pratiques culturelles, la diffusion d'un sentiment de commune humanité et l'appréhension concrète de l'égalité, comme l'envisage Jacques Rancière, d'un sentiment de partager le même monde, la volonté de construire ensemble un public concerné par de mêmes enjeux, au sens de John Dewey, le projet CitizenDev accompagne certainement le développement d'un autre rapport au politique, même s'il est difficile à mesurer, par l'intermédiaire de la création de ces collectifs citoyens.

II.D. Retour sur le cadre Co-create

Le dispositif « Co-create », nouveau cadre d'action publique ayant vu le jour en 2014 et financé par Innoviris mobilise des référentiels pluriels : la résilience urbaine, l'innovation sociale, la recherche-action-participative (RAP) et la co-création. Ces référentiels ont guidé le projet dans sa phase de conception et d'écriture. Ces référentiels ont façonné le projet à plusieurs égards, bien que les acteurs se les soient appropriés différemment. Il nous a semblé pertinent de revenir, en synthèse, sur ces référentiels et la manière dont ils sont opérationnalisés au coeur de nos actions ou mis en réflexion.

1. La résilience

Tout d'abord et pour rappel le cadre Co-create s'appuie sur la notion de résilience définie comme : « la capacité pour un corps, un organisme, une organisation ou un système quelconque à retrouver ses propriétés et relations fondamentales après une perturbation externe, éventuellement grâce à sa propre transformation »⁵². Dans le cadre du projet CitizenDev, nous avons surtout mis en avant la notion de résilience communautaire développée par Agnès Sinaï dans son ouvrage *Petit traité de résilience locale*⁵³. Dans cet ouvrage la notion de résilience communautaire « met l'accent sur les qualités réactives et proactives d'une communauté pour faire face à des perturbations ou à des chocs ». Il faudrait ainsi se préparer avant la catastrophe, être prêt pendant la catastrophe, s'en remettre après. Selon Agnès Sinaï « la notion de résilience s'applique à des petites échelles (communautés locales) eu égard à l'insaisissable complexité des grands systèmes humains ou socio-écologiques ». Le fait de renforcer les communautés locales était au coeur de CitizenDev. Dans son chef, on l'a écrit, les catastrophes auxquelles les communautés locales pourraient être confrontées, encore plus quand elles sont composées de personnes vivant la crise socio-économique, politique et culturelle de plein fouet, sont de nature socioéconomique, culturelle et politique. Comment peuvent-elles mieux résister à la crise de l'emploi, à la désaffiliation sociale, aux dénis de reconnaissance y compris par rapport à la politique institutionnalisée et au processus de stigmatisation ? Pour y répondre CitizenDev s'est appuyé sur le postulat qu'il faut valoriser les pratiques locales, les collectiviser leur donnant ainsi plus de poids pour interpeller et se faire entendre. C'est le slogan syndical « ensemble on est plus forts ». Les individus ont des compétences qui, reconnues, collectivisées et activées, peuvent être à l'origine de systèmes locaux, résistant mieux aux contraintes évoquées ci-dessus. Dans cette perspective de la résilience, CitizenDev 1) a pris

⁵² Définition issue du document de l'appel à projets Co-create 2016.

⁵³ A. Sinaï, et Alii., 2015, *Petit traité de résilience locale*, Paris, Éditions Charles Leopold Mayer, coll. « Momentum », p.29.

acte de ce que, pour ce qui concerne les communautés locales avec lesquelles il travaille, la crise a bien lieu (il ne s'agit donc pas de la prévenir, les effets de la désaffiliation, du non ou du mal emploi se font sentir à tout instant), 2) ce faisant, préférerait se référer à la perspective transformative qu'adaptative de la notion de résilience. La phase d'interpellation a concrétisé cette posture.

Si l'on reporte l'analyse aux indicateurs de résilience proposés lors d'une journée de débat sur le programme Co-create organisée à son initiative le 17 janvier 2019, quelques enseignements peuvent être soulignés :

- à propos de l'axe résilience individuelle/résilience urbaine, la RAP note que CitizenDev a insisté sur le continuum existant entre la résilience individuelle, communautaire, locale et urbaine : à ses yeux la résilience communautaire doit s'appuyer sur des engagements individuels lesquels trouvent pour se réaliser un appui dans le collectif au niveau local. Par ailleurs s'il ne pouvait prétendre travailler tout le long à l'échelle urbaine, le projet, dans sa dernière étape, a travaillé à l'articulation des collectifs locaux à l'échelle urbaine en particulier lors de la journée d'interpellation du 27 novembre 2019. Quant à la méthodologie elle fut au cœur des visites de terrain du 27 février 2020.

- A propos de l'axe dépendance/autonomisation des collectifs à l'égard de CitizenDev et comme indiqué ci-dessus, il a été travaillé dans les 3 LL. A l'issue du projet il nous semble que, si le processus d'autonomisation nous paraît important dans la réussite du projet, il ne doit pas devenir une obsession. On l'a vu dans les pages qui précèdent, dans le chef des citoyens participant à CitizenDev la pérennisation des collectifs importe sans doute plus que leur autonomie.

Par ailleurs dans le projet l'usage fait de la notion de résilience s'est écarté de celui de son usage mainstream et écologique. Il pourrait même poser une potentielle contradiction, théorique et pratique, entre l'impératif communautaire d'accompagner les envies des citoyens quelles qu'elles soient et l'impératif de mettre en place des initiatives résilientes au sens « classique » du terme a priori de l'expérience en situation. C'était d'ailleurs un des reproches faits au projet initial, l'absence dans le projet d'une thématique résiliente spécifique. Dans les faits si toutes les initiatives n'ont pas poursuivi initialement et a priori de l'action un objectif de transition écologique certaines s'y sont inscrites pleinement tels le repair café à Brabant, la bourse aux vêtements, le collectif vélo, ou encore les collectifs portant des projets de verdurisation au sein du LL Matonge ou la Green Cantine. Notons que les connecteurs ne se sont à aucun moment référés à cette notion. Clairement, comme l'indiquent d'ailleurs plusieurs travaux, entre autres sociologiques⁵⁴, la référence à la résilience et la transition écologiques est socialement et culturellement située.

2. L'innovation sociale

Dans l'appel à projets Co-create, l'innovation sociale est définie comme telle : « une innovation qui vient des citoyens qui cherchent à changer, adapter leur environnement ; qui est centrée sur les besoins humains intégrés à la biosphère ; nouveaux ou mal satisfaits dans

⁵⁴ J. Neuwels, 2017, « Bruxelles : une logique industrielle structurellement inégalitaire », *Espaces et sociétés*, n° 170, pp. 73- 90.

les conditions actuelles ; qui inclut la restauration et l'amélioration des rapports sociaux et place la valeur avant le profit »⁵⁵.

Le projet CitizenDev a placé l'innovation sociale à deux niveaux : méthodologique et substantiel. Au niveau méthodologique, trois aspects peuvent être jugés innovants : 1) l'expérimentation de la démarche ABCD, jamais utilisée en Belgique, comme forme nouvelle de développement communautaire basée sur les savoir-faire et les envies et sans qu'ait été préalablement défini un public, autrement que par la définition d'un quartier, et une thématique d'action, 2) son articulation avec un travail d'interpellation politique via l'analyse en groupe et l'intervention sociologique tourainienne, 3) l'échange entre les collectifs locaux des 3 LL dans le cadre des Metalabs. Au niveau substantiel, CitizenDev a accompagné et soutenu l'innovation des initiatives citoyennes collectives, dans une perspective bottom-bottom d'abord, bottom-up ensuite. Sur la dimension substantielle, la RAP a montré que ce n'est pas forcément les objets concrets qui seraient innovants dans la démarche (un local de quartier, une bourse aux vêtements, un festival ou un repair café ne sont pas forcément neufs) mais bien les modalités de leur mise en oeuvre, avec certains publics fragilisés. Celles-ci peuvent paraître sinon novatrices du moins soucieuses de retourner aux sources d'un travail communautaire de moins en moins légitimé dans le travail social au profit d'une approche plus individualisante. En ce sens l'émergence de l'ABCD permet d'interroger les pratiques contemporaines du travail social. L'ABCD s'inscrit également, sous une forme moins conflictuelle, dans un courant qui traverse l'action sociale urbaine et qui revisite le travail communautaire. En témoignent la constitution d'un groupe d'intervenants sociaux prônant le Community Organizing à Bruxelles et le succès des séminaires de CitizenDev (en 2017 et 2018) consacrés à l'actualité du travail social communautaire et à ses liens avec les initiatives citoyennes contemporaines.

Ainsi faut-il voir l'usage de l'ABCD comme un des révélateurs d'un nouveau tournant dans l'action sociale contemporaine portée par des intervenants sociaux ayant le sentiment d'avoir été au « bout » des dispositifs de participation portés par les pouvoirs publics et d'y être enfermés. Ainsi le fait de participer au mouvement de « revisite » du travail social communautaire en l'actualisant au vu des enjeux et défis contemporains peut être en soi considéré comme une innovation. Un exemple : le travail social communautaire en Belgique s'est inscrit centralement dans l'action du mouvement ouvrier et s'est cristallisé autour de l'imaginaire qu'il portait, axé sur le travail. Le démantèlement du salariat, le non-emploi ou le mauvais emploi ont décroché une partie de la population de cet imaginaire : comment réinventer une action sociale de proximité se référant toujours aux principes qui portaient le travail social communautaire : travailler l'individuel, le communautaire et le collectif dans le même mouvement et dans un objectif d'émancipation ? Sur quelles identités travailler ? Comment reconstruire un sens collectif qui puisse aussi pousser au changement ? La transition écologique est une des réponses, elle coalise et porte en elle un horizon de transformation sociale mais on l'a dit, elle percole peu dans les milieux populaires. D'autres vecteurs émergent tels le besoin de faire lien, de trouver du travail et d'être « justifiés d'exister comme on existe »⁵⁶.

⁵⁵ Voir le site d'Innoviris, <http://www.innoviris.be/fr/soutien-financier-au-secteur-non-marchand/Co-createurban-resilience-non-marchand>

⁵⁶ P. Bourdieu, 1993, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, p. 280.

Par ailleurs si le travail communautaire prévoit un travail d'interpellation (axe dit collectif) celui-ci ne se construit pas formellement par les principaux concernés. Dans le cadre de CitizenDev ce sont les connecteurs eux-mêmes à partir de ce qu'ils jugeaient central dans l'action qui ont initié ce travail. C'est grâce à la méthode de l'analyse en groupe, très formelle y compris dans son application, que cette phase de l'interpellation assurant le bottom-up, fut menée à terme.

Ce qui distingue encore CitizenDev du travail communautaire c'est aussi l'absence de travail individuel mené au cœur de la relation interpersonnelle qui se tisse entre l'utilisateur et le travailleur social. Le continuum entre les dimensions individuelle et politique n'est pas présent dans le projet même si on a vu quand il s'est agi d'étudier les motivations à l'engagement que la dimension individuelle est déjà toujours présente.

Enfin, certains connecteurs, dont un habitant qui a travaillé dans le secteur associatif, avancent qu'en soi, la RAP est innovante parce qu'elle permet d'associer des acteurs qui n'ont pas toujours l'occasion de travailler ensemble. Cela dit, ces connecteurs pointent un écueil de l'innovation : si on subsidie l'innovation et qu'on passe très rapidement à autre chose, toujours à la recherche de la nouveauté, on ne peut se pencher sur les conditions de pérennisation, y compris financière, des projets qui méritent d'être poursuivis. Pour reprendre leurs termes, « Le one-shot est choquant » et il est dommage qu'après trois ans (à la fin du projet CitizenDev), on doive revenir « au final à une forme classique d'asbl qui doit lutter pour survivre ».

3. La recherche-action-participative : ses épreuves

Un autre référentiel du cadre Co-create renvoie à la recherche-action-participative (RAP), qui constituait un noeud au départ du projet parce que différentes manières de concevoir la RAP coexistaient au sein des partenaires⁵⁷. Certes le noeud a été en partie dénoué grâce aux réunions de coordination mensuelle et grâce à la poursuite de l'action sur le terrain au fil de l'avancée du projet mais il mérite qu'on s'y attarde parce que les difficultés liées à ce noeud sont, pour beaucoup, inhérentes au processus de co-création. Plutôt que de les taire il est apparu nécessaire de les expliciter, tant pour « déculpabiliser » ceux et celles qui se lancent dans une telle démarche que d'inviter les initiateurs de Co-create à les prendre en considération⁵⁸.

- *Des rôles multiples et négociés*

⁵⁷ L'équipe de recherche a travaillé à relever ces différentes visions, dans les sciences sociales. Mais elle a également montré que la recherche-action était également revendiquée dans le travail communautaire en général et qu'on pouvait voir également, dans la méthode ABCD en particulier, une forme de recherche-action dans la mesure où l'inventaire des atouts se fait par les connecteurs, qu'ils sont valorisés comme acteurs "experts" de leurs quartiers, qu'ils construisent l'action au travers des collectifs, etc.

⁵⁸ Ce qui suit a fait l'objet d'une communication de Ludivine Damay et Christine Schaut lors des deux journées d'études de RAMAU qui se sont tenues les 21 et 22 septembre 2020, « De l'incertitude des savoirs aux nouvelles fabriques de l'expertise. Expertises valorisées/contrariées en architecture, urbanisme et paysage »

De manière générale, la recherche-action dans le cadre Co-create renvoie à l'expérimentation d'une action et à la recherche autour de cette action, d'une part. Elle renvoie également, d'autre part, à la participation des citoyens dans cette recherche-action. Si tous les partenaires (associatifs, scientifiques et citoyens) peuvent se sentir positivement engagés vis-à-vis de cette notion et de ses implications, elle n'est pas forcément simple à mettre en pratique.

Concernant les relations entre les acteurs associatifs et les chercheuses, tous ont dû réfléchir à leurs rôles personnels et composer avec l'ensemble des visions de chacun. Le projet implique de multiplier les rôles que chacun endosse, jusqu'à un empilement de casquettes multiples. Cela dit, cet empilement de casquette n'est pas géré par tous de la même façon. L'identité de chercheurs, comme celle de travailleurs, n'est pas unique : nous avons tous une vision singulière de nos rôles de « professionnels » au départ, chacun étant disposé à des degrés divers à changer de casquette ou à se déporter.

L'équipe de recherche est composée de 4 personnes qui sont confrontées, au départ du projet, à des difficultés sur le rôle qu'elles devaient y jouer et ce même si, a priori de la mise en œuvre de la recherche-action-participative il semblait acquis. Un des premiers moments de tension entre elles à cet égard renvoie à un événement, organisé par un des acteurs associatifs et dont la publicité est réalisée à l'aide d'un tract. Ce tract est interrogé (le vocabulaire utilisé, les objectifs de l'événement) et renvoie à des principes politiques qui ne conviennent pas à l'ensemble de l'équipe de recherche. S'il y a un relatif consensus sur son contenu, l'attitude à adopter diffère : doit-on laisser paraître un tract qu'on ne trouve pas le plus pertinent possible ? Certaines chercheuses pensent qu'il n'est pas nécessaire d'intervenir, que les associations ont la maîtrise du volet « action », qu'elles ont davantage d'expérience et de compétence en ce domaine ou encore qu'il existe des impératifs temporels qui empêchent aussi de réagir sur tous les dossiers. Elles endossent ainsi la posture de l'observateur, plutôt que de l'acteur engagé. Voire d'un observateur qui n'est même pas un partenaire, puisqu'il n'accompagne pas, n'offre aucun appui (en tout cas dans ce contexte). Cette posture n'est pas partagée par d'autres chercheuses : elles se jugent tout autant acteur de l'action et s'estiment légitimes y compris pour faire part de leurs réserves et pour négocier le changement du contenu du tract. In fine après discussion c'est la seconde option qui va être retenue conduisant ainsi l'équipe de chercheuses à adopter une posture maximaliste qu'elle tentera de tenir par la suite... avec les difficultés qu'elle comporte.

S'il existe des positionnements différents à l'égard des autres acteurs de la RAP et s'ils sont sans doute liés à la sensibilité des chercheuses ils sont aussi tributaires de la position professionnelle occupée : les chercheuses « juniors » étant davantage soumises au terrain et à ses aléas que les autres. Ce différentiel de positions peut ainsi expliquer le malaise ressenti par les plus jeunes alors qu'elles participent au quotidien des actions tout

en les observant au risque, réel, de s'y perdre, confrontées à des injonctions parfois contradictoires.

Ce détour par « l'engagement »⁵⁹, par la proximité de l'action, peut être bénéfique pour le chercheur : c'est une occasion réflexive de réfléchir à son rôle habituel, mais aussi de se départir de ses réflexes, de se mettre davantage à la place d'un acteur associatif, d'un citoyen, en en partageant son rôle.

Les acteurs associatifs et chercheuses se sentent également ébranlés à certains moments par le projet. Les chercheuses rencontrent certaines résistances ou pensent en rencontrer prenant du temps à se sentir « faire partie des meubles » : sont-elles toujours les bienvenues sur le terrain ? Ne vont-elles pas effrayer les populations qui vivent dans ces quartiers ? Peuvent-elles influencer les méthodes de terrain ? A leur tour certains travailleurs associatifs se sentent aussi mal à l'aise quand ils craignent avoir affaire à des chercheuses surplombantes venues observer et dès lors évaluer leurs pratiques. D'autres se sentent encore mal à l'aise quand les chercheuses, à l'opposé d'une position surplombante, leur demandent de participer, au même titre qu'elles, à la documentation de l'action et ne semblent guère enclins à endosser le rôle de co-chercheur. « Chacun son métier et les vaches seront mieux gardées » illustre sans doute certaines positions de principes initiales. C'est surtout lors des premiers pas du projet que surgissent des tensions autour de ces rôles. Une meilleure connaissance les un.e.s des autres, une mise en confiance les ont progressivement apaisées.

Ainsi si l'ensemble des partenaires du projet ont la volonté de contribuer à cette recherche action, il n'est pas forcément simple pour un travailleur de se considérer lui-même comme un chercheur, d'y trouver son compte, comme il n'est pas forcément simple pour un chercheur d'être un acteur, tout en étant « attendu » sur une posture de connaissance et de s'y préparer. Les uns comme les autres sont pris dans des impératifs de l'action (il faut avancer sur les activités), dans les impératifs de la recherche (il faudra produire un rapport de recherche), dans les impératifs de participation citoyenne (il faut penser l'action et la recherche en visant une symétrie de position avec l'ensemble des citoyens qui participent), et encore dans les impératifs d'innovation sociale et de résilience. Il n'existe pas de « kit » tout fait qui faciliterait ce travail en commun, c'est un enjeu réflexif permanent. Par ailleurs tous sont aussi pris dans des logiques professionnelles qui parfois contraignent la logique du projet CitizenDev.

Si jusqu'à présent il a surtout été question des chercheuses et des associations qu'en est-il des citoyens, considérés comme partie prenante à part entière de la RAP ? A nouveau, la démarche n'est pas simple. Réaliser un inventaire des centralités présentes dans un quartier ou d'un réseau de membres, par exemple, est vraiment complexe s'il faut, comme le prévoit ABCD, qu'il soit complètement approprié par les participants voire réalisés par eux. Le projet CitizenDev tâtonne, met en place de nouveaux outils, qui se révèlent parfois fructueux pour plus de participation des citoyens engagés dans un rôle de connecteurs et pour la mise en commun (cfr. les cartes distribuées pour recueillir les rêves de habitants et l'installation

⁵⁹ L. Damay, L., F. Delmotte, « Observer la fabrique de la ville à Bruxelles : un détour par la participation », *Participations*, 2016/3 (N° 16), p. 89-112.

mobile de ces cartes pour Matonge qui a permis, au moins, la récolte des informations par des habitants) ou qui au contraire échouent à coaliser parce que les priorités des habitants sont ailleurs ou parce que le temps parfois démobilise. Quels que soient les cas de figure, le projet a montré l'importance de respecter l'investissement différencié des citoyens, certains ont envie d'agir, pas forcément de réfléchir, ni même d'écrire. D'autres ont simplement l'envie de se poser, de boire un café dans un local ouvert sur le quartier. L'engagement dans l'action et dans la recherche est à géométrie variable. Il faut aussi mesurer l'écart entre la participation comme acteur dans une RAP quand pour certains prendre la parole en public ou utiliser une des langues nationales est un vrai défi. De plus, on l'a vu, il n'est pas si évident, ni si légitime, pour certains citoyens, de donner bénévolement de leurs temps, de leurs talents, de leurs savoirs⁶⁰, alors que d'autres participants au même processus sont, eux, payés pour le faire.

Quant aux relations que les citoyens engagés dans l'action entretiennent avec les associations et les chercheuses elles demanderaient à être davantage investiguées. Elles s'avèrent variables et complexes. Si les associations peuvent être considérées par les « connecteurs » comme des appuis, plus ou moins temporaires à leur action en fonction de leur degré d'autonomie et des ressources dont ils disposent, elles peuvent être perçues comme des concurrentes dont l'action et la professionnalisation s'opposent à l'émergence des collectifs. L'équipe de chercheuses quant à elle semble bénéficier d'un double statut fait à la fois de familiarité, leur volonté d'être engagées au plus près de l'action et des acteurs leur est reconnue et semble appréciée, et d'étrangeté, les contours du monde de la recherche universitaire pouvant paraître éloignés des enjeux réels. Dans tous les cas les moments où les chercheuses auraient pu se sentir délégitimées et concurrencées par des contre-expertises émanant des mondes vécus ont été rares⁶¹.

• *Co-construire des connaissances*

La recherche CitizenDev s'est donc déroulé dans 3 LL qui permettent de faire remonter des problèmes non identifiés ou du moins des sous-questions de recherche qui n'avaient pas été prévues dans le projet initial. Par exemple, si l'équipe avait bien identifié le problème de déstabilisation du salariat, de ce qu'il peut amener comme difficultés pour la survie des populations précaires dans ces quartiers, et des stratégies de débrouille, de construction de centralités populaires qui se développent pour lui répondre elle n'avait pas du tout anticipé une des réponses que les citoyens engagés dans CitizenDev allaient suggérer et revendiquer à savoir la rétribution du bénévolat. Cette revendication posait des questions auxquelles les chercheuses, peu au fait de ces sujets, ont dû répondre, en s'aidant de compétences en dehors du partenariat. C'est sans doute autour de la thématique de la rétribution citoyenne que la co-construction a été la plus centrale. Elle s'est faite grâce à une méthodologie qui en a favorisé l'émergence : l'analyse en groupe. Déjà évoquée ci-dessus cette méthode, par

⁶⁰ Le projet CitizenDev a travaillé sur la question de la rétribution du bénévolat, amenée par les citoyens eux-mêmes, nous y revenons plus bas. Au-delà de cette question, certains citoyens issus de la communauté africaine, citoyens souvent diplômés mais qui peinent à se retrouver engagés sur le marché du travail, en ont marre d'être sollicités, souvent gratuitement, pour jouer les "experts" de leur communauté. Ils se sentent utilisés par les pouvoirs publics, par d'autres acteurs associatifs ou universitaires, pour venir témoigner des réalités de la communauté, sans jamais en recevoir aucune compensation symbolique et financière.

⁶¹ S. Musso S., 2008, « A propos du « malaise éthique » du chercheur : les leçons d'un terrain sur les objets « sida » et « immigration » en France », in ethnographiques.org, Numéro 17 [en ligne].

l'horizontalité entre les rôles des 3 partenaires de CitizenDev, par son souci d'élaborer des connaissances à partir des expériences vécues connues des partenaires car discutées depuis le début du projet (via la présence des chercheuses au cœur de l'action) et par la reconnaissance de la légitimité de désaccords potentiels, favorise la co-création. C'est à partir de l'analyse en groupe que s'est élaborée une connaissance sur les questions de la rétribution, de la pérennisation et de la transférabilité de l'action qui a donné corps aux interpellations politiques. Si ce processus a quelque peu déstabilisé les chercheuses, peu aguerries à ces questions, il donne tout son sens à la notion, souvent galvaudée, de co-création.

Co-construire les savoirs, c'est aussi enquêter pour trouver des solutions. On songe évidemment aux travaux de Dewey sur l'enquête sociale comme processus, connecté à la pratique, comme investigation qui aboutit à des jugements, fondés sur des faits et des connaissances.⁶² L'enquête sociale permet à un public de saisir les problèmes auxquels il est confronté et de s'en saisir pour y remédier. Si les chercheurs et les travailleurs font partie de la démarche, les citoyens participent activement dans ce processus d'enquête, et proposent eux-mêmes des solutions. La « team » du LL brabant réfléchit aux conditions de l'obtention du « défraiement pour bénévolat ». Elle élabore une charte qui spécifie dans quelles mesures, selon elle, les bénévoles peuvent prétendre au défraiement : il faut que l'engagement soit structurel, qu'il ne soit pas ponctuel, qu'il soit régulier, qu'il bénéficie évidemment à la collectivité.

Cependant la question de la co-construction des connaissances peut se tendre au moment du passage à l'écrit. Celui-ci peut être jugé par ceux et celles qui écrivent moins (dans notre projet c'est le cas des associations et des citoyens qui ont peu écrit, et n'étaient pas toutes ou tous demandeurs d'écrire mais ont beaucoup parlé) comme une prise de pouvoir par les chercheurs même à leur insu parce que l'écrit fait partie de leurs activités quotidiennes et est un des modes d'évaluation privilégiés par lesquels ils sont jugés. A l'inverse les chercheurs craignent souvent qu'une écriture à « trop de mains » n'émousse « la puissance analytique et critique du propos au profit d'un propos consensuel et en évitant les sujets qui fâchent trop »⁶³. Dans le cas de CitizenDev, les partenaires ont discuté de la structure et du contenu des rapports de recherche laissant à l'équipe de recherche le soin de tenir la plume. Les rapports ont été soumis à la critique de ceux et celles qui avaient lu (parfois aussi de ceux et celles qui n'avaient pas lu !). Les réactions furent diverses mais la plupart admettait la légitimité de l'analyse, soit-elle critique. Une manière de dénouer les tensions fut de répondre à la question suivante, proposée par le coordinateur du projet, Piet Van Meerbeek : peut-on vivre avec ce qui est écrit ? Une autre manière fut de proposer directement des modifications dans le texte pour sortir de l'opposition. En cas de désaccord persistant, le texte évoquait les différents points de vue, sans prétendre évacuer les divergences, au nom de la symétrie entre les différents partenaires.

- *L'épreuve de la critique externe*

⁶² J. Dewey, 2003, *Le public et ses problèmes*, Pau, Publications de l'Université de Pau/Farrago/Éditions Léo Scheer, 2003 (Traduction de *The Public and its Problems*, 1927, et préface par Joëlle Zask).

⁶³ A. Bilande et alii, *op cit.*

Le projet CitizenDev fut soumis à des « épreuves » jugeant de l'avancement de leur RAP. Tous les ans, un comité de suivi élargi composé de deux membres provenant d'Innoviris et de différents experts (deux mandatés par le commanditaire et une autre proposée par les partenaires) se réunit suite à la remise d'un rapport de recherche et interagit avec l'ensemble des parties prenantes, après une présentation du contenu du rapport.

Lors de ces comités, les acteurs se livrent ainsi « à des opérations critiques, c'est-à-dire à toute une série d'actes qui visent à préciser, établir ou rappeler ce qui, dans chaque situation particulière, est de l'ordre du souhaitable. ».⁶⁴ Cette dimension renvoie au concept d'épreuve, issu de la sociologie pragmatique, c'est le moment, incertain et indéterminé, au cours duquel les acteurs éprouvent la réalité, décodent les forces en présence, saisissent la teneur des choses, qualifient l'état des choses, etc.. Ce concept permet ainsi d'être attentif aux moments cruciaux qui semblent cristalliser les acteurs autour de la définition de la réalité sociale. Ces moments dévoilent les critères de validité réellement valorisés par les experts et par le commanditaire, à côté de ceux que les partenaires CitizenDev entendent promouvoir.

Malgré l'ouverture faite aux sciences sociales et aux approches plus inductives, les critiques qui sont adressées à la recherche semblent montrer, en tout cas aux yeux des partenaires de CitizenDev, que le modèle de référence reste celui des sciences exactes, plus proche d'une approche hypothético-déductive. Notre recherche, alors qu'elle produit des résultats qui démontrent certains facteurs favorisant la construction des collectifs citoyens ou révèlent des difficultés, n'est pas jugée, par certains, assez « solide ». Nous n'aurions pas construit suffisamment d'hypothèses de départ contre lesquelles ou avec lesquelles nous aurions pu penser. Nous n'avons pas produit de chiffres, de données « objectivées » sur le terrain. Ces attentes ne correspondent pas à l'approche inductive et à l'enquête qualitative que nous défendons (et que nous avons proposées). Dans d'autres comités de suivi, le commanditaire a pu aussi reprocher aux acteurs associatifs de ne pas suffisamment endosser la posture de chercheurs : leurs discours seraient trop enchantés, trop engagés, pas assez neutres ou objectivés. Malgré la volonté de tendre à la co-création des connaissances, l'épreuve est aussi un espace de validation des connaissances qui n'est pas suffisamment bienveillant pour des citoyens peu armés à jouer le jeu d'une critique scientifique parfois virulente. Un des experts choisis par le commanditaire a notamment utilisé un vocabulaire agressif, perçu comme raciste et discriminant, à l'égard de citoyens participants.

Cependant l'épreuve de l'expertise externe a eu comme mérite, non prévu, de renforcer le collectif CitizenDev face à des critiques jugées injustes, éthiquement limites et infondées scientifiquement. De manière paradoxale l'arène de l'expertise externe construite dans une perspective positiviste s'est confrontée à celle, forcément inductive et compréhensive, de la co-création pourtant appelée de ses vœux par le programme de recherche ayant procédé à l'engagement... des experts évoqués. Ceci montre son caractère à tout le moins inachevé.

On sait la notion de co-création, pierre angulaire du programme de recherche, fortement chargée idéologiquement ce qui pour certains, pourrait la dispenser de toute critique. A l'issue du projet et de la mise en acte de la co-création il nous semble que celle-ci ne signifie

⁶⁴ N. Dodier, 2005, « L'espace et le mouvement du sens critique », *Annales Histories Sciences Sociales*, janvier-février 2005, n°1, p. 10.

pas que tout le monde devient chercheur, travailleur associatif et citoyen. Les différents acteurs sont tous porteurs de connaissances spécifiques, ils en sont conscients et ne veulent guère changer fondamentalement de position (même s'ils acceptent de jouer certains rôles temporairement). Par contre ils sont conscients de ce que le croisement de leurs connaissances respectives peut en faire surgir de nouvelles dont rien ne dit qu'elles auraient surgi autrement. Ils font tout pour qu'il en soit ainsi, les innovations méthodologiques les y aidant. Par contre, la co-création oblige à ce que les savoirs des uns et des autres soient considérés comme également dignes d'intérêt, elle force à ce que soit reconnue l'horizontalité des compétences. Si l'égalité de chacun des participants est bien visée par la RAP, elle ne devrait pas être synonyme de nivellement des spécificités, les contributions de chacun n'étant pas du même ordre, les critiques ou les formes d'évaluation qu'ils endurent ne l'étant pas non plus.

(Se) donner des nouvelles

Le projet CitizenDev a été prolongé d'abord jusqu'en juin 2020 puis en septembre 2020 pour cause d'épidémie. La plupart des travailleur.se.s du projet ont fini leur contrat fin février 2020. Que s'est-il passé depuis lors ?

Une publication initiée fin 2019 « Faire collectif à Bruxelles » a vu le jour et commence à être distribuée. Elle est disponible sous forme papier et en ligne et est destinée essentiellement aux associations, aux administrations et à tout.e citoyen.ne, à tout groupe de citoyen.ne.s désireux.se de trouver des pistes pour l'action.

Par ailleurs, cela a déjà été dit, EVA a demandé à deux experts, Thomas Lemaigre et Marc Trullemans, d'approfondir la problématique de la rétribution. Leur rapport se trouve lui aussi sur le site du projet. De son côté le local a pris pied dans le quartier. Des expériences à petite échelle y ont vu le jour. Linda, d'Eva, le souligne « *le local est le lieu où les citoyens se rencontrent, où ils offrent un accueil attentionné, où les gens du quartier peuvent se connecter avec d'autres personnes et où ils sont encouragés à utiliser leurs talents pour faire quelque chose dans et pour le quartier.* » Durant la période du confinement EVA Bxl a reçu un subside jusqu'à la fin du mois de septembre 2022 de la part du Contrat de Rénovation Urbaine pour que les expérimentations citoyennes liées au local se poursuivent. Ce subside intègre les rémunérations des citoyens bénévoles. C'est Mathilde qui a défendu le projet. Linda ajoute : « *Bien que les activités aient subi une forte pression à cause de COVID 19, la plupart des citoyens engagés autour du local ont fait preuve d'une remarquable résilience. Les tournées téléphoniques ont été considérablement étendues, des citoyens se sont engagés pour la distributions de nourriture, de diverses manières le contact a été maintenu avec un certain nombre d'enfants ou de leurs parents qui avaient participé auparavant aux activités de soutien scolaire* ». Quant à l'association Eva elle poursuit sa réflexion autour du projet de coopérative d'activités et de connexion avec l'expérimentation TZCLD.

Pendant ce même laps de temps, à Matongé la Table des Connecteurs s'est relancée. Elle prépare l'inauguration du Monument des Atouts de Matongé lequel reprend les savoir-faire identifiés par l'ABCD. La table a fait pour l'occasion une demande de subside auprès de la

commune. Cet événement est maintenant fixé au 4 novembre. On croise les doigts pour qu'il ait lieu. Plus généralement des contacts se tissent avec la commune. Piet, du BRAL continue à l'accompagner : « *La Table est autonome maintenant. J'accompagne, je cherche l'équilibre entre soutenir et laisser, comme ont fait les travailleuses d'EVA avec la Team, il me semble. C'est effectivement subtil. La table s'est choisi un coordinateur, K. Il est de bonne volonté mais je sens qu'il est toujours très content quand je lui offre mon soutien* ». Pareil à lui-même Kinch n'est jamais loin pour donner un coup de main. Pourtant, de l'avis-même de Piet, l'avenir de la table des connecteurs n'est pas garanti. Des dissensions, des frustrations, déjà perceptibles avant la fin du projet sans doute apparaissent. Quant aux collectifs initiés à partir de la table des connecteurs ils ont été freinés par l'épidémie et le confinement. Malgré cela Serigne, à l'origine de Jouwaiiii, Lily et leurs amis ont lancé une nouvelle initiative : ils organiseront des événements mensuels culturels à Kuumba vzw, où ils présenteront chaque fois un autre pays en Afrique. Aude continue de travailler sur sa balade sonore à Matongé. Avec Kinch et d'autres personnes au micro, Radio Publik ne peut qu'avoir du succès. 2 photographes ont fait 45 portraits de gens dans le quartier et ils seront exposés entre le 2/10 et le 19/10 sur la vitrine de Kuumba et d'un autre café, inoccupé pour l'instant. Les interviews audio que Kinch a fait avec ces 45 personnes seront disponibles sur le site.

Au CLTB, la table des connecteurs, très vite rebaptisée comité des membres, a organisé une série d'activités durant le confinement : des coups de fils pour prendre des nouvelles, pour mettre en contact ceux et celles qui le demandaient, avec un des réseaux dans leur quartier ou avec un autre membre en mesure de répondre aux besoins : « *beaucoup de gens n'avaient pas besoin d'aide spécifique, mais tous étaient contents d'avoir reçu ce coup de fil* » (Geert). Aujourd'hui, avec les moyens de CitizenDev en moins, et avec de plus en plus de logements occupés le CLTB revoit sa stratégie de travail communautaire privilégiant le renforcement de liens à l'intérieur des logements. La Green Cantine continue et « *ça marche très bien* » (Geert). Il faut à présent qu'elles travaillent sans l'accompagnement du CLTB même si les liens resteront forts. Un nouveau cycle de cours de vélo vient de se clôturer. Les bonnes habitudes sont prises.

Quant aux chercheuses, Lucie Martin a souhaité mettre un terme à son contrat de travail après un an. Chloé Mercenier a terminé son contrat de travail en mars 2020. La crise Covid a fait qu'on s'est moins vues mais on s'est lues. Elle va bien, part d'ici peu à Gand pour parfaire son néerlandais et réoriente ses activités professionnelles vers l'urbanisme participatif. Bénédicte De Muylder qui a rejoint l'équipe en cours de route, devait traverser l'Europe en train jusqu' au Liban. La crise du Covid l'en a empêchée. A que cela ne tienne elle est repartie sur les routes en juillet. Elle vient de rentrer. Ludivine et Christine continuent la recherche et l'enseignement et mettent la main à la plume pour écrire ce dernier rapport. Elles ont fait une communication le 21 novembre dans le cadre du colloque Ramau sur les épreuves de la co-création. Elles comptent continuer à écrire et à communiquer sur CitizenDev.

Qu'est-ce que ce beau petit monde retient de CitizenDev par-delà les enseignements de la RAP ? L'aventure humaine riche et intense, entre l'ensemble des acteurs de CitizenDev. L'importance d'un lieu qui enracine les expériences, un nombre foisonnant d'initiatives, l'énergie folle de connectrices et connecteurs pour faire aboutir LEURS projets alors que dans l'associatif « *en tant que travailleuse sociale tu prends beaucoup en main, ici les projets c'était leur bébé et du coup elles s'investissaient prenaient des responsabilités* » (Bénédicte)

et, ce qui est lié au constat précédent, la difficulté pour le.a travailleur.se social.e de prendre place et de la tenir alors que, d'un côté, ce que CitizenDev exigeait d'elle ou de lui était parfois fort éloigné de ce que les manuels de travail social évoquent et que de l'autre, elle ou il devait justifier sa professionnalité à l'égard de connecteurs et de connectrices ayant le sentiment de pouvoir faire sans. Ce qu'il retient encore c'est la difficile place de chercheuse dans le cadre d'une RAP, qui suggère d'être une d'actrice-pont et donc de revêtir, souvent en même temps, plusieurs casquettes : celles de « *chercheuse + habitante engagée + architecte + urbaniste + femme + jeune + blanche travaillant dans/sur un quartier africain + apprentie sociologue + ...* » (Chloé). Cette position est riche mais inconfortable. Elle l'est d'autant plus le monde du travail tel qu'il organisé de manière « sectorielle », en silo, ne reconnaît guère cette posture hybride. Comment dès lors faire valoir cette expérience, faire reconnaître ce statut hybride d'actrice-pont? La complexité de la posture est parfois résolue, temporairement du moins, à la fois par de la distance critique et analytique, de la proximité relationnelle et une certaine forme de légèreté : « *moi au final je pense que je m'en suis sortie en créant une sorte d'amitié/complicité avec quelques unes et en rendant des services qui sortent un peu du cadre professionnel exemple quand Jean était malade je suis allée balader son chien un samedi* » (Bénédicte). La RAP a aussi permis la construction d'un regard critique, « *désidéalisant le discours qui prône une „Selfcity“ (une ville faite par ses habitant.e.s)... La recherche-action de 3 ans m'a permis d'éprouver le temps et les difficultés que le soutien à des dynamiques d'action collective locales impliquent et de ne pas prôner à tout prix le „faire ensemble“ et l'action collective* » (Chloé). Ce qu'il retient ce petit monde, c'est aussi les épuisements, le burn out de plusieurs personnes dans l'équipe qui montrent à quel point cette approche est demandeuse en énergie et en ressources humaines, les temps de travail nécessaires sous-estimés, des initiatives qui n'ont pas abouti par manque de temps d'accompagnement, un manque de métier pour des associations dont ce n'étaient pas le core business. Et encore la volonté de mettre l'accent sur le processus, les solidarités horizontales, de l'autogestion parfois au détriment de l'efficacité qui aurait pu maintenir à flot certaines initiatives, qui en aurait sans doute restreint le nombre. Ce qui revient chez tous, c'est l'importance qu'il y a accorder du temps pour réaliser une vraie RAP : « *Au sein de CitizenDev, je pense qu'on a réussi à mettre réellement cette démarche collective en place, notamment au regard des échos que j'ai eu d'autres Co-create où la collaboration entre les chercheurs et les associations n'étaient pas si évidentes et que chacun faisait ce qu'il avait à faire de son côté. Combien de temps ai-je passé à échanger avec les partenaires, les habitant.e.s, les autres chercheuses, des ami.e.s à qui je parlais du projet... ? J'ai réellement été au service du projet et je suis loin d'être restée scotchée à mon bureau de chercheuse, derrière mon écran. Parfois peut-être pas assez, ce qui fait qu'on n'aura finalement jamais écrit d'article « scientifique » par exemple. Le temps consacré aux tâches « classiques » de « chercheuse universitaire » était peut-être trop restreint en comparaison au temps consacré au terrain. Cela est notamment dû au fait que le temps de travail était sous-évalué. Le temps nécessaire au projet pour outiller les partenaires ne doit pas être non plus sous-estimé par exemple en termes d'outils d'animation de groupe. Certains travailleurs de terrain avait déjà de l'expérience; d'autres avaient plutôt travaillé dans le travail social d'accompagnement individuel et n'avaient pas d'outils de soutien à des dynamiques collectives* » (Chloé). Le groupe insiste aussi sur l'importance, peut-être plus encore quand il s'agit d'une démarche horizontale, auto-gérée, collaborative, de construire un cadre clair et souple qui clarifie les rôles de chacun.e aux différentes étapes du projet. Il faut prendre le temps de se répartir les tâches, de discuter les désaccords, de s'organiser. Enfin ce petit monde est tombé d'accord

pour dire que le soutien au faire ensemble passe par des ressources humaines. Ce soutien doit être à la fois ambitieux, y compris financièrement tout en faisant le pari du humble, de la petite échelle, des petits territoires.